



03.12.19
Nantes (44)

Cité des Congrès

TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

ACTES



Colloque organisé par le Réseau Francophone
des Villes Amies des Aînés

avec le soutien de

SOMMAIRE

Ouverture	4
• Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du RFVAA	
• Johanna ROLLAND, Maire de Nantes et Présidente de Nantes Métropole	
Table ronde : Vers une France Ville Amie des Aînés	6
• Audrey DUFEU SCHUBERT, Députée en charge de la mission sur « L'image des aînés dans la société »	
• Stella DELOUIS, Présidente de la Commission d'Action Sanitaire et Sociale de la CNAV	
• Benoît CALMELS, Délégué Général de l'UNCCAS	
Table ronde : La longévité : une nouvelle approche du parcours de vie dans l'avancée en âge	11
• Marie-Françoise FUCHS, Co-présidente du comité scientifique de l'association OLD'UP, Président d'honneur OLD'UP	
• Annie de VIVIE, Gérontologue - Fondatrice d'Agevillage.com et directrice des Formations Humanitude	
• Claudine CHEVALLEREAU, Vice-présidente de Nantes métropole, déléguée aux transports scolaires et à la sécurité routière, aux solidarités et aux parcours de vie	
Conférence : Territoires et longévité : réflexion éthique	18
• Fabrice GZIL, Philosophe à l'Espace éthique Ile-de-France	
Table ronde : Attractivité et nouveaux modèles sociétaux : place et atout des seniors	24
• Elodie LLOBET, Directrice de Generacio	
• Florence HERMANN-BOULANGER, Doctorante en sociologie, Laboratoire CeRIES, Université de Lille	
• Benjamin ZIMMER, Directeur de Silver Alliance	
Atelier 1 : Vers une reconnaissance des proches aidants	30
• Marie AUFFRET, rédactrice en chef du magazine Notre Temps	
• Joël JAOUEN, Président France Alzheimer	
• Anne DELAHOUSSE, Fondatrice/Coordonatrice Association Votre Second Souffle	
• Virginie PORTAIS, Responsable de la Maison des aidants Ville de Nantes	
Atelier 2 : Aménagement du territoire : mobilités et parcours résidentiel des personnes âgées	38
• Françoise RIVOIRE, Adjointe au maire de Lyon, déléguée aux Liens intergénérationnels et aux Personnes Agées	
• Françoise CHARLES, Directrice Action Sociale et Solidarité Saint-Sébastien-sur-Loire	

Atelier 3 : Programme Villes Amies des Aînés, bilan et perspectives : vers un nouveau mandat.....	44
• Véra BRIAND, Adjointe au Maire de Rennes, déléguée aux personnes âgées et au handicap	
• Carlyne BERTHOT, Chargée de mission « Villes amies des aînées » Grenoble, Doctorante en sociologie - Laboratoire PACTE (UMR 5194) Université Grenoble Alpes	
• Audrey LE PRIOL, Responsable du service de personnes âgées de Saint-Herblain	
Atelier 4 : Vivre dans une Villes Amies des Aînés.....	53
Débat participatif dans le cadre de l'élaboration du label Villes Amies des Aînés	
Présentation étude européenne : « ACPA - Adapter les villes européennes au vieillissement de la population : défis politiques et meilleures pratiques ». Programme ESPON.....	54
• Agnese MACALUSO, Consultante Cabinet ECORYS (Pays-Bas)	
Conclusion.....	56
• Gilles BERRUT, Grand témoin de la journée. Ambassadeur du Grand Débat Longévité de Nantes Métropole	
Clôture.....	60
• Catherine PIAU, Adjointe au Maire de Nantes en charge des seniors, des personnes âgées et de la solidarité intergénérationnelle	
Annexes.....	62
• Présentation PowerPoint du colloque	



OUVERTURE



Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du RFVAA

Bonjour à tous. Je remercie la ville de Nantes d'accueillir ces 7èmes rencontres nationales. Je laisse la parole à Madame Johanna ROLLAND, Maire de Nantes, pour ouvrir officiellement cet événement.

Johanna ROLLAND, Maire de Nantes et Présidente de Nantes Métropole

Bonjour à tous. Cela a du sens pour nous d'accueillir ces 7èmes rencontres car nous sommes à un moment clé de l'histoire de notre pays et de nos territoires sur les sujets qui nous réunissent dans la prise en compte des enjeux liés à l'allongement de l'espérance de vie. Nous sommes rentrés dans une nouvelle transition démographique, non seulement nous vivons plus longtemps, mais les plus de 60 ans n'ont jamais été aussi nombreux. Depuis 2015, notre pays compte plus d'habitants de plus de 60 ans que de moins de 20 ans, un petit garçon né en 2019 a une espérance de vie de près de 80 ans, une petite fille de plus de 85 ans. Les plus de 75 ans sont aujourd'hui 9 % et parmi eux 92 % sont autonomes. Les représentations que notre société véhicule parfois sur les seniors sont aujourd'hui plus nuancées avec des situations diverses, des situations complexes, des situations qu'il nous faut appréhender collectivement. Cette situation démographique est inédite, les seniors lorsqu'ils arrivent à la retraite ont plus de 20, 30 ans devant eux, et les nonagénaires, les centenaires sont également de plus en plus nombreux. Quatre, voire cinq générations cohabitent aujourd'hui dans nos territoires, et nous sommes rentrés dans une forme de société de l'allongement de la durée de vie, mais il reste à inventer, à construire ensemble un projet de société qui valorise cette nouvelle ère du grand âge.

Cette réalité est décryptée au mieux sous l'angle des défis, au pire sous l'angle des risques et des inquiétudes. Souvent le vieillissement reste associé à des représentations négatives, à rebours souvent des réalités vécues dans la vie quotidienne qui sont plus nuancées. Les aînés vivent plus longtemps en bonne santé, et ce temps de vie gagné nous devons le considérer comme une chance, une opportunité, en tous les cas notre société a des réponses individuelles et collectives à apporter à cette transition. C'est la raison pour laquelle à Nantes nous avons à cœur de porter cette idée de longévité, d'ores et déjà le mot sonne comme une promesse à inventer, à imaginer collecti-

vement.

En 2010, l'Organisation Mondiale de la Santé interpellait les états membres sur cette réalité et incitait les villes à prendre ce sujet à bras le corps en créant le Réseau mondial des villes et communautés amies des aînés. Dans la foulée naissait en 2012 le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés, grâce à l'engagement de son président François REBSAMEN, Maire de Dijon. Les élus de nos territoires par leur expérience de terrain et par leur regard sur les sujets de société sont en situation d'animer des réseaux qui peuvent être les creusets de solutions pour demain. Nous avons besoin de confronter nos observations, nos analyses, et je vous invite à confronter ce qui fonctionne, et ce qui ne fonctionne pas, à partager les freins, les décrypter, les analyser, c'est ce qui nous permet d'aller plus loin ensemble. Cette mobilisation sur ces sujets nous a permis d'engager une évolution de nos politiques publiques au service de cette belle idée de la longévité. A Nantes, nous sommes très heureux d'appartenir au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés.

Vous avez choisi de consacrer ces 7èmes rencontres du Réseau Francophone à la relation entre territoires et longévité, et cela prend pour nous tout son sens puisque nous avons proposé aux maires des vingt-quatre communes de la métropole d'organiser un grand débat citoyen sur la longévité. Nous avons trois grands débats, le premier consacré à la Loire, le deuxième à la transition énergétique et le troisième à la longévité. Nos métropoles ont l'habitude de traiter de sujets techniques, mais rarement de sujets humains, sociétaux, et qui plus est de longévité. Le premier constat était la nécessité de définir cet enjeu de la longévité, et nous avons élaboré quatre questionnements pour avoir une grille de lecture partagée. La longévité comme projet de vie avec la question des choix pour chacune et chacun, la question du chez soi, la question de la longévité et de la citoyenneté, de l'inclusion et de l'égalité, et la question des représentations, de l'imaginaire associé à la longévité. Le professeur Gilles BERRUT a été l'un des artisans de ce projet, et il est aujourd'hui le grand témoin de cette rencontre du Réseau qui a contribué à structurer nos réflexions et je l'en remercie.

Le premier enseignement que nous tirons de notre grand débat sur la longévité, c'est que les habitants ont eu envie de parler de ce sujet, 23 000 habitants ont contribué concrètement à ce grand débat. Le deuxième enseignement c'est l'expression d'un besoin à être citoyen pleinement et ce jusqu'au bout de sa vie, cela a été évoqué par les participants et par les associations de nos territoires. Le débat a mis en évidence des points parfois aveugles dans nos échanges, dans nos représentations sur la longévité, en particulier sur les inégalités de genre. L'absence de visibilité, de place, et la situation singulière des femmes par exemple, mais aussi la moindre anticipation des hommes sur ces questions.

Avoir une approche sur ces sujets a été riche d'enseignements, à la fois dans l'analyse mais aussi dans la manière de s'en emparer et de la traduire de manière pragmatique pour progresser ensemble. La longévité implique de penser la ville à partir de ces nécessités, et ce qui a été le plus instructif c'est le fait de se dire qu'il n'y a pas qu'une politique publique qui est concernée par la longévité. Notre sujet c'était la longévité comme nouvelle opportunité du parcours de vie, la longévité et la citoyenneté, la longévité et la précarité, la longévité et la culture, la longévité et le sport, la longévité et l'urbanisme. C'est une vision de la longévité à 360 ° et l'ambition c'est que l'ensemble de nos politiques publiques soient revisitées avec ce prisme. Ce changement de paradigme va être fondateur, déterminant pour demain. Au prochain Conseil métropolitain nous proposerons une délibération de principe qui posera les grands enseignements du débat et qui nous invitera à construire des choses très concrètes pour l'avenir, nous aurons à cœur de les évaluer ensemble, à l'échelon métropole et communes, et avec les acteurs constitués, les acteurs associatifs et les acteurs citoyens. Nous sommes très heureux de partager cette expérience avec vous et de nous nourrir de vos expériences respectives. Je vous remercie et vous souhaite la bienvenue à Nantes.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Merci Madame la Maire pour cette ouverture. A travers votre propos vous avez résumé la dynamique « Villes Amies des Aînés » ou « Territoires Amis des Aînés ». Les rencontres d'un réseau ce sont des rencontres entre professionnels, élus, habitants qui prennent le temps de se connaître, de vivre ensemble, d'échanger sur ce qui fonctionne et ne fonctionne pas, c'est ce qui fait la tonalité presque « familiale » de nos rendez-vous. Pour traiter de cette question de la longévité il est important de travailler en confiance et des rencontres comme celles-ci amènent des échanges où l'on peut réfléchir sans être jugé. Nous tentons de mettre en œuvre la dynamique mise en place par l'OMS à partir de l'organisation française de nos administrations, de nos organisations, nous nous devons d'avoir un travail de lisibilité. Rentrer dans la dynamique Villes Amies des Aînés c'est envoyer des messages aux habitants en leur disant que nous avons décidé de travailler les uns avec les autres, avec la CNAV, les caisses de retraite, les départements, les métropoles, les villes, les CCAS, pour faire en sorte que dans leur avancée en âge ils se trouvent à leur place sur leur territoire. Ceux qui sont investis dans la démarche savent qu'il y a un tiers gagnant, élus, professionnels, habitants œuvrent pour penser les territoires autrement et faire en sorte que nous trouvions des réponses. Nous sommes complémentaires et cette complémentarité permet de progresser.

La plus belle réussite c'est quand j'entends des habitants, des professionnels dire : « regardez ce que nous avons fait », au lieu de « regardez ce qu'ils ont fait ». Cette appropriation du territoire fait que la ville d'aujourd'hui et de demain est co-construite. Quand on arrive à la retraite, ce temps à vivre fait partie de la longévité, du présent et de l'avenir. Nous avons visité le projet « Jeunes pousses et vieilles branches », certes les jeunes verront les arbres grandir, mais les jeunes retraités également, 25 ans plus tard ils seront toujours là pour un grand nombre d'entre eux. C'est cela le vrai changement de société, c'est le fait de vivre avec des âgés de différentes générations. Les initiatives locales peuvent servir à penser les politiques publiques au niveau national, ce travail d'anticipation permettra d'agir et de répondre aux attentes et aux besoins de ceux qui seront en perte d'autonomie. Je remercie la CNAV d'être présente et de soutenir la démarche du réseau, nous sommes sur les mêmes valeurs, comment vivre ensemble avant même d'avoir des fragilités. Le thème qui a été choisi pour ces 7èmes rencontres, Territoires et Longévité, fait sens dans ce fil rouge de la dimension transversale de la dynamique Villes Amies des Aînés, et fait sens à un moment où l'on s'interroge sur la complémentarité des territoires entre eux, la place des organisations, des entreprises. Comment travailler ensemble pour que le terme « Silver économie » ne soit pas simplement des grandes idées mais prenne sens au service de l'usage des habitants âgés. Cet après-midi nous aurons un atelier « fermé » pour des retraités, et je remercie les villes de Nantes, de Saint-Herblain, de Rezé et de St-Sébastien-sur-Loire et la CFDT retraités d'avoir mobilisé des retraités pour qu'ils nous disent ce qu'est un territoire bienveillant, un territoire ami des aînés. Je remercie Gilles BERRUT qui sera le grand témoin et Fabrice GZIL qui est philosophe et qui travaille sur les questions d'éthique en Ile-de-France. Il y aura d'autres temps d'apport des institutions, des moments politiques et je remercie Madame la députée d'être avec nous pour nous donner les grandes lignes du rapport qui va sortir prochainement. Avec la CNAV et l'UNCCAS nous avons voulu montrer que nous travaillons et progressons ensemble sur ces questions. Je ne vais pas décliner tout le programme, le but est que nous échangions. Je passe la parole à Madame DUFEU SCHUBERT qui a été missionnée par le Premier ministre sur la question des représentations liées à l'âge et qui a auditionné de nombreuses personnes. Je souhaiterais connaître, Madame DUFEU SCHUBERT l'évolution de votre regard entre le début de votre mission et aujourd'hui.

TABLE-RONDE | Vers une France ville amie des aînés



Audrey DUFEU SCHUBERT, Députée en charge de la mission sur « L'image des aînés dans la société »

Je vous remercie pour votre invitation. Le constat est qu'il n'y a pas qu'un seul regard. Pour changer les représentations et le regard, cela ne pourra se faire que de manière transversale et sur des champs très variés. Il y a 86 propositions dans mon rapport, elles sont très diverses, et au regard des nombreuses auditions que j'ai faites, j'ai observé que s'il n'y avait pas au niveau des élus des collectivités territoriales, la présence d'un médecin ou d'une infirmière, le diagnostic n'était pas systématique. Le fait d'avoir un diagnostic très large comme vous le permettez au travers de votre label, amène à changer le regard parce qu'il ouvre le regard tout simplement.

La proposition la plus importante dans les conclusions que je vais rendre à la ministre, c'est celle de la gouvernance : comment travailler et approcher la transition démographique ? Pour cela, seule une approche sous le volet de la transition convient. Depuis 70 ans nos politiques publiques sont tournées vers des réponses à une problématique de santé. Dans le rapport LAROQUE de 1962, qui a été précurseur dans la construction des politiques du vieillissement, il y avait une partie très médico centrée, et une deuxième partie qui a été totalement occultée, qui portait sur l'ouverture sur la ville pour éviter la ségrégation des personnes âgées. L'idée de mon rapport est de comprendre pourquoi depuis 60 ans nous avons occulté cette partie d'intégration dans nos villes de manière générale.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

C'est parce qu'il n'y a que les soignants, médecins, infirmières, qui se sont engagés et trop peu de personnes de l'action sociale. Cela m'amène à poser une question à Benoît CALMELS. Comment définissez-vous cette évolution de société et comment situez-vous le champ de l'action sociale au milieu des autres interlocuteurs ?

Benoît CALMELS, Délégué Général de l'UNCCAS

Je suis d'accord avec ce qui a été évoqué, mais il ne faut pas regarder que le côté médical. Il y a une évolution dans le mode de pensée des réponses des villes par rapport à ces questions. Dans un Conseil d'Administration de CCAS quatre associations sont représentées, les familles, la lutte contre l'exclusion, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées, pour autant un habitant peut être les quatre conditions

à la fois. L'évolution que nous constatons au niveau des politiques publiques, c'est que nous rejoignons l'idée qui prévalait lors du sommet de Rio, avec le fait qu'il y a trois piliers du développement durable et qu'une ville doit se baser sur ces trois piliers qui sont l'environnement, l'économie et le social. Le social c'est tout ce qui fait interagir les citoyens entre eux, et la place des aînés est celle-ci.

La question des aînés, c'est la mobilité, le logement, la précarité, les activités. Récemment, un rapport a porté sur le fait que nous allons avoir une invasion de personnes en perte d'autonomie dans les villes, mais nous n'en savons rien, nous aurons peut-être beaucoup d'aînés en bonne santé qui auront des besoins. Les politiques publiques vont devoir prendre en compte le critère social, le critère médical, tout ce qui va constituer le critère de vie dans la ville, et si nous devons lancer un appel aux élus actuels et futurs, c'est de traiter les politiques publiques liées aux aînés comme des politiques liées aux citoyens, les aînés sont des citoyens comme les autres.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Je donne la parole à présent à Stella DELOUIS. Comment vous situez-vous par rapport à cette question de société et par rapport à ce débat des territoires amis des aînés ?

Stella DELOUIS, Présidente de la Commission d'Action Sanitaire et Sociale de la CNAV

Je représente la CNAV, mais surtout sa Commission d'action sociale. La CNAV a deux métiers, le premier c'est le versement des pensions de retraite, et un deuxième qui est l'action sociale qui est orientée sur la prévention de la perte d'autonomie et des fragilités qui sont induites par la vieillesse. C'est une action sociale qui s'inscrit dans un cadre partenarial, entre le réseau de la CNAV, les CARSAT, et les territoires. C'est une action sociale qui prévient du risque d'autonomie pour passer d'une logique de vieillissement des individus et de la société à une logique de longévité. L'offre de services de la CNAV s'est structurée autour de trois niveaux d'intervention qui sont mis en œuvre par le réseau des CARSAT dans les territoires. Il y a une offre de prévention qui est centrée sur l'information, la difficulté sur les territoires c'est qu'il existe beaucoup de choses qui sont connues par les institutions, mais assez peu du public.

L'enjeu pour la CNAV n'est pas de développer son offre de services qui se développe spontanément, avec un effet de relais dans les régions, c'est de faire en sorte que cette offre de services sur la prévention de la perte d'autonomie soit davantage connue des bénéficiaires potentiels. Plus tôt on commence à réfléchir aux questions de perte d'autonomie, aux besoins de prévention, plus tôt on s'inscrit dans des logiques de mieux vieillir et de bien vieillir. Nous avons une offre de prévention centrée sur l'information et le conseil en matière de bien vieillir qui s'adresse à nos 14,5 millions de retraités, et une offre de financement d'actions collectives de prévention qui sont liées aux enjeux du maintien à domicile et de manière transversale, parce que la qualité du cadre de vie est une condition essentielle du maintien de l'autonomie.

La CNAV s'est engagée sur plusieurs actions, mais il y a une action importante qui est l'adaptation de l'habitat, qu'il soit individuel ou collectif, et cette action a besoin d'être davantage relayée. L'engagement de la CNAV s'inscrit dans des dynamiques de parcours de territoires qui sont encadrées par les conventions d'objectif et de gestion. Ce cadre est un cadre pluriannuel, pour autant, il permet de dimensionner des actions qui se renouvellent en fonction des évolutions de plus en plus rapides de l'environnement et des territoires. Nous avons des parcours à destination des néo-retraités ou des retraités en situation de veuvage qui se sont développés, et l'idée force pour la CNAV c'est d'internaliser de façon à affiner l'accompagnement qui peut être proposé à un public

vulnérable. Quand on est jeune, il y a quelque chose d'impensable à s'imaginer vieux, mais quand on est vieux, il y a quelque chose d'impensable à s'imaginer très vieux. Il y a donc à inscrire dans les consciences que la vieillesse c'est quelque chose qui nécessite une préparation pour rester vieux en bonne santé. On ne reste pas vieux en bonne santé durablement si on n'est pas dans des logiques de prévention, on vit de plus en plus vieux, mais on ne vit pas de plus en plus vieux en bonne santé, il faut mieux prévenir si on veut bien vieillir.

La CNAV souhaite travailler sur des logiques d'inclusion numérique pour permettre aux personnes âgées, y compris dans des milieux ruraux, d'identifier les ateliers qui leur permettraient de faire de la prévention de la perte d'autonomie, mais si ces actions ne sont pas relayées dans les territoires en identifiant les cibles des personnes concernées par ces actions ce sera difficile à développer. La CNAV se situe sur deux champs, le premier ce sont les plans d'accompagnement, les bilans d'évaluation, avec la capacité de proposer la venue de spécialistes de l'aménagement du logement. L'autre versant c'est la dimension prospective qui s'appuie sur une connaissance affinée des populations avec une démarche de data mining qui progresse. Ce forage de données prend deux formes, une approche territoriale par laquelle on cartographie des zones de risque et de fragilité, et une approche populationnelle via la parution d'un décret qui autorise les collaborations inter branches. C'est accessible à tous les publics, les territoires, les institutions, les structures, les collectivités peuvent nourrir leur réflexion de cette offre de services qui permet de faire de l'analyse très pointue.

Les actions de la CNAV sont assez connues, mais les enjeux de sensibilisation et de relais dans les territoires sont considérables, et les rapports se succèdent et les lois traînent à émerger. Historiquement, l'action sociale de la CNAV visait à rompre l'isolement des personnes seules. En 2003, la canicule a été pour la France entière la révélation des solitudes invisibles des personnes âgées, pour la CNAV ce n'était pas une découverte et avec ses partenaires elle mettait en place depuis longtemps des actions de prévention, notamment de la dépendance, mais aussi de lutte contre l'isolement. Désormais, la conscience des enjeux pour la société de son vieillissement et des défis que ce vieillissement génère est acquise et la nécessité de construire des démarches dans les territoires est également acquise, mais il faut intensifier la connaissance de l'offre et son accessibilité dans les territoires. Nous avons tous aujourd'hui une mission qui est de convaincre encore et toujours que mal vieillir n'est pas une fatalité. Il faut marteler que pour bien vieillir il faut prévenir et que tous les partenariats que l'on noue aujourd'hui doivent être examinés, développés et pérennisés dans les territoires de façon à ce qu'il n'y ait pas de rupture de cette offre sur la prévention de la perte d'autonomie.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Merci pour ce panorama et l'engagement qu'il y a derrière, tous ces outils sont au service de projets. Madame la députée pouvez-vous nous présenter une ou deux propositions qui permettraient qu'il y ait des territoires amis des aînés du point de vue des habitants âgés ?

Audrey DUFEU SCHUBERT

Auparavant, je souhaiterais revenir sur les propos de Madame qui dit que la loi tarde à venir. Il y a eu beaucoup de lois et finalement cela n'a pas permis de changer le modèle pour autant parce qu'à chaque fois on était dans un ajustement contextuel ou une réponse à l'urgence. Il faut que la loi prenne en compte la transition démographique, donc le vieillissement, mais dans un contexte qui considère aussi la transition numérique et la transition environnementale. L'idée c'est que les trois transitions ne laissent per-

sonne sur le bord de la route. Près de 47 % des plus de 70 ans n'utilisent pas internet, cela veut dire qu'il faut apporter des réponses. L'une des mes propositions est de créer une école universelle du numérique, le droit à l'éducation du numérique doit être un droit pour tous. Derrière cela veut interroger : comment les territoires, nos organisations et institutions publiques s'organisent pour que cet accès à la formation numérique soit un droit pour tous, et pas qu'aux aînés ?

Stella DELOUIS

Dans une étude que nous avons conduite au niveau de la CNAV, il ressort que 27 % des âgés sont réfractaires au numérique, ils sont non seulement réfractaires mais en plus non équipés et avec peu de moyens pour s'équiper. Il y aura toujours un pan de la population qu'il faudra accompagner sur le numérique, et il faudra se poser la question de comment on accompagne ceux qui ne peuvent pas et ne veulent pas et qui sont totalement en exclusion numérique.

Audrey DUFEU SCHUBERT

C'est pour cela que je parlais de la transition, ce constat est pour moi transitoire, dans 10, 15 ans les personnes qui vont vieillir seront de plus en plus à l'aise avec l'outil numérique, et le pourcentage de personnes éloignées du numérique va diminuer. Le rôle des pouvoirs politiques c'est d'accompagner ces personnes mais pas dans une position uniquement d'assistantat, c'est leur donner les outils. A tout âge de la vie on peut acquérir de nouvelles compétences dès lors que l'on accompagne les personnes à être autonomes. Dans l'école universelle du numérique des outils seront déployés, et dans le rapport j'indique qu'il faut intégrer un critère dans le cahier des charges qui permette l'offre de formation dans le lieu de France Services pour que les personnes âgées aient cette éducation numérique. Il faut leur donner accès à ce droit, actuellement ce n'est pas le cas.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Pour faire progresser la société et pour travailler avec les habitants, il y a deux piliers essentiels, c'est le fait d'avoir le choix, de ne pas être dans la contrainte, et d'avoir envie, et pour donner envie il ne faut pas se sentir contraint de réussir. Il y a 20 ans internet n'existait pas, mais est-ce que dans 30 ans d'autres personnes n'auront pas inventé autre chose auquel il faudra s'adapter ? Il faut apprendre à s'adapter et à gérer plusieurs modèles pour que chacun se sente à sa place. Benoît CALMELS pouvez-vous nous dire comment toutes ces adaptations feront que des territoires seront plus amis des aînés avec ce sens d'égalité dans l'enjeu de citoyenneté ?

Benoît CALMELS

Il faut dépasser le simple cadre de Villes Amies des Aînés. Je préfère une ville qui agit pour que les aînés soient des citoyens comme les autres dans la ville, plutôt qu'une ville qui aurait un label et qui ne le ferait pas, mais je ne doute pas que celles qui ont le label agissent. Cette proposition d'école du numérique est très bien, mais il faudrait commencer par faire une école du numérique pour ceux qui numérisent leur procédure. Le site le mieux numérisé c'est la déclaration d'impôts, c'est le plus simple. Techniquement, demander une attestation de Carte Vitale par internet prend 17 jours, c'est un site qui est très mal fait. Au Japon, le numérique c'est terminé, on est dans l'intelligence artificielle, pour eux la question du social et la question de la santé c'est de l'humain,

il faut faire de l'humain avec de l'humain. Il faut développer des solutions, intelligence artificielle ou numérique, qui permettent aux professionnels d'avoir une facilitation du travail pour qu'ils dégagent un maximum de temps pour l'humain. La vraie réussite de la numérisation serait d'éviter aux personnes âgées d'avoir à utiliser le numérique, et de dégager du temps pour faire de l'humain.

Stella DELOUIS

Je ne pense pas que l'accompagnement soit de l'assistantat, je pense que c'est du lien social et il faut de la même manière que l'on veut changer la connotation du terme « vieillissement » et parler de longévité, changer la connotation négative du terme « accompagnement ». Pour la CNAV, pour tous ceux qui sont dans des logiques de réseau, de partenariat, l'accompagnement c'est du lien social. « accompagnement ». Pour la CNAV, pour tous ceux qui sont dans des logiques de réseau, de partenariat, l'accompagnement c'est du lien social.

Audrey DUFEU SCHUBERT

Pour moi, l'accompagnement est biaisé dès lors qu'il est imposé à la personne et qu'on ne lui donne pas les moyens d'être autonome. Sur la question de la représentation et de l'association des aînés dans la construction des outils numériques, de l'électroménager ou autres, si on ne travaille pas avec des gérontologues à la construction des outils, je pense que l'on complexifie tout un système. De fait, il y a énormément de perte de temps et l'on est obligé d'ajuster nos organisations alors qu'il suffirait que les personnes vieillissantes soient mieux représentées dans nos politiques publiques, dans les Conseils d'Administration, dans les équipes de recherche. Il faut repositionner la question de la représentation.

Gilles BERRUT, Grand témoin

Cette table ronde montre la difficulté que nous avons à élargir notre regard aux dimensions de ce que la longévité peut représenter comme levier global. Rapprocher les trois transitions est fondamental, mais ce n'est pas si évident que cela. Sur l'école du numérique plusieurs grilles de lecture sont possibles. On ne peut pas opposer numérique et intelligence artificielle puisque l'intelligence artificielle c'est du numérique, et que le numérique ne se résume pas à la médiation qu'il y a par un Ipad, une tablette ou un clavier. Nous sommes sur une mutation majeure, une école universelle du numérique c'est l'accès à ce monde numérique à des personnes en situation de pauvreté, en situation de migration, à des personnes qui sont en situation de maladie chronique. Poser la question de l'école du numérique pour la longévité, c'est faire levier pour l'inclusion sociale.

Il faut oxygéner notre manière de penser le numérique, le numérique est en train de changer notre cerveau, l'écriture et la lecture c'est le cerveau gauche et instrumental, le numérique c'est le cerveau droit associatif. Nous sommes en train de faire une démarche anthropologique et comment dire la citoyenneté dans cette mutation qui nous dépasse largement. Cette mutation est tellement majeure qu'il faut que nous prenions du temps pour se l'approprier, et il faut que nous ayons le courage de porter des questions à ce niveau qui confine un peu à l'universel, mais vieillir n'est-ce pas aussi une question universelle ?

TABLE-RONDE | La longévité : une nouvelle approche du parcours de vie dans l'avancée en âge



Angélique GIACOMINI, Déléguée Générale Adjointe chargée de la formation et de la recherche au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés

Nous allons poursuivre ces échanges en évoquant la question de la longévité. Pour répondre à la question de savoir comment nous vivons ensemble avec plus d'années dans la vie et comment nous anticipons cette question nous accueillons trois intervenantes. Marie-Françoise FUCHS, Présidente d'honneur de l'association OLD'UP, Annie de VIVIE, fondatrice d'Agevillage et directrice des formations Humanitude et Claudine CHEVAL-LEUREAU, vice-présidente de Nantes métropole déléguée aux transports scolaires et à la sécurité routière, mais aussi aux solidarités et aux parcours de vie. Sans plus attendre je laisse la parole à Marie-Françoise FUCHS qui va nous expliquer comment elle-même vit sa longévité et comment elle a anticipé ce nouveau temps de vie.

Marie-Françoise FUCHS, Co-présidente du comité scientifique de OLD'UP, Présidente d'honneur d'OLD'UP

Je vous remercie de m'avoir invitée, je suis un témoin du vieillissement puisque j'ai atteint le grand âge. Nous n'avons pas suffisamment la parole en tant que témoin de cette aventure de la longévité, c'est un moment extraordinaire qui s'ouvre à nous indépendamment de tous les avatars qui peuvent nous arriver. Je vais avoir 88 ans, et j'ai toujours avancé en équipe. Nous avons besoin en tant que personnes âgées à témoigner ensemble et à vivre ensemble, échanger sur ce qui nous arrive pour l'approprier, l'utiliser, nous l'approprier, en faire usage pour ce que l'humanité et la vie peut nous apporter grâce à ce temps gagné. Cela tient sur une solidarité et un échange permanent entre nous. J'ai eu la chance de fonder « L'école des grands-parents européens », mais nous nous sommes aperçus que nous avons dépassés cet âge, qu'il y avait un tournant et que nous avons encore de l'énergie, et qu'il fallait explorer les potentialités qui nous étaient données. Je citerais Michel BILLE qui est sociologue et qui dit : « Je cours lentement ». C'était quelqu'un qui courait vite, et une porte s'est fermée, il ne pouvait plus battre des records, mais il pouvait absorber les valeurs, les idéaux fondamentaux de l'homme, la beauté, l'attendrissement, des richesses qui lui apparaissaient accessibles.

Il est important de penser que nous franchissons des étapes, chaque fois qu'une porte se ferme, une autre s'ouvre, et si nous nous en emparons quelque chose va se passer. J'ai été sensible au mot « accompagnement », c'est vital pour nous. Depuis le démarrage de OLD'UP il y a une douzaine d'années, nous étions conscients du problème du digital, nous avons été pionnier dans ce domaine, nous avons fait des expérimentations pour acheter les billets de train, toutes les télévisions nous ont filmés et cela a donné des idées aux autres. Nous venons de faire une expérimentation sur le fait de donner à des nonagénaires des tablettes pour qu'ils deviennent des usagers qui font du lien avec le digital. Etre accompagné crée du lien, du rire, de l'humour. Je pensais que la première chose qui allait être acquise c'était de faire des réussites, jouer au scrabble, ou les échanges avec leurs enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, mais ce qui a dominé c'est le fait d'avoir accès à l'information. Grâce à cette formation individuelle, un accompagnement régulier, ils peuvent chercher de l'information qu'ils ne pouvaient trouver autrement. Ce qui est le plus important c'est le suivi, et il faut que des startups se constituent qui soient des socles téléphoniques pour qu'une personne prenne la main lorsque l'ordinateur ne fonctionne plus, et dans les EHPAD, il faut que les personnes qui accompagnent soit formées. Nous sommes facilement stressés, nous perdons la maîtrise de nous-mêmes, et être accompagnés c'est extraordinaire, ce n'est pas une dépendance, c'est une amitié, ce sont des émotions que nous partageons et chacun apporte ce qu'il a à apporter. Tous les jeunes qui ont formé des personnes très âgées ont dit que c'était une expérience vitale pour la personne âgée et pour eux-mêmes.

Angélique GIACOMINI

Je vous remercie pour ce riche témoignage. Je rebondis sur la question du rythme qui est un sujet important que l'on soulève dans les formations Villes Amies des Aînés. Nous parlions des liens avec la transition écologique, et sur le fait de ralentir, d'être dans des circuits courts, les personnes âgées ont beaucoup à nous apprendre pour ralentir le rythme. Annie de VIVIE va nous parler de son parcours dans le domaine de la gérontologie sur le thème : qu'est-ce que la longévité et comment construire sa longévité ?

Annie de VIVIE, Gérontologue - Fondatrice d'Agevillage.com et directrice des Formations Humanitude

Je vous remercie pour votre invitation. J'ai vécu la longévité depuis que je suis toute petite, puisque j'ai eu la chance de grandir dans la maison de retraite où travaillait ma mère. De 3 ans jusqu'au collège j'ai eu la possibilité de rencontrer des personnes entre 90, 100 voire plus. Je suis issue de Nord de la France, et les personnes qui avaient 100 ans quand j'étais petite étaient vraiment des « survivors ». Ils avaient connu la première guerre mondiale, la deuxième, et avaient échappé aux travaux difficiles comme les mines. J'ai compris grâce aux travaux de Bernadette PUIJALON, anthropologue, que les vieux nous montrent que la vie est longue. Ce que la vieille personne nous montre, à nous qui sommes plus jeunes, c'est qu'un long parcours de vie est possible. La personne âgée nous projette, nous interpelle, nous secoue, et ensuite nous en faisons ce que nous voulons.

Mon frère et moi étions gardés par des gens âgés et nous allions picorer de l'un à l'autre en fonction des affinités, des envies. Je me souviens de Claire qui avait eu la poliomyélite et qui était allongée sur une planche dans sa chambre. J'allais la voir tous les jours, parce que Claire, qui avait presque 100 ans, avait un poste de radio en permanence à côté d'elle et tous les jours elle me faisait le résumé des informations du monde. Quand j'arrivais elle pouvait dire si ma journée s'était bien ou mal passée juste à la façon dont je marchais. Et quand je voyais Claire allongée sur sa planche, mes pro-

blèmes s'envolaient.

Cela m'a appris que Claire, même allongée, pouvait être debout dans sa tête. C'est pour cela que des années plus tard, j'ai écrit le livre « J'aide mon parent à vieillir debout ». L'idée est que l'on peut être debout jusqu'au bout, debout physiquement, mentalement, même quand on a une maladie neuro-évolutive, même avec des handicaps, des incapacités, si mal perçues par notre société.

On peut vieillir debout, j'en suis quasi sûre, mais à plusieurs conditions : être bien informé et bien entouré.

Comme chaque vieillissement est différent, chaque parcours est particulier, il s'agira de trouver l'information pour tricoter son propre vieillissement, celui qui vous conviendra. C'est pour cela qu'en 2000 nous avons créé le portail web : Agevillage.com. C'est un outil d'aide à bien vieillir qui vous met en relation avec tout ce qu'il est possible et imaginable de connaître sur tous les sujets autour de l'avancée en âge (des solutions habitats, des activités de prévention, du soutien aux proches aidants...). Pour vieillir debout, on aura aussi besoin d'être bien entouré, bien accompagné, parce que nous sommes des êtres sociaux. C'est pour renforcer le professionnalisme des acteurs de l'aide et du soin que nous avons créé en parallèle d'Agevillage : Agevillagepro.com, la boîte à outil professionnels de la gérontologie, des élus, des services personnes âgées des collectivités locales.

Angélique GIACOMINI

Merci de nous rappeler qu'il n'y a pas d'angélisme, que nous travaillons avec des êtres humains, c'est une façon de lutter contre les idées reçues que de le redire. Nous allons poursuivre en donnant la parole à Claudine CHEVALLEREAU qui va nous parler du projet Festival de la longévité.

Claudine CHEVALLEREAU, vice-présidente de Nantes métropole, déléguée aux transports scolaires et à la sécurité routière, aux solidarités et aux parcours de vie

Une métropole c'est une collectivité technique, nous sommes des spécialistes des réseaux d'eau, d'éclairage, de transports, et nous avons fait un débat citoyen sur la longévité parce que tous ces outils que nous devons mettre en œuvre sont pour les citoyens. Des choses se font d'ores et déjà, nous avons une tarification solidaire de l'eau, une tarification solidaire des transports, mais pas vraiment de lien. Nous avons fait deux grands débats techniques sur la Loire, la transition énergétique, et notre Maire présidente a choisi d'aller sur un troisième grand débat sur l'humain et sur la longévité. Nous sommes la seule collectivité à avoir porté ce type de débat. Le premier point a été d'entraîner avec nous les 24 communes, puisqu'il faut l'adhésion des 24 maires. Nous avons commencé par un temps d'acculturation commune sur les chiffres qui vont être ceux de la métropole dans les années à venir, en 2050 il y aura 176 000 personnes de plus de 75 ans sur la métropole. Nous nous sommes acculturés de cette réalité et des modes de vie de ces personnes qui vont vieillir sur notre territoire. Nous avons un intérêt particulier sur la problématique financière, c'est l'une de fragilités que nous avons pointées. De cette acculturation sont sorties quatre questions, je reviendrai dessus.

Le 15 janvier nous avons lancé un temps de grand débat, sur 136 jours nous avons mis au débat « La longévité, ouvrons les possibles », et nous nous sommes positionnés sur la longévité, cela a été un choix qui a été débattu en Conseil métropolitain. J'ai eu à défendre le mot « longévité » à la place du mot « vieillissement », cela a été un choix volontaire parce que c'est sur ce champ que nous voulions être, sur ces 20 à 30 ans après le départ en retraite, sur cette nouvelle étape. Le grand débat c'est cinq mois,

un socle commun, un rapport dense pour bien nous acculturer, et nous avons embarqué avec nous les métropolitains qui ont souhaité partager notre histoire. C'est un site internet dédié, des cahiers d'acteurs pour ceux qui voulaient des choses en commun, des contributions individuelles pour les gens qui avaient des choses à dire en individuel. Cela représente 91 cahiers d'acteurs, 160 contributions individuelles, 14 925 visites sur le site internet, 23 000 participants sur les 24 communes. Dans le rapport final qui a été remis aux maires il y a la totalité des contributions, avec des grandes lignes qui se dégagent, mais aussi des points qui nécessitent une réflexion parce qu'il y a des avis différents, il y aura forcément des choses à trancher. L'objet de ce rapport final c'est que les élus s'en emparent, expertisent ce qui est à l'intérieur, fassent des choix, et conduisent des politiques publiques à partir de ce rapport.

Angélique GIACOMINI

C'est une belle initiative qui a été primée dans le cadre du concours du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés cette année. Pour compléter, comment ce terme de « longévité » a-t-il été vécu de la part des habitants ?

Claudine CHEVALLEREAU

On m'a interpellée dans la rue sur ce mot, mais dans le rapport, quand les gens écrivent c'est bien le mot « longévité » qui leur dit quelque chose. Les médias nous rabattent les oreilles du vieillissement, de la dépendance et des problèmes, et certains professionnels nous ont ramené à cette réalité, mais les citoyens lambda qui ont participé, non professionnels, se sont exprimés sur la longévité et pas forcément sur le vieillissement.

Angélique GIACOMINI

Je reprends un terme de l'OMS qui dit : « Plus encore aujourd'hui de donner des années à la vie, il est urgent de donner de la vie aux années ». Marie-Françoise FUCHS, comment la société peut-elle avoir un rôle pour aider à donner de la vie et du sens à cette nouvelle période de l'existence ?

Marie-Françoise FUCHS

Nous sommes des pionniers, il y a toujours eu des personnes très âgées, mais pas un collectif comme à présent. Personne n'a d'expérience sur la place, le rôle, la fonction de notre génération à ses différents stades. J'insiste sur l'évolution, quand on prend sa retraite à 60 ans, on n'est pas dans la même disposition qu'à 75 ans ou 90 ans. Il y a des étapes différentes et notre fonction dans la société qui est symbolique, et notre rôle qui est concret, n'ont pas été réfléchis. Nous ne pouvons pas vivre sans relations, sans rencontres et nous n'avons pas encore exploré ce chemin nouveau qui nous est offert d'une grande longévité. Il est important d'accompagner les personnes qui ont une fragilité, mais ce n'est pas cela la longévité, il y a un vrai défi et il faut nous en emparer, nous les vieux, pour changer l'image de notre représentation.

Dans le vieillissement il y a des accidents, des transformations, mais il faut que nous trouvions notre juste place, une parole et une observation. Nous avons la chance d'avoir du temps pour regarder les autres, pour communiquer, et nos émotions vont croissant, c'est quelque chose de très intéressant. Il faut continuer à nous éveiller, de même qu'il faut que nous soyons attentifs à ce qui se passe au niveau de l'écologie, que nous soyons présents à la manière de ce que peut être une personne âgée. Nous avons du recul, nous pouvons nous nourrir les uns les autres de nos visions différentes.

Angélique GIACOMINI

Claudine CHEVALLEREAU cela fait-il écho à des choses que vous avez entendues sur ce débat de la longévité ?

Claudine CHEVALLEREAU

Il y a des choses que l'on retrouve dans le rapport final. La longévité est une vraie opportunité, un moment spécial, un moment qui peut être très long où tout est possible, c'est un nouveau quartier de vie, on est débarrassé du professionnel, la vie familiale est construite. Ce temps là se prépare, c'est vécu comme une opportunité. C'est un vrai projet de vie qui doit se poser à ce moment-là. L'habitat est un lieu important lorsque l'on vieillit, et doit permettre de rester citoyen et décideur jusqu'au bout. Il doit permettre de vieillir, d'accueillir des personnes ou du matériel si nécessaire, mais on doit pouvoir décider de ce que l'on veut faire. Nous avons parlé du circuit court, le quartier, la rue, au plus près de chez soi il faut que l'habitat dans son quartier offre toutes les possibilités pour que cette longévité se vive le mieux possible. L'idée du micro-quartier est un élément que nous avons retrouvé dans le grand débat. Le troisième axe c'est la participation à la vie citoyenne, au monde associatif.

On connaît l'importance des personnes retraitées dans le monde associatif, c'est un atout de proximité, c'est un nouveau pacte entre les générations qui se dessine, des nouvelles coopérations, des nouvelles solidarités. Le quatrième point concerne l'imaginaire, nous avons posé la question de savoir ce qu'était la longévité, et l'on ne sait pas ce que c'est que la longévité dans l'imaginaire. On représente le vieillard avec la canne, la grand-mère avec un petit chignon blanc dans les livres d'enfants, tout est à construire puisque l'on vit un moment historique, c'est une nouvelle génération qui arrive et que l'on n'a pas encore définie ni imaginée.

Angélique GIACOMINI

Annie de VIVIE quel est le rôle de l'environnement sur ce sujet ?

Annie de VIVIE

Je n'ai rien de plus à vous dire que de vous engager dans le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés et de partir du diagnostic pour monter des projets. La démarche invite les citoyens à travailler leur robustesse, à réfléchir à leur « chez soi », à préparer l'avenir, avec notamment la rédaction de son mandat de protection future (qui anticipe l'éventuel mise sous tutelle notamment si survient une pathologie, puis une autre). Nous cherchons à regarder « le pire ».

Pourrions-nous imaginer travailler cette sagesse du pire ? Je ressens qu'on l'occulte, qu'on le met dans un petit coin de notre cerveau, sans vouloir anticiper d'autant que l'on a peu de repère rassurant. Or un prendre soin ajusté, debout jusqu'au bout est possible. Nous avons trouvé une approche qui s'appelle « Humanitude ». Les équipes formées à leurs techniques ont créé, le 1er label de bien-traitance : le label Humanitude. L'Humanitude renforce et professionnalise le lien entre les personnes aidées et leurs aidants, professionnels ou non. L'Humanitude s'appuie sur la mémoire émotionnelle qui est active jusqu'au bout. Les techniques Humanitude vont outiller la façon d'entrer en relation, de maintenir le lien, pour éviter les troubles du comportement et favoriser la verticalité. Et ça marche : on constate une diminution de 8 soins difficiles sur 10 avant/après nos enseignements.

L'enjeu est la pérennisation de ces techniques au service d'une vision : que l'on puisse vieillir dans des lieux de vie-lieux d'envies, des lieux ouverts, des lieux où l'on sera debout jusqu'au bout, où tous les soins seront proposés en douceur, où l'on respectera l'intimité, la singularité, le rythme de vie. Il est possible de proposer cela en France. Cela va demander de l'énergie, aux citoyens de se mobiliser, aux professionnels de réviser leurs pratiques, cela va demander de grandir. Ce qui est rassurant c'est que nous avons 27 établissements labellisés en France, des structures publiques, privées, associatives. Ces équipes délivrent le message que l'on peut vieillir debout et mourir tranquillement entouré de professionnels compétents. A nous d'agir, de décider. Aujourd'hui cette sagesse du pire nous tétanise, mais je peux vous dire que c'est possible. Ce n'est pas vrai partout, ce n'est pas vrai tout le temps, dans la maison de retraite où j'ai grandi ce n'est pas encore le cas. Mais les professionnels veulent des idées, des soutiens, des techniques pour être fiers de leur prendre soin. Or accompagner des personnes qui vivent avec sept ou huit pathologies, dont les proches risquent de s'épuiser... cela demande des compétences précises, gériatriques et gérontologiques. A nous tous de demander la reconnaissance de ces compétences.

Marie-Françoise FUCHS

Nous venons de faire une expérimentation en EHPAD, nous étions une vingtaine de personnes de plus de 80 ans à passer 24 heures en EHPAD et je peux vous dire qu'il y en a dans lesquels les gens se sentent bien, ils ont l'impression d'être chez eux bien qu'ils soient en collectivité. Les EHPAD ne sont pas tous des lieux de mauvais traitements, il y en a qui répondent à un accompagnement de grande qualité. Certains ont formé aux méthodes Montessori pour les gens âgés, c'est extraordinaire, et les aides-soignantes m'ont dit qu'elles se sentaient chez elles comme les résidents se sentent chez eux.

Gilles BERRUT

Nous sommes tous admiratifs de Madame FUCHS, quand elle parle c'est une fenêtre qui s'ouvre. Vous dites que la lenteur nous ouvre la beauté du monde, la première idée c'est que la longévité sa seule substance, sa seule signification conceptuelle, c'est la relation au temps, et le temps est un continuum. La longévité est une « terra incognita », c'est un territoire à explorer. De la même manière que le temps c'est un continuum qui n'a pas de repères fixes et universels, de même si on ouvre le regard neuf sur une terre à découvrir, il faut que l'on arrête de se mettre des catégories. La catégorie du sanitaire et du social est une catégorie mortifère pour penser la longévité. Il y a un passif important de puissance et de pouvoir médical, associé à une sorte de matérialisme scientifique, et il y a la revendication du social qui puise largement dans notre histoire commune et dans ses pages les plus douloureuses et les plus glorieuses et qui nous ont fait ce que nous sommes aujourd'hui, mais essayons de nous réapproprier cela.

Une personne âgée pour bien vieillir a besoin d'être accompagnée parce qu'il y a les troubles des fonctions exécutives qui appartiennent à l'histoire de chacun dans sa temporalité. Nous sommes aux confins du social, mais on est évidemment un peu dans le sanitaire, où dans un corps qu'il faut essayer de comprendre par ses fonctions exécutives si mal connues, puisque souvent on résume les problèmes à la mémoire, ce qui est autre chose. Si Humanitude fonctionne bien c'est parce qu'on correspond à une stimulation sur les fonctions exécutives qui renforcent les capacités instrumentales. On s'empêche de construire une nouvelle organisation de la cité à travers des catégories qui nous ont aidées à penser la politique. La relation au temps dans son continuum nous ouvre un champ nouveau conceptuel où il va falloir redessiner des frontières du savoir et des frontières de l'organisation qui ne sont plus de même nature.

Angélique GIACOMINI

Pouvez-vous dire ce qui vous semble important à retenir sur cette question de la longévité ?

Marie-Françoise FUCHS

La confiance.

Annie de VIVIE

Debout jusqu'au bout.

Claudine CHEVALLEREAU

Le travail du territoire qui doit être actif.

Angélique GIACOMINI

Avons-nous des questions dans la salle ?

Intervenant dans la salle

Dans la salle il n'y a que 10 à 20 % du genre masculin, la longévité est une affaire citoyenne, et le genre masculin a autant sa place que le genre féminin, et dans n'importe quelle association que je rencontre, je me rends compte de la minorité masculine. Scientifiquement les hommes meurent plus tôt que les femmes, et je pense qu'il faut reconsidérer les choses pour que les hommes prennent leur place d'une manière plus épanouissante. Il faut reconsidérer la famille qui est le fondement de toutes les sociétés, c'est la famille qui fait la prospérité, la joie de vivre. Nos sociétés, nos responsables, doivent se poser la question de savoir ce qu'est une famille, et ce qu'il faut faire pour l'aider dans les difficultés.

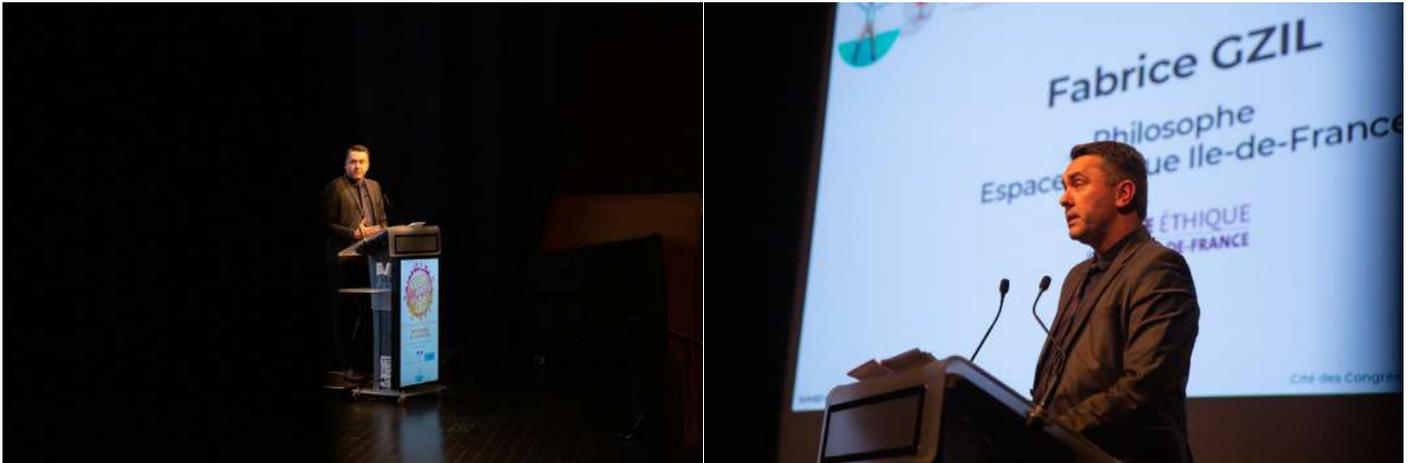
Claudine CHEVALLEREAU

Vous avez raison, lors du grand débat nous étions 80 % de femmes et 20 % d'hommes sur le festival. C'est peut-être de la pudeur, ou le refus du temps qui passe, je ne sais pas pourquoi les hommes ne participent pas à ces sujets, mais c'est une vraie problématique. Effectivement, les hommes décèdent plus tôt que les femmes, mais les femmes sont les plus vulnérables, ce sont elles les aidantes, ce sont elles qui vont sacrifier leur santé pour accompagner leur mari, et ce sont elles qui vont rester avec les difficultés financières parce qu'elles ont souvent les plus petits revenus, et qui sont dans l'isolement. Les politiques publiques doivent regarder de près ce sujet car sur le champ de la longévité nous avons une vraie inégalité qui se dessine.

Pierre CARREAU, retraité

J'ai eu la chance en 97, quand j'ai quitté ma carrière, de penser que j'avais 40 ans à vivre avant d'être vieux. Ce qui manque aujourd'hui c'est d'anticiper le long temps de vieillissement qui est probable ou de plus en plus possible. J'ai à cœur de montrer l'exemple, et de me maintenir avec le numérique, avec tout ce qui se passe, de façon à discuter avec mes petits-enfants.

CONFERENCE | Territoires et longévité : réflexion éthique



Pierre-Olivier LEFEBVRE

Nous sommes nombreux à utiliser des mots et avec l'usage nous en perdons le sens, et j'ai demandé à Fabrice GZIL de poser un regard décalé par rapport à sa discipline pour que nous repartions plus outillés.

Fabrice GZIL, Philosophe à l'Espace éthique Ile-de-France

Bonjour Mesdames et Messieurs. Pierre-Olivier LEFEBVRE m'a demandé d'aborder la question des territoires et de la longévité d'un point de vue éthique et philosophique. L'éthique, la philosophie que nous pratiquons à l'Espace Ethique Ile-de-France, autour d'Emmanuel HIRSCH, ce n'est pas une philosophie des sommets, c'est une éthique et une philosophie au plus près des réalités de terrain, au plus près de celles et ceux qui agissent, qui s'engagent auprès des plus vulnérables. C'est une éthique engagée, appliquée, au sens où les pratiques concrètes sont notre point de départ et notre point d'arrivée. Nous faisons de l'analyse des concepts, nous avons recours aux grands auteurs de la tradition philosophique, nous mobilisons des théories éthiques, mais nous le faisons avec prudence et humilité, parce que ce que nous souhaitons, c'est être utiles à celles et ceux qui s'efforcent de retisser les liens d'une société qui menace de se déliter.

Territoires et longévité, la rencontre de ces deux termes nous amène à croiser deux dimensions fondamentales de notre expérience, puisque la notion de territoire renvoie à la question du lieu, de l'espace, de la géographie. L'étymologie du mot « territoire » vient de terra en latin, la terre. C'est la même étymologie que le terroir. Plus encore, la notion de territoires au pluriel nous renvoie à l'idée d'un lieu ou d'un espace délimité, dont la limite est marquée par une borne ou une frontière. La notion de longévité, quant à elle, nous plonge dans la dimension du temps, de la durée, et de l'histoire.

Le terme de territoire vient en grande partie de l'éthologie, de la science des comportements animaux. Cela renvoie à un espace marqué olfactivement, au sein duquel il y a des relations hiérarchiques soumises à la loi du plus fort, avec la notion d'écosystème qui met en relation des espèces vivantes avec un espace donné, et c'est dans ce cadre que l'on peut définir le territoire d'une population d'individus, d'une espèce, comme l'espace où celle-ci trouve les ressources pour assurer sa propre reproduction.

La notion de longévité renvoie, elle, à l'idée d'un temps, pas d'un temps infini, ni même d'un temps indéfini, mais un temps dont les bornes, les limites ont été repoussées. Pour illustrer la différence entre le territoire, qui est borné, et la longévité qui l'est moins, pensez au territoire de la ville de Paris, dont la superficie est d'environ 100 km². Ce n'est pas un espace clos : il y entre et il en sort tous les jours des millions de personnes et de biens, par les voies fluviales, les routes, les voies ferrées, mais le boulevard périphérique ceinture la ville et la délimite. Du côté de la longévité, en revanche, on est dans un temps qui est une durée, et une durée qui s'allonge. Je vous rappelle que l'espérance de vie des hommes et des femmes à la naissance était de 27 ans en 1789, de 47 ans en 1910, de 67 ans en 1955. Nous avons dépassé les 80 ans aujourd'hui. Nous avons donc d'un côté le territoire, comme lieu ou espace fini qui ressort d'une analyse géographique, illustrée par les frontières, et de l'autre côté le temps, la durée non finie de la longévité qui s'illustre par l'allongement de la durée de vie. Un territoire, c'est d'abord un espace fini et c'est dans son sens ancien un espace politique, « approprié ». Certains auteurs ont dit qu'un territoire, c'était la matérialisation de l'étendue d'un pouvoir. C'est-à-dire un espace sur lequel un pouvoir exerce une souveraineté. Il y a l'idée d'un pouvoir dans l'espace et sur l'espace, avec une capacité d'aménagement ou de contrôle de l'aménagement.

Cette analyse, qui renvoie le territoire au lieu fini, circonscrit, et au temps ou à la durée pour la longévité, a ses limites parce qu'en réalité les deux dimensions se croisent, la dimension spatiale de l'espace et la dimension temporelle de la durée, elles s'entrecroisent, surtout quand on parle de territoires et de longévité.

Tous les territoires, les espaces, les lieux ressortent de la géographie mais ils ont eux-mêmes une histoire, ils s'inscrivent dans un temps long/ Les cartes qui tracent les territoires sont des palimpsestes, avec des limites qui sont sans cesse gommées et retracées. On retravaille une carte qui a l'allure d'un palimpseste. Les limites de la ville de Paris, par exemple sont le fruit d'une longue histoire. Sans remonter à l'époque gallo-romaine, pensez à l'extension de Paris à l'époque de l'enceinte de Philippe Auguste, au mur des fermiers généraux, et au périmètre que la ville a actuellement.

De la même façon, la longévité a une dimension temporelle, historique, et une forte dimension spatiale : d'une part, du fait de ce que certains géographes ont appelé la « géronto-croissance », la manière dont la population âgée augmente sur un territoire donné n'est pas la même dans les différentes régions et départements de France et du monde ; d'autre part, parce que l'allongement de la vie, la durée de vie en bonne santé n'est pas non plus la même selon les territoires riches ou pauvres, urbains ou ruraux. Croiser ces deux termes, territoires, longévité, nous amène à sortir de l'abstraction, cela nous amène à envisager concrètement ce que signifie l'avancée en âge, qu'il est impossible de penser sans prendre en compte les territoires concrets dans lesquels elle prend place. Cela nous amène à appréhender de manière presque charnelle la notion de territoire, à repenser cette notion à l'aune de cette préoccupation de la longévité.

Pour illustrer l'approche que je vais adopter, je voudrais me référer à l'ouvrage de Michel de CERTEAU, *L'invention du quotidien*, qui oppose la ville panoramique et la ville métaphorique. Imaginez que vous êtes au sommet du Wall Trade Center à New-York. Vous regardez la ville de son sommet, vous en avez une vue panoramique. Mais vous vous en détachez, vous la voyez de loin. Vous vous privez de l'expérience corporelle et sensorielle qui naît du contact avec cette foule de citoyens ordinaires qui fréquentent l'espace urbain. Celui qui opte pour ce regard panoramique, c'est l'urbaniste, le planificateur ou le politique. Il croit connaître la ville, ce qui est bon pour elle, tout en méconnaissant parfois les pratiques de ce que certains ont appelé « la ville d'en bas », et de ses praticiens quotidiens. Michel de CERTEAU dit qu'à cette raison technique, qui croit savoir, qui planifie les zones, l'espace, en fonction d'usages définis, il faut privilé-

gier les savoirs et les usages des pratiquants ordinaires de la ville qui se trouvent en bas et qui jouent d'espaces qui ne se voient pas, qui en ont une vision aussi aveugle que dans le corps à corps amoureux. « C'est en bas - dit Christine SHAU qui commente cet ouvrage - que se fait la ville métaphorique tissée et retissée quotidiennement par les ruses, les manières de faire de l'homme ordinaire qui, l'air de rien, sans même en avoir la prétention, détourne les espaces de leur fonction planifiée et en refait d'autres ».

Parler de territoire est fondamental pour aborder concrètement et correctement ce qu'est ou ce que pourrait être la longévité. Et ce pour trois raisons. D'abord, parce que cela nous permet de lutter contre un certain nombre de stéréotypes. Vous vous souvenez de cette chanson de Brel : « Les vieux ne parlent plus, ou alors seulement parfois du bout des yeux. Même riches ils sont pauvres, ils n'ont plus d'illusions et n'ont qu'un cœur pour deux. Que l'on vive à Paris, on vit tous en province quand on vit trop longtemps. Les vieux ne rêvent plus, leurs livres sans sommeil, leurs pianos sont fermés. Les vieux ne bougent plus, leurs gestes ont trop de rides, leur monde est trop petit. Du lit à la fenêtre, puis du lit au fauteuil, puis du lit au lit et s'ils sortent encore bras dessus bas dessous tout habillé de raide, c'est pour suivre l'enterrement d'un plus vieux, l'enterrement d'une plus laide ». Nous sommes dans un stéréotype d'une noirceur absolue, auquel on pourrait ajouter ce qui a été évoqué ce matin, le stéréotype de la charge ou du fardeau que feraient peser les aînés sur la société.

Dès que l'on parle de territoires au pluriel, le regard change totalement, parce que les aînés voyagent énormément. Un grand nombre d'entre eux, entre 60 et 80 ans, passent plusieurs mois de l'année dans une résidence secondaire, en France ou à l'étranger. Et un acheteur de voiture neuve sur deux a plus de 60 ans. Autrement dit, contrairement aux stéréotypes relatifs à l'avancée en âge, on peut découvrir, apprendre à tout âge, avoir un rapport authentique à la nature, à la culture, et surtout voyager.

Brel nous décrit un territoire de vie qui se rétrécit, or on constate beaucoup de déplacements, de sauts d'un territoire à l'autre. On s'aperçoit que les aînés voyagent aussi par rapport à leurs parents pour en prendre soin, par rapport à leurs enfants, pour aller s'occuper des petits-enfants. A l'image de cette vieillesse réduite sur un territoire qui se circonscrit de plus en plus, quand on étudie les territoires et les mobilités, que ce soit dans l'année, le mois ou la semaine, on voit au contraire des aînés qui se meuvent, qui exercent des fonctions de solidarité notamment familiales, nous avons parlé des associations également.

Deuxièmement, nous avons besoin d'une conception riche, complexe, travaillée du territoire pour penser correctement la longévité. Un territoire ce n'est pas seulement un lieu où l'on vit, où l'on réside, c'est un lieu où l'on habite, c'est beaucoup plus qu'un seul espace un territoire. Je me réfère ici aux travaux de Kevin CHARRAS, Colette EYNARD, ou de Pascal DREYER, qui montrent qu'un territoire c'est un endroit où l'on peut se sentir chez soi, que l'on peut habiter, que l'on a peu ou prou contribué à façonner, que l'on peut s'approprier de manière à s'y sentir bien, comme chez soi, où l'on éprouve un sentiment de bien-être et de liberté. C'est aussi un territoire que l'on peut dire « sien », vis-à-vis duquel on a un sentiment d'appartenance dont on se sent partie prenante. C'est un territoire auquel on se sent lié, vis-à-vis duquel on a un sentiment de familiarité. C'est enfin, si on peut l'habiter, un lieu où l'on a tissé des liens significatifs, des liens humains, des liens de confiance, d'amour, d'amitié, d'affection. Autrement dit, le défi que nous pose la longévité, c'est de créer les conditions pour que les personnes qui avancent en âge puissent continuer d'habiter le territoire où elles résident, d'avoir ce sentiment d'appartenance ; que la personne puisse continuer de façonner ce territoire et d'y avoir ses liens de confiance, ces liens significatifs.

La troisième raison pour laquelle la notion de territoire est essentielle pour penser la notion de longévité, c'est parce qu'on est en train de changer d'époque et de redécou-

vrir les vertus du territoire, avec des politiques publiques locales, départementales, régionales, avec non plus des politiques dictées d'en haut, mais des politiques publiques élaborées « d'en bas ».

Dans mes travaux, je me suis plus particulièrement intéressé à ce que peut être une société inclusive ou bienveillante vis-à-vis de la maladie d'Alzheimer, et nous avons parmi nous dans la salle le Président de France Alzheimer, qui a développé une initiative particulièrement intéressante qui s'appelle « Villes aidantes ». Ces initiatives trouvent leur place dans une approche plus large, et il y a des luttes communes à mener entre des causes voisines, surtout au plan des territoires où les politiques publiques peuvent montrer l'exemple, valoriser l'existant et créer des synergies entre différentes causes et entre le public et le privé.

Je voudrais terminer en montrant pourquoi la question de la longévité est essentielle pour penser la question du territoire. Au premier abord, la longévité, c'est un sujet parmi d'autres pour les politiques territoriales. En réalité, la question de la longévité permet de ressaisir de manière transversale l'ensemble de ces sujets et elle pourrait avoir une place centrale, devenir un prisme pour penser des politiques plus globales qui peuvent profiter à tous. Quand on se donne la longévité comme objectif politique, on se préoccupe de la durabilité de ce que l'on fait, on pense à demain, après-demain, on se demande comment sera la ville, le département, la région en 2030 quand les baby-boomers auront 85 ans. A quoi ressemblera la ville de Nantes en 2050 quand les enfants des baby-boomers, nés dans les années 70, auront 80 ans ? Que sera la ville de Nantes en 2070, quand leurs petits-enfants, nés avec Internet, arriveront à leur tour à l'âge de la retraite ? On se repose les questions dans une temporalité à laquelle on n'est plus habitué. La géronto-croissance va durer 30, 40 ans. Il y a un cap difficile à passer autour des années 2040-2050. Après, la proportion des personnes âgées dans la population devrait à nouveau baisser.

La raison pour laquelle il est important de parler de longévité quand on parle de territoire, c'est que cela permet de penser une politique publique du moyen terme et du long terme. Cela permet de concevoir différemment ce que devrait être une politique de la longévité. Traditionnellement, une politique de l'âge c'est une politique de prise en charge de la dépendance, institutionnelle, tardive, curative, cloisonnée, coûteuse. Bâtir une politique territoriale de la longévité, c'est raisonner de manière différente, c'est substituer à une prise en charge de la dépendance une politique de promotion des « capacités ». Promouvoir les « capacités c'est donner à tous des opportunités de mener un genre de vie qui ressemble le plus possible au genre de vie auquel ils aspirent. Cette politique de promotion des « capacités » est menée tout au long de la vie, elle est individualisée, capacitaire, elle s'appuie sur les ressources de la personne (ses ressources internes et les ressources du territoire), elle est inclusive, coordonnée, domiciliaire. Elle consiste à prévenir la perte d'autonomie, et quand une perte d'autonomie fonctionnelle est présente, de maintenir le plus possible la qualité de vie de la personne et de ses proches.

La troisième raison pour laquelle il est important d'articuler ces notions de longévité et de territoire, c'est parce que quand on procède ainsi, on a une notion plus riche, plus travaillée, plus élaborée de ce que c'est qu'un territoire et de son ambition en termes de longévité. Dans ce cas, l'ambition ce n'est pas simplement une prévention au sens gériatrique ou médical du terme : on aborde la longévité de manière globale, pas simplement du point de vue des problèmes de santé, même s'ils ont très importants, ou en tenant compte de la santé dans toutes ses dimensions, physiques, psychiques, sociales. C'est se poser la question de savoir comment on peut continuer à être citoyen, avoir accès la culture, aux loisirs, à la nature. Ce que nous essayons de promouvoir, c'est une promotion des « capacités », des genres de vie valorisés par les personnes. Dans ce

modèle, on est à la fois autonomes et vulnérables, tantôt plus autonomes, tantôt plus vulnérables, selon les moments de notre vie. On essaie d'imaginer une société qui peut nous soutenir dans nos moments de vulnérabilité ou de fragilité d'une manière globale. J'ai cité la campagne « Villes aidantes » de France Alzheimer, mais on pense également à la ville de Nice avec laquelle nous avons signé une convention, et à la ville de Rennes, avec l'impulsion de l'Association Bistrot mémoire.

Pour conclure, si l'on prend un peu de recul sur cette notion de territoire, l'on s'aperçoit que le mot a tendance à proliférer. Son usage dans la langue française a explosé au même moment que le mot « mondialisation ». C'est comme si l'on avait trouvé dans ces territoires une forme de consolation par rapport aux malheurs du monde et au sentiment de ne plus avoir de poids sur les décisions et sur le devenir du monde. Certains géographes disent que c'est une notion un peu consolatrice quand elle est prise comme un mot valise : tout est en train de devenir un territoire ; cela devient un mot vide de sens.

A l'autre extrême, il y a un sens très spécifique, c'est le territoire comme extension bornée de la souveraineté étatique, comme la matérialisation de l'étendue d'un pouvoir, comme un espace sur lequel un Etat exerce sa souveraineté. Nombreux sont les auteurs qui disent que cette notion du territoire est critiquable, parce qu'elle est un peu obsolète. C'est un peu le territoire des Etats-nations, de la modernité, qui est reléguée par des territoires plus déterritorialisés, par des réseaux et des flux. C'est réducteur parce que cela ne permet pas de saisir ces flux, ces mouvements et ces réseaux, et c'est mystifiant parce que cela ne rend pas raison du fait qu'il y a une forme de démantèlement de l'Etat providence et d'autres formes de pouvoirs qui nous échappent. Il faut donc trouver un sens à territoire qui ne soit ni dans ce mot valise, ni dans ce sens ancien d'un territoire sur lequel s'exerce un pouvoir. On peut garder quelques composantes de ce concept.

Tout d'abord, l'idée d'appropriation : ce n'est pas forcément un pouvoir politique qui s'exerce, mais il y a territoire dans la mesure où il y a une forme d'appropriation, un pouvoir dans l'espace, un pouvoir sur l'espace. Il y a territoire à partir du moment où il y a un lien entre cette espace et votre identité individuelle ou collective, à partir du moment où vous vous sentez vous-même appartenir à ce territoire. On n'oublie pas la complexité des territoires contemporains, les phénomènes de multi appartenance, les jeux entre les territoires et les réseaux, mais on a glissé « du » territoire « aux » territoires. Le territoire comme référent national, comme dispositif de planification et de gouvernement : vous vous souvenez de la DATAR ; l'aménagement du territoire, c'est devenu un territoire des appartenances, des projets, des pratiques qui se veulent collaboratifs, participatifs, coopératifs, qui sont davantage basés sur la société civile, la gouvernance et les projets. Autrement dit, dans ces territoires, on essaie de rebâtir des espaces démocratiques, à un moment où l'on a le sentiment que l'on a perdu beaucoup de pouvoir sur les décisions qui sont prises et sur les rapports de force qui nous donnent le sentiment de nous dépasser. C'est le sentiment d'une appartenance certes à un héritage, mais c'est aussi le territoire comme adhésion à un projet. Il y a une matérialité du territoire, il est approprié, et il y a une forme d'idéalité du territoire. Quel projet, quelle ambition, quelle vision, quelles valeurs sont portées par et pour un territoire donné ?

Je terminerais par deux mots d'ordre que vous connaissez mais que je ressaisis dans un sens un peu particulier. Le premier c'est « agir local, penser global », pour deux raisons, pour le meilleur et pour le pire. Quand des personnes âgées qui se sont installées dans des zones périurbaines se disent qu'elles reviendraient bien dans un centre-ville pour avoir moins de déplacements à faire, mais que le centre ville s'est vidé, ce n'est pas pour le meilleur. En revanche, cela peut être pour le meilleur quand vous vous retrou-

vez ici, différentes villes de France, des territoires divers, et quand en plus vous essayer d'apprendre de l'international.

Le deuxième slogan c'est « rien pour nous sans nous ». Cela signifie que si vous pensez territoire et longévité, on ne voit pas comment une politique publique de la longévité à moyen terme ou à long terme peut se faire sans les personnes directement concernées, les personnes qui ont déjà avancé en âge, celles qui sont en train de le faire. « Rien pour nous sans nous », cela signifie un nouvel exercice de la démocratie, l'effort citoyen de concertation, d'écoute, sans oublier de tenir compte de ce qui a été dit une fois que l'on a recueilli cette parole.

Je vous remercie.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Merci pour cet éclairage. Si nous voulons progresser ensemble, il est important d'avoir une culture commune et le travail que vous avez réalisé nous amène à cette culture commune.



TABLE-RONDE | Attractivité et nouveaux modèles sociétaux : place et atout des seniors



Angélique GIACOMINI, Déléguée Générale Adjointe chargée de la formation et de la recherche au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés

La longévité est un défi inédit et une transition majeure de notre société, il est essentiel de sortir d'une vision où il y a une prise en charge exclusive du vieillissement sous l'angle des incapacités, on doit passer à une prise en compte plus transversale et globale de l'avancée en âge dans les politiques publiques. Pour aborder ces questions j'accueille Benjamin ZIMMER qui est Directeur de Silver Alliance qui fédère des entreprises proposant des services ou des produits qui peuvent constituer un support et une ressource dans l'avancée en âge. Elodie LLOBET, Directrice de Generacio, qui accompagne les territoires dans leur stratégie et leur projet de développement en lien avec les enjeux démographiques et Florence HERMANN-BOULANGER, doctorante en sociologie qui mène une thèse sur le rapport des seniors aux vacances dans un contexte de transformation des représentations sociales sur la vieillesse. Je propose à Florence HERMANN-BOULANGER de débiter les débats en parlant de ces représentations sociales et des raisons pour lesquelles ces représentations ne sont pas toujours positives, et de la façon dont cela est envisagé dans le cadre du tourisme.

Florence HERMAN-BOULANGER, Doctorante en sociologie, Laboratoire CeRIES, Université de Lille

Nous entendons de belles choses aujourd'hui mais la réalité sur la vieillesse et le vieillissement est tout autre. Nous devons cela aux démographes BERTILLON et SAUVY qui ont introduit une représentation négative de la vieillesse. Le vieillissement démographique a longtemps été analysé comme l'accroissement du nombre de vieillards à la charge de la collectivité. Comme l'indique BOURDELAIS en 1993, c'est cette vision qui a figé la représentation de l'âge de la vieillesse, et parce qu'elle prévoit l'alourdissement des charges et brosse un avenir sans espoir qui devait conduire à la résignation et au pessimisme, on a gardé dans nos sociétés aujourd'hui cette représentation négative. Même si le vieillissement n'a pas eu les effets aussi négatifs que prévus, l'identification entre vieillissement démographique, vieillesse et déclin, continue encore de peser sur les représentations sociales du vieillissement. Au-delà de la charge historique du concept, le vieillissement est aussi antinomique des valeurs aujourd'hui attribuées par notre

société à la jeunesse. La jeunesse qui est fortement valorisée et associée à la beauté, à l'action, à l'utilité, à la performance. La représentation de la vieillesse est complètement inversée.

Si l'on pose la question aujourd'hui à des plus jeunes de savoir pourquoi ils ont peur de devenir vieux, beaucoup d'entre eux répondront que c'est parce qu'ils n'ont pas envie de changer physiquement, de devenir inutiles, improductifs. Force est de constater que dans notre société moderne, quelles que soient les dénominations que l'on donne aux personnes âgées, ils sont toujours ni actifs, ni productifs. Au mieux l'avancée en âge est gommée par le culte du jeunisme, au pire elle est dévalorisée et on nous renvoie aux images de l'incapacité, de la perte d'autonomie, et l'on entend beaucoup le mot «mouroir » quand on parle des EHPAD. La vieillesse angoisse parce qu'elle contient le concept de finitude, et personne dans nos sociétés modernes n'a envie d'être confronté à la mort. Sur ce plan, les progrès scientifiques, la médecine notamment, permettent de repousser l'âge de la mort et l'accroissement de la longévité, on vit de plus en plus longtemps.

Avec l'accroissement de la longévité et l'avènement des plus de 60 ans en tant que catégorie sociale, on assiste à la multiplication des termes permettant de nommer les individus de cette classe d'âge. Depuis le rapport LAROQUE de 1962 le terme « personnes âgées » est devenu un terme générique, et le mot « retraité » renvoie aux catégories d'actifs et d'inactifs. Nous avons vu apparaître dans les années 60 l'expression « troisième âge » qui faisait référence aux retraités actifs, dynamiques, qui jouissaient d'un temps libre qu'ils retrouvaient après de longues années d'activité professionnelle. Par la suite, pour distinguer les différentes étapes dans le vieillissement, les termes de « quatrième et cinquième âge » sont apparus. Le terme « senior » trouve son origine dans le monde du sport et est beaucoup utilisé dans le domaine du marketing. La diffusion du terme senior provient du besoin général de présenter de façon plus positive la population âgée ou en passe de l'être car les termes employés les décennies précédentes comportaient tous un usage péjoratif.

Aujourd'hui, nous parlons de cette catégorie sociale qui est en pleine forme, les seniors sont actifs, dégagés des contraintes du travail, disponibles pour leurs petits-enfants, et ils disposent de revenus confortables leur permettant de consommer des loisirs et des voyages. La dénomination des personnes âgées est toujours associée aux représentations de la vieillesse, à chaque âge chronologique correspond un terme significatif des représentations sociales contemporaines. Ainsi, ce n'est pas tant le processus naturel du vieillissement qui fait peur, mais les représentations sociales, et malgré l'effort fourni pour trouver des dénominations plus positives à cette classe d'âge elle n'en demeure pas moins stigmatisée. Le stigmate c'est une caractéristique propre à un individu, qui si elle est connue des autres, va le discréditer aux yeux de la société, et va le faire passer pour une personne amoindrie. On distingue trois stigmates, les stigmates corporels liés au passé ou à la personnalité, et les stigmates tribaux, les personnes âgées appartiennent à la première catégorie.

Pour GOFFMAN le mot « stigmate » va servir pour désigner un attribut qui va jeter un discrédit profond sur la personne et à nos yeux cette personne va cesser d'être une personne accomplie ou ordinaire, et va tomber au rang d'un individu vicié ou amputé. Par la stigmatisation des personnes âgées dépendantes aujourd'hui, c'est toute la vieillesse qui se trouve stigmatisée et par un glissement des représentations dominantes c'est toute la vieillesse qui est assimilée à la dépendance.

Angélique GIACOMINI

Elodie LLOBET comment ressentez-vous la façon dont le vieillissement est pris en compte et quelle est l'image qui est renvoyée par les politiques publiques qui sont menées ?

Elodie LLOBET, Directrice de Generacio

J'accompagne des territoires qui rentrent dans le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés sur la partie diagnostic, audits urbains. Ce cadre de politique publique est indispensable dans le sens où le vieillissement a un certain poids historique lié aux compétences régionales, départementales des communes. On parle de transversalité, d'enlever les silos, de faire sortir le vieillissement de cette approche médicosociale dans laquelle on l'a enfermé, et c'est une évolution positive et l'on est chacun porteur d'un bâton de pèlerin pour faire en sorte que ce décryptage soit mis en place concrètement au sein du cadre local.

Angélique GIACOMINI

Benjamin ZIMMER, comment les entreprises se saisissent-elles de ce sujet et quelle image du vieillissement renvoient-elles à travers les services qu'elles proposent ?

Benjamin ZIMMER, Directeur de Silver Alliance

La ville est l'échelle nécessaire quand on réfléchit aux seniors, aux personnes âgées. Je ne sais pas à quel âge on est vieux, on est toujours le jeune de quelqu'un et le vieux de quelqu'un, il faut l'assumer, c'est plus facile d'assumer d'être le jeune que d'être le vieux mais on n'a pas le choix. Il y a des problèmes sociétaux liés à l'avancée en âge et face à cela les entreprises répondent par des solutions de biens et de services, cela va de votre prise de billet d'avion jusqu'à la maison de retraite. J'ai apprécié les propos qui ont été tenus mais on revient toujours sur le rétroviseur du passé, il faut aller vers l'avenir. Un Français sur 3 est âgé de plus de 65 ans, et cela va continuer à augmenter, en 2100 il y aura 3 milliards de terriens âgés de plus de 60 ans. Cela peut devenir un problème si on ne le considère pas au même niveau que la transition écologique, nous devons avoir une transition démographique et nous devons trouver des solutions. Certaines entreprises acceptent de dire qu'elles font des produits pour des personnes de plus de 60 ans et d'autres n'acceptent pas que l'on stigmatise la marque qu'elles ont créée en mettant le poids des années de leurs consommateurs derrière. L'Oréal, Peugeot, Audi, toutes les marques automobiles, les marques de luxe s'adressent à des clients qui ont plus de 60 ans parce que ce sont eux qui ont de l'argent. Il faut arrêter de stigmatiser et concevoir des produits en fonction des usages. Des démarches sont mises en place, et j'attends que des personnes, vous qui êtes les premiers concernés, viennent manager les entrepreneurs qui conçoivent des solutions pour permettre de bien vieillir. C'est la finalité de cette filière qui est en train de se mettre en place, il faut être dans l'action du terrain, être près des gens, mettre les moyens sur les territoires pour trouver des solutions pour tout le monde. Il n'y a pas de solution unique, il y a plein de solutions, et nous sommes là pour y répondre.

Angélique GIACOMINI

Il est important de rappeler la spécificité des multiples formes de vieillissement et des territoires qui font que les réponses ne sont pas les mêmes partout. Nous revenons à la question du choix qui est essentielle pour répondre à ces enjeux. Pouvez-vous nous dire comment le territoire, les acteurs locaux peuvent valoriser le vieillissement de la population ?

Elodie LLOBET

La valorisation est importante, mais si nous avons une grève des seniors nous aurions

un souci au niveau du tissu associatif, au niveau des petits-enfants, au niveau des listes qui se constituent pour le mois de mars, au niveau des entrepreneurs. Vingt pour cent des entrepreneurs créent leur entreprise après 50 ans et ce sont souvent les entreprises les plus pérennes, la société ne serait pas la même si on occultait toute cette partie de la population. Pour répondre à la question, je pense qu'on y arrive en changeant de regard, mais changer de regard c'est changer aussi les mots que l'on utilise à la fois dans les intitulés de portefeuilles d'élus, dans le nom que l'on donne aux appels à projets, dans le nom que l'on donne aux politiques publiques ou aux rapports que l'on fait. C'est embarquer avec nous d'autres professionnels qui ne sont pas sensibles à cette question. C'est parler avec des associations de professionnels qui travaillent sur l'urbanisme et qui font la ville de demain et d'aujourd'hui. C'est parler à des personnes qui réfléchissent au renouvellement urbain. Concrètement, l'enjeu est de démocratiser les choses, de sortir d'une tour de verre pour se frotter à ceux qui font les politiques publiques, les quartiers d'aujourd'hui, qui pour être pertinents ont besoin de prendre en compte cette dimension.

Tous les territoires veulent être attractifs, et pour moi l'attractivité c'est avant tout une dynamique dans laquelle il faut embarquer tous les habitants pour qu'ils soient acteurs d'un projet de territoire. Le terme de « projet de territoire » que l'on a évoqué est important, il est important de mettre en place un projet de territoire dont on soit fier et où l'on est sa place. C'est de la co-construction et du partage, d'où l'importance du travail qui est mené dans ce réseau mais qui doit essaimer aussi sur d'autres compétences dans d'autres réseaux professionnels.

Angélique GIACOMINI

Une question à Florence HERMANN-BOULANGER axée sur le tourisme. Comment le territoire peut faire du vieillissement une force à travers ce prisme du tourisme ?

Florence HERMANN-BOULANGER

Effectivement, les vacances et le tourisme sont liés au développement du temps libre face au temps de travail et toutes ses contraintes. Quand on parle de retraités, on ne parle pas de vacances. Vincent CARADEC qui est sociologue et qui a écrit un ouvrage qui s'appelle « Quand les retraités partent en vacances » pose la question de savoir si on peut parler de retraités en vacances. Jean-Didier URBAIN, un autre sociologue, dit que les retraités sont de faux vacanciers parce qu'on définit les vacances par leur rapport antinomique au travail. Ce n'est pas parce que le temps libre se définit par son rapport antinomique au temps du travail que le temps des vacances est un temps non productif, c'est au contraire un temps qui possède une réelle utilité sociale. Le libre aménagement du temps ne concerne plus seulement la vie active, mais s'étend à l'ensemble du cycle de la vie. Le tourisme en tant qu'activité vacancière spécifique fait du temps libre un temps social, global et productif, et les vacances par elles-mêmes acquièrent une utilité sociale.

Cette utilité sociale est diversifiée et l'un des enjeux de ma recherche vise à identifier quelques-unes des facettes de cette utilité sociale qui sont autant de leviers d'action et d'attractivité pour les territoires. Mes recherches m'ont permis d'identifier la fonction et l'importance des vacances dans la dynamique de prévention du vieillissement. Au travers des prescriptions faites par les différentes caisses de retraite qui cofinancent les séjours, j'ai pu identifier les enjeux stratégiques qui s'articulent autour d'une conception activiste de la retraite. Pour ces caisses de retraite les séjours doivent être un moyen de prévention du vieillissement par le maintien du lien social, un moyen de prévenir la perte d'autonomie dans le cadre d'une politique qui n'aborde plus la vieillesse

comme le déclin et la perte des capacités de la personne, mais qui l'aborde positivement, comme une période de vie dans un parcours qui doit répondre le plus possible aux attentes de la personne en lui permettant de participer le plus longtemps possible à la vie en société. Le fait pour un retraité de continuer à partir en vacances lui permet de conserver sa place dans la société.

En fonction de l'utilité que les structures qui organisent des séjours donnent aux séjours de vacances, j'ai pu relever différents types de porteurs de projets et donc différentes fonctions des vacances. Il y a ceux qui utilisent les vacances comme une parenthèse dans le quotidien et qui devient un outil de repérage des fragilités et de mise en place d'un meilleur accompagnement social des retraités. Ce temps permet d'observer et de relever des problématiques mais aussi des atouts parce que le vieillissement ne pose pas que des problèmes, les retraités sont aussi une ressource. Il y a les porteurs de projets qui mettent les séjours de vacances au service de l'animation, quand on a 92 ans se projeter sur un séjour de vacances où l'on va passer de bons moments ce n'est pas rien. Ce sont des établissements, des territoires qui organisent des séjours collectifs qui donnent de la vie aux personnes âgées et qui leur permettent de rester en mouvement. Il y a des porteurs de projets pour qui les vacances sont un outil de participation des habitants et de développement local. Au-delà de l'animation, de la mise en mouvement, le séjour de vacances va permettre aux retraités de prendre part aux initiatives et de contribuer à leur mise en œuvre. Il y a des porteurs de projets qui laissent agir les groupes de retraités de A à Z et ils montent eux-mêmes leurs séjours. Il y a les porteurs de projets qui travaillent par le biais des séjours à la mise en œuvre du répit des aidants, le séjour est proposé comme une pause durant laquelle la prise en charge de l'autre est suspendue et permet de se recentrer sur soi. Dans le monde du tourisme il y a ceux qui partent, ceux qui accompagnent les départs, et il y a aussi les professionnels du tourisme, en France cela représente des acteurs économiques importants. Les professionnels du tourisme ont compris que s'inscrire dans la politique publique qui prône le bien vieillir est un atout incontournable. Ils disent qu'ils font du bien vieillir, mais quand on leur demande de définir ce qu'est le bien vieillir, c'est plus compliqué. Certains disent que ce n'est pas leur métier, qu'ils ne font pas de l'action sociale, qu'ils font du tourisme. Quand on va un peu plus loin dans les entretiens et qu'on les écoute décrire ce qu'ils font, on voit apparaître en filigrane toutes les prescriptions du bien vieillir en tant que politique publique en faveur des personnes âgées. Ils ne disent pas ce qu'est le bien vieillir mais ils font le bien vieillir. Ces professionnels, même s'ils n'en ont pas vraiment conscience, portent un regard nouveau sur la vieillesse, et un regard positif puisqu'ils font des problématiques que soulèvent l'avancée en âge une occasion de développer leur activité.

En faisant la démonstration qu'il est possible d'accueillir des personnes âgées, mêmes fragilisées dans des villages de vacances ordinaires et ouverts à tous, ils font évoluer la construction sociale de la vieillesse. Ce ne sont pas toujours les experts de la gérontologie qui ont une vision la plus positive de l'avancée en âge, ce sont parfois les novices, comme les professionnels du tourisme, qui ont une vision très positive. Dans ce contexte particulier des vacances chacun peut prendre conscience que la vieillesse ne se résume pas à une succession de perte, d'incapacité, ce n'est pas le déclin, et que l'avancée en âge n'est pas un obstacle à la réalisation des individus dans la société.

Angélique GIACOMINI

Nous allons conclure avec une action que Benjamin ZIMMER a lancée qui s'appelle « Rêves de seniors » et qui vise à cette transformation du regard qui est posé sur l'avancée en âge dans notre société.

Benjamin ZIMMER

L'opération que nous avons lancée qui s'intitule « Rêves de seniors » est l'aboutissement de 15 ans de travail. J'ai commencé à travailler auprès des seniors quand j'avais 20 ans parce que l'un des mes amis était amputé tibial et que petit je me suis retrouvé avec des gens qui portaient un regard stigmatisant sur le fait qu'il avait un pied en moins. Cela m'a marqué dans ma manière de faire les choses et de construire ma carrière d'entrepreneur. A force de travailler sur la prothèse de mon ami, j'ai fait une école d'ingénieur, et s'est posée la question de savoir ce qu'on allait faire de ses prothèses, nous avons donc créé une startup. Comme nous ne sommes pas des spécialistes de l'amputation nous avons travaillé dans des centres de rééducation auprès des personnes amputées tibiales et fémorales.

Je me suis retrouvé devant des gens âgés de plus de 80 ans pour 80 % d'entre eux, diabétiques de type 2, je les ai vus être amputés d'un doigt de pied et je les ai vus décéder un an et demi après. En écoutant ces personnes, j'ai appris plein de choses sur leur réalité au quotidien, la difficulté à franchir une marche, à conduire et « Rêves de seniors » part de cela. Avec l'alliance des entreprises que je représente, nous avons imaginé trouver des solutions pour permettre à des personnes de mieux entendre, de mieux voir, de mieux manger. Comme aucune entreprise au monde n'est capable de faire cela, il fallait faire une alliance de marques pour que tout le monde coopère. Il faut faire en sorte que les gens travaillent les uns avec les autres pour les autres et « Rêves de seniors » s'est inscrit dans cette démarche. Nous voulons permettre à tous les seniors, au plus grand nombre, de réaliser leurs rêves. J'ai recueilli une centaine de rêves, l'opération a été lancée il y a un mois sur des salons de seniors notamment à Nantes. On est loin du changement de regard que l'on porte sur le vieillissement parce que les gens qui sont dits « vieux » n'acceptent pas d'être vieux, parce que l'image qu'on leur renvoie c'est que ce sont des personnes qui coûtent cher, qui sont grabataires, malades, alors que ce sont eux qui font vivre notre économie.

Quand j'étais à Silver Valley qui est une organisation que j'ai fondée il y a quelques années, la question était de savoir comment on rapproche les besoins, les usages des technologies, des solutions, des produits. J'ai rencontré un retraité bénévole au sein d'AG2R la Mondiale qui a 87 ans et je l'ai invité à écouter des jeunes entrepreneurs du digital qui présentaient leurs solutions pour des seniors. Je lui ai posé la question de savoir ce qu'il retirait de cette expérience et il m'a répondu que c'était mieux que le bridge. Cette personne m'a suivi dans mes activités en tant qu'entrepreneur et je lui ai dit que si je devais le payer pour toutes les heures qu'il avait passées pour moi il serait riche, il m'a répondu que c'était la relation que nous avons ensemble qui l'intéressait et non l'argent. Je lui ai demandé si quelque chose lui ferait plaisir et il m'a dit qu'il adorait l'astronomie. Connaissant un de mes cousins, amis de longue date de Thomas PESQUET, je lui ai fait rencontrer, et dans le regard de cet homme j'ai vu les mêmes étoiles que celles qui sont dans les yeux de mon fils ou de ma fille quand on leur parle du père Noël. Cela pour dire que tout est possible et que c'est maintenant qu'il faut le faire, nous avons les moyens de réussir. Parmi les rêves, nous avons une grand-mère de 81 ans qui a demandé à faire un saut en parachute, une autre qui souhaite conduire une Ferrari sur un circuit. Ma conclusion est que bien vieillir c'est agir.

ATELIER 1 | Vers une reconnaissance des proches aidants



Floria FINOT, Chargée de la communication et de l'événementiel au Réseau Francophone Villes Amies des Aînés

Je vais passer la parole à Marie AUFFRET qui est rédactrice en chef du magazine Notre Temps et qui va nous présenter un sondage exclusif sur la situation des aidants en France.

Marie AUFFRET, Rédactrice en chef du magazine Notre Temps

Onze millions de personnes, soit un Français sur cinq aide un proche en perte d'autonomie. Nous nous sommes posé la question de savoir pourquoi il y avait tant de chaises vides dans cette salle, alors que c'est une thématique qui intéresse énormément de personnes. Je pense qu'à chaque chaise vide correspond un aidant aujourd'hui en activité qui s'occupe d'un proche et qui n'a pas de temps à consacrer à la question.

En France, l'arsenal législatif évolue, les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics et les associations se développent, les initiatives se font jour. Dans ce contexte de forte actualité, nous avons, à Notre Temps, lancé un sondage que nous avons mené cet été et qui est paru dans le numéro de novembre qui n'est plus en kiosque mais dont nous avons édité un fac-similé dont vous recevrez par mail le PDF (*voir fin du document*).

Nous avons mené une enquête avec l'institut IPSOS en partenariat avec la Fondation pour la recherche Alzheimer, la CNAV, et le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés. Comment les aidants vivent-ils leur situation ? Quel impact a cet investissement sur leur vie ? Quels obstacles rencontrent-ils ? Quels sont leurs besoins ? Nous nous sommes intéressés au sort des aidants isolés, mais nous avons aussi des chiffres sur les personnes qui sont aidants de manière plus intermittente.

Près de neuf répondants sur dix déclarent se reconnaître dans la définition du terme « d'aidant ». A savoir, des personnes qui viennent en aide à un proche en perte d'autonomie. Le premier enseignement de ce sondage ne va pas vous surprendre : les aidants vont mal. Les personnes sondées nous le disent, leur situation a des impacts importants sur leur vie, leur moral, leur équilibre psychologique et leur santé. Leur situation a des effets sur leur sommeil et sur leur alimentation. Les aidants ne sont pas seulement fatigués : s'occuper d'une personne dépendante c'est voir tous les aspects de sa vie profondément bouleversés et parfois sur de longues périodes. Le rapport aux

autres est également modifié : plus d'un aidant sur deux constate que sa situation a des répercussions sur sa vie de famille, sur sa vie intime et amoureuse, et de manière non négligeable sur sa vie professionnelle. Plus l'aidant est isolé, plus la situation a des conséquences. La relation avec la personne aidée se trouve profondément changée. Quand on s'immisce de manière quotidienne, parfois très intime dans la vie de son proche, on ne peut pas s'étonner que cela ait des impacts sur sa vie.

Dans notre sondage, nous avons posé la question de savoir ce qui leur coûtait le plus. Les gestes du quotidien, qu'il s'agisse de se lever, de s'habiller, de manger, et plus encore tout ce qui relève de l'intime, se laver, accompagner aux toilettes, sont considérés comme les plus pénibles et les plus difficiles à réaliser. Plus les gestes à accomplir relèvent de l'intime, plus ils sont difficiles à supporter pour l'aidant. L'aide pour entretenir le lieu de vie, pour accompagner son proche dans ses déplacements, pour l'aider dans la gestion de ses finances, dans les démarches administratives, sont ressentis comme moins pénibles que les gestes qui relèvent de l'intime. Le fait d'être plusieurs à s'occuper du proche dépendant apparaît comme un facteur permettant de mieux vivre sa situation d'aidant.

Ce qui a émergé dans notre sondage, c'est la culpabilité. Une large majorité d'aidants interrogés admet éprouver une réelle culpabilité lorsqu'ils ont envie, et cela arrive, de tout laisser tomber. Cette culpabilité contribue à l'épuisement moral des aidants, beaucoup l'éprouvent à l'idée de devoir placer leur proche dans un établissement spécialisé. C'est quelque chose de très violent. Cette culpabilité se ressent également lorsqu'ils se prennent à rêver à avoir un peu de temps pour eux. Ce sentiment de culpabilité très massivement partagé, explique aussi à quel point le droit au répit créé en 2015 est aujourd'hui complexe à activer. Les aidants ont du mal à envisager la séparation, et en même temps ils s'en veulent de voir leur affection s'éroder, voire disparaître, sous les effets du poids de la prise en charge. Ils s'en veulent de ne pas en faire assez, ou de penser parfois qu'il serait préférable que tout s'arrête. Les structures de maison des aidants, des seniors et des aidants, comme il vient de s'en ouvrir à Rennes, où l'on trouve des informations, des soutiens, ont leur rôle à jouer, ainsi que les associations dont vous occupez Anne DELAHOUSSE sont très précieuses.

Il reste que les dispositifs d'aide et de soutien se révèlent aujourd'hui méconnus de la grande majorité des aidants. En dehors du don de RTT qui est connu par près d'un aidant actif sur deux sans doute parce que les entreprises informent, les autres services existants peinent à franchir le cap du tiers des connaisseurs. Soixante-huit pour cent des aidants déclarent ne pas connaître le congé de solidarité familial ou le droit au répit. De même, 64 % d'entre eux expliquent ne pas connaître le congé de proche aidant. Les besoins exprimés par les aidants confirment le bilan dressé par l'enquête. Même si les attentes sont multiples, ils citent le plus souvent la possibilité de disposer de systèmes d'aide à domicile vingt-quatre heures sur vingt-quatre, c'est un rêve d'aidant, de l'aide ponctuelle qui viendrait répondre à des besoins imprévus ou urgents, face auxquels ils ont aujourd'hui peu de solutions. La pire situation qui peut arriver à un aidant et sa grande angoisse, c'est de se retrouver face à un imprévu qui va l'obliger à devoir s'absenter et ne plus être capable d'aider son proche. Au-delà de ces aides concrètes, il s'agirait également de faciliter l'accès aux aides existantes, ce qui sous-tend en amont de bien les faire connaître.

Nous avons posé la question de savoir s'il était plus facile d'être aidant en ville ou à la campagne. Selon notre sondage prendre en charge une personne en perte d'autonomie ou lourdement malade est plus compliqué à la campagne qu'à la ville. On pourrait penser qu'à la campagne il y a une sorte de solidarité, de proximité avec ses voisins, il semble que non, et la dispersion de l'habitat qui oblige à prendre sa voiture, l'éloignement des structures d'aide ou de soins, complexifient le quotidien des aidants ruraux et transforment la vie en un véritable parcours du combattant. C'est une réalité que les

pouvoirs publics devront encore plus prendre en compte, alors que les réflexions sur la future loi Grand Age sont engagées.

Joël JAOUEN, Président France Alzheimer

On a parlé de dépendance, de personnes dépendantes, mais il faut franchir le pas et dire que c'est la maladie d'Alzheimer qui est au rendez-vous, les chiffres des EHPAD le prouvent. Je suis un ancien aidant, j'ai vécu la maladie, je n'ai pas choisi d'être un aidant, c'est quelque chose que l'on doit assumer. Comme tous les aidants, j'ai eu une période de déni qui malheureusement pénalise pour commencer à remplir sa vraie vie d'aidant. Ensuite, il y a un diagnostic, une acceptation, et plus le diagnostic est précoce plus la vie de l'aidant sera au rendez-vous et plus efficace. En 1985, des aidants se sont rapprochés de professionnels de santé et c'est comme cela qu'est née France Alzheimer, et très vite est apparu le concept d'accueil de jour.

Aujourd'hui, France Alzheimer c'est 99 associations qui maillent tout le territoire métropolitain et l'outremer, c'est plus de 22 000 adhérents, c'est 48 salariés au siège à Paris, avec 4 missions principales. Premièrement, des missions sociales, c'est là que l'on est directement en relation avec les aidants. Nous proposons un entretien individuel avec des psychologues, puis des groupes de parole, et des halte relais qui s'adressent au malade et à l'aidant, et nous avons des cafés mémoire et à Rennes les Bistrot mémoire. Nous proposons des séjours vacances, nous avons dix-huit sites en France de séjours vacances, l'aidant et son malade peuvent partir en vacances. France Alzheimer c'est aussi un organisme de formation, nous avons des financements d'Etat de la CNSA, Caisse Nationale de Solidarité de l'Autonomie, et depuis cinq ans nous avons formé plus de 80 000 aidants. Un aidant bien formé est un aidant qui sera mieux équipé pour faire face au quotidien. C'est une formation de six modules, le premier module c'est une généralité sur la maladie, le deuxième porte sur les aides, on s'adjoint les services de personnes compétentes, les CLIC. Nous avons besoin des CCAS quand nous nous implantons territorialement pour créer une formation des aidants.

Une parenthèse pour dire que ce n'est pas une exclusivité des adhérents de France Alzheimer puisqu'il s'agit de financements publics. France Alzheimer est également un organisme de formation professionnelle. Nous sommes le premier financeur privé associatif de France et nous venons de créer un fonds de dotation pour être des acteurs plus performants pour le financement de la recherche, parce que la solution viendra de la recherche. La quatrième mission est une action de plaidoyer envers le grand public et les pouvoirs publics, d'autant que nos médicaments sont dé-remboursés. Nous souhaiterions savoir si les 130 millions économisés par le déremboursement des médicaments vont être mis au service des aidants, nous aurons la réponse pour la fin de l'année.

Le « baluchonnage » est un concept qui vient du Québec, le mot serait en France « relayage ». C'est un auxiliaire de vie qui viendrait remplacer l'aidant, et cela peut durer jusqu'à deux semaines, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, c'est au stade expérimental actuellement et ce concept qui fonctionne au Québec c'est 10 € par jour de reste à charge de l'aidant. Pour les aidants des plateformes de répit sont mises en place, portées par des accueils de jour qui permettent à l'aidant d'avoir un vrai répit. Le plan des maladies neuro-dégénératives a fait que cela s'est étendu à d'autres pathologies, cela oblige donc le personnel à se former aux autres pathologies que sont Parkinson et la sclérose en plaques. Nous nous battons pour les hébergements temporaires car souvent ils ne le sont pas, ce n'est pas rentable d'avoir du temporaire.

Il a été dit que la loi d'adaptation de la société au vieillissement a accordé du répit financier aux aidants, mais pour l'instant c'est le parcours du combattant pour avoir cette aumône qui correspond à deux jours de répit. Nous sortons dans trois semaines

du plan des maladies neuro-dégénératives qui existe depuis 2014, mais nous sortions, nous Alzheimer, d'un plan 2008-2012 très efficace, les MAIA, les ESA ont prouvé leur efficacité. Nous avons parlé de l'habitat, nous voulons tous vivre à domicile, mais avec cette pathologie qui s'appelle Alzheimer c'est un défi qui est rarement relevable. J'essaie de faire passer ce message au niveau national et notre mission c'est d'accompagner l'aidant dans une notion de lucidité pour prendre les bonnes décisions au bon moment. L'entrée en établissement doit être un choix et non pas une fatalité. Or, c'est trop souvent une fatalité et pour l'aidant c'est un échec, et un échec c'est de la souffrance qui se rajoute à la souffrance existante. Nous devons faire passer des messages aux aidants en leur disant qu'ils doivent se déculpabiliser. Dans le plan 2008-2012 il y avait des Pôles d'Activité de Soins Adaptés qui permettent une meilleure prise en charge au sein d'un établissement.

Je souhaite vous parler des aidants en activité professionnelle dont j'étais. Ma femme et moi étions dans la restauration, et quand vous accompagnez un malade Alzheimer et que vous faites quatorze heures par jour, il vous reste peu de temps. C'est ce que j'appelle les dégâts collatéraux. Il faut être tolérant vis-à-vis des aidants, ce sont des personnes qui vivent des moments difficiles. Nous sommes dans une démarche de villes aidantes Alzheimer, nous souhaitons changer le regard sur les malades. Les gendarmes, les pompiers ne sont pas formés, nous avons fait une convention nationale avec la gendarmerie et les pompiers, c'est signé. Nantes vient de rejoindre les villes aidantes Alzheimer. Nous allons sensibiliser les polices municipales, les commerçants, nous avons besoin de changer notre regard et de collaborer à cette tolérance que nous réclamons.

Nous venons de nous lancer dans un programme d'éducation thérapeutique du patient, tout est lié, et cela apporte quelque chose à l'aidant également. D'autre part, nous faisons des ateliers de stimulation cognitive, de la musicothérapie, et dans le Finistère nous avons testé la « rigologie », cela fait du bien à tout le monde. Il y a plein de ressources à aller chercher, et nous les associations nous devons nous mettre au service des aidants pour aller chercher ces ressources. Nous avons sorti un Livre blanc dont le gouvernement s'est inspiré pour parler de la prise en charge des aidants en activité professionnelle. Il est question de donner 43 € pour trois mois, nous allons nous battre pour que ce soit plus car ce n'est pas suffisant, mais c'est mieux que rien.

Floria FINOT

Je passe la parole à Virginie PORTAIS, Responsable de la Maison des Aidants à Nantes dont elle va nous présenter le fonctionnement, les missions.

Virginie PORTAIS, Responsable de la Maison des aidants Ville de Nantes

Je suis responsable de la Maison des aidants qui est un service de la ville de Nantes qui a ouvert il y a plus de dix ans. Nous sommes ouverts à tous les aidants quel que soit leur lieu d'habitation et nous nous adressons à des personnes qui ont plus de 60 ans, quelle que soit leur pathologie, ou aux aidants de personnes qui ont une maladie neuro-dégénérative. Nous sommes une plateforme de répit et d'accompagnement pour les aidants, ce sont des structures qui sont issues du plan Alzheimer 2008-2012. Les aidants peuvent nous solliciter en individuel pour des entretiens avec une psychologue pour parler de leur vécu d'aidant, de leurs difficultés, de leur culpabilité à prendre du temps pour eux, à faire appel à des services extérieurs, à prendre des décisions à la place du proche. Je suis aussi conseillère sociale à la Maison des aidants, ils peuvent donc me solliciter pour avoir des informations sur les aides qu'ils peuvent mettre en

place, les dispositifs de répit, pour un accompagnement dans certaines démarches en fonction de leurs besoins.

Nous mettons en place des activités collectives pour répondre aux besoins de formation des aidants par rapport à différentes pathologies, et pour cela nous faisons appel à des professionnels du Centre mémoire de l'Hôpital Nord-Laennec. Nous mettons en place des formations avec l'Association Française des Aidants pour permettre à l'aidant de réfléchir sur quel aidant il est, quelles sont ses limites, comment il accompagne son proche, comment il peut trouver des ressources dans son environnement pour accompagner son proche. Nous mettons en place des activités pour permettre aux aidants d'échanger, de partager leur vécu, ils peuvent s'enrichir de l'expérience des autres. Nous avons des activités pour permettre aux aidants de prendre du temps pour eux, de s'accorder une pause dans leur quotidien. Nous faisons des ateliers de relaxation, des soins socio-esthétiques, des ateliers de sophrologie, de chi-gong, de méthode Feldenkrais, nous avons une palette tout au long de l'année pour permettre aux aidants de souffler.

Pour permettre aux aidants d'accéder soit aux entretiens, soit aux activités collectives, nous avons la possibilité d'accueillir le proche aidé pour permettre à l'aidant de venir sereinement à la Maison des aidants. Nous accueillons le proche pour des activités occupationnelles. Nous sommes dans le bon temps partagé pour que ce soit un moment de plaisir pour le proche aidé qui vient à la structure. Nous mettons en place des activités collectives pour permettre aux aidants de restaurer le lien avec leur proche, pour partager un moment agréable, et ne plus voir son proche comme celui que l'on accompagne, un objet de soins, mais comme une personne qui a encore des capacités, qui peut faire des activités. Pour cela, nous avons des ateliers de musicothérapie, de chant, de rigologie, des ateliers d'activités physiques adaptées, et nous avons un volet d'activités sur la vie sociale et le loisir parce que quand on est aidant on n'a plus le temps de s'organiser des loisirs, on a moins d'invitations de la part de ses amis, la maladie peut isoler. Nous proposons donc des sorties qui se terminent par un verre dans un café parce c'est aussi cela la vraie vie, et nous organisons des séjours de vacances où l'objectif est double. C'est aussi permettre de partir en vacances avec son proche dans un cadre sécurisant parce qu'accompagné par des professionnels, et pouvoir partager du temps avec le proche, être en vacances, avoir du temps de répit, pouvoir souffler.

Au niveau de la Maison des aidants et au niveau de la ville de Nantes il y a une volonté de soutenir les aidants et en complément nous développons depuis un an une halte-répit, c'est la possibilité d'accueillir les proches pour permettre à l'aidant d'avoir du temps libéré. Il n'y a pas d'obligation de régularité de fréquentation, les personnes signent un contrat avec la Maison des aidants et inscrivent leur proche en fonction du besoin de temps libéré et les proches vont faire des activités de stimulation, des activités occupationnelles. Depuis 2016, la ville de Nantes a également développé une aide au répit, c'est une aide financière qui est accordée aux personnes de plus de 55 ans pour permettre à l'aidant d'avoir du répit. C'est l'intervention d'un service d'aide à domicile pour avoir du temps libéré, en sachant que son proche va être accompagné par une auxiliaire de vie à domicile sur le temps d'absence de l'aidant avec le soutien financier de la ville de Nantes. Pour ce faire, nous avons un partenariat avec dix services d'aides à domicile sur la ville. Madame BELEC, qui est une aidante, va vous expliquer ce qu'elle a trouvé à la Maison des aidants.

Madame BELLEC, Aidante

Mon mari a la maladie de Parkinson depuis 2008 et a fait un AVC en 2016, et à l'hôpital il partageait sa chambre avec un monsieur dont la femme connaissait la Maison des

aidants. Je n'avais jamais entendu parler du mot « aidant ». J'en ai entendu également parler avec France Parkinson, et avec la psychologue de la neurologie. A 56 ans, je me suis retrouvée en arrêt maladie, et je suis allée à la Maison des aidants avec une amie et j'ai commencé les activités. J'ai d'abord été reçue par la psychologue, et je pense avoir fait, depuis trois ans et trois mois que je fréquente la Maison des aidants, tous les ateliers. Je ne suis pas d'accord pour avoir une aide à domicile car mon mari ne me lâche pas du regard, me suit partout, c'est très fatiguant nerveusement, et pour être tranquille il faut que je quitte la maison et ce n'est pas l'idéal. Je préfère l'organisation avec la Maison des aidants car mon mari est pris en charge par l'animatrice et je n'ai rien à organiser, à anticiper.

Pour moi, et je pense parler au nom de pas mal de personnes qui fréquentent la Maison des aidants, c'est vital. Sans la Maison des aidants je me serais suicidée avec mon mari, ou je serais à l'hôpital psy de Nantes, ou j'aurais craqué physiquement. Grâce à la halte au répit, vendredi je vais voir un ostéopathe, je commence petit à petit à penser à moi. J'attends une place en EHPAD pour l'accueil temporaire de trois jours car je ne veux plus être aidante à domicile, je suis épuisée. J'ai la chance d'avoir des amies infirmières à domicile qui m'emmènent parfois à Paris quelques jours, je suis relativement entourée, et j'ai une pensée pour ma fille qui a 26 ans qui est deux fois aidante, aidante de sa mère et aidante de son père, et qui fait les gestes d'hygiène, de proximité avec son père quand je vais quelque part.

Virginie PORTAIS

C'est le rôle de la Maison des aidants d'amener les aidants à déculpabiliser. Nous leur disons de prendre soin d'eux pour mieux accompagner, de prendre du temps pour eux, de faire des activités, de partager des moments de détente avec leur proche, parce que quand on voit uniquement le proche à travers la relation de soins, on n'a plus cette envie de partager des moments de détente.

Nous essayons de leur faire prendre conscience de l'importance de faire appel à des relais professionnels et de garder cette notion temps partagé ensemble. L'entrée en établissement n'est pas la fin du rôle d'aidant, c'est un nouveau statut, c'est une nouvelle relation avec son proche, ce sont des relations à construire avec l'établissement, les professionnels, c'est un moment charnière dans l'accompagnement, un soutien psychologique est proposé et des activités. Nous proposons pour déculpabiliser les aidants des formations sur l'entrée en institution et nous délocalisons ces formations dans des EHPAD pour permettre aux aidants de voir ce qu'est un EHPAD, comment cela se passe à l'intérieur parce qu'il y a beaucoup de représentations sur les EHPAD. Au décès du proche nous accompagnons aussi ce moment, et nous permettons à l'aidant de continuer pendant un trimestre les activités et de bénéficier du soutien psychologique s'il en a besoin.

Floria FINOT

Je vous remercie d'avoir témoigné. Je vais laisser la parole à Anne DELAHOUSSE qui est la fondatrice de l'Association Votre Second Souffle.

Anne DELAHOUSSE, Fondatrice/Coordonatrice Association Votre Second Souffle

Votre Second Souffle est une jeune association avec une double mission, la première est d'informer, conseiller, orienter vers les stratégies qui vont limiter l'épuisement à la fois du proche aidant mais aussi du proche aidé. Pour cela, nous nous appuyons sur des

structures ressources, la Maison des aidants, France Alzheimer, les services d'aide et de soin à domicile. Cela peut être un accompagnement de longue durée pour lever les freins et proposer des stratégies concrètes. Notre deuxième mission est de proposer un service de relais à domicile de moyenne, longue durée, l'objectif c'est de remplacer l'aidant pour qu'il puisse s'absenter de chez lui et aller à la Maison des aidants lorsque l'accueil de jour ou à la halte-répît ne sont pas adaptés. Pour certains aidants c'est compliqué ou lourd de se déplacer avec son proche et cela va être plus rassurant ou moins culpabilisant de laisser son proche à domicile dans ses repères habituels avec quelqu'un qui prend soin de lui.

Cela s'inspire du « baluchonnage » qui fait aujourd'hui l'objet d'expérimentations en France et qui n'est pas transposable tel quel dans notre système français, parce qu'il y a des barrières comme le Code du travail ou autres. Aujourd'hui, les aidants ont surtout besoin de répits réguliers de moyenne durée et nous allons proposer des répits qui vont aller de la demi-journée jusqu'à 48 heures consécutives avec un intervenant unique et au-delà avec un deuxième intervenant. La difficulté ce sont les financements, on dit aux aidants qu'il faut prendre du répît, mais pour autant on ne les aide pas sur le financement. Nous sommes une association mais nos intervenants méritent d'être payés pour ce qu'ils font et les financements ne suivent pas. L'aide au répît de 500 € par an n'est pas activée, mais une aide légale existe dans le cadre du Plan de l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie, elle est estimée à 13 heures maximum par mois et c'est une aide qui participe au reste à charge. Un aidant qui a besoin de partir 48 heures aura au maximum et dans le meilleur des cas 13 heures d'aide financière. C'est un vrai problème aujourd'hui et nous faisons des répits de moyenne, longue durée pour s'adapter aux besoins des personnes mais aussi à leurs ressources financières.

Trois mots clés peuvent définir Votre Second Souffle, la qualité de services, ce sera toujours le même intervenant qui interviendra dans les familles que ce soit hebdomadaire, mensuel, annuel, ce service pourra être sollicité de jour, de nuit, le week-end. Nous apportons un service souple, nous ne sommes pas sur un créneau fixe, nous sommes très attentifs à cette souplesse, aussi bien pour l'intervenant à partir du moment où cela respecte sa qualité de vie, que sur les besoins de la famille. Nous avons un service dédié, ce qui est facilitant pour l'aidant qui va plus facilement nous repérer à partir du moment où nous allons faire uniquement de l'accompagnement des proches aidants et du proche aidé. Cela nous permet de bien nous identifier, d'avoir une offre de services lisibles et nous allons nouer une relation de confiance avec le proche aidant et cela va l'amener à aller vers d'autres services comme la Maison des aidants, les CLIC, ou autres structures ressources. Le deuxième mot qui pourrait nous qualifier c'est la complémentarité, nous ne sommes pas une solution unique, l'aidant et son proche ont besoin de solutions complémentaires, nous faisons partie de cette complémentarité. Si la famille a déjà un panel de dispositifs mis en place nous viendrons compléter là où il y a des manques pour assurer la continuité de services et permettre à l'aidant de s'absenter soit plusieurs jours, soit plusieurs heures. Si rien n'est mis en place, nous serons là pour amener progressivement cette complémentarité. Ce qui est le plus difficile pour l'aidant c'est de s'occuper des actes quotidiens, la toilette, l'habillage, nous le ferons de manière ponctuelle puisque nous remplacerons l'aidant sur tout ce qu'il fait habituellement. Quand pour l'aidant cela devient lourd, cela fait partie de notre rôle de le rassurer et le convaincre qu'il est important de passer le relais et nous le mettons en lien avec des services d'aide à domicile.

Nous avons un acte fondateur au sein de Votre Second Souffle, ce sont les partenariats que nous mettons en place avec les structures pour mettre en place cette complémentarité. Cela va être aussi bien des accueils de jour, que des accueils temporaires, nous orientons vers des accueils temporaires quand nous ne sommes pas cohérents dans

le parcours de l'aidant. Quand un aidant doit s'absenter quinze jours il n'est pas cohérent de faire intervenir notre service parce que financièrement cela va être exorbitant puisque c'est très peu aidé. Nous travaillons donc en lien avec les autres solutions qui sont cohérentes pour le parcours de l'aidant et de son proche. Nous multiplions les partenariats, nous travaillons aussi avec ADT 44 qui est vrai partenaire depuis le début, la mairie de Rezé qui nous a permis de lancer notre offre et qui nous permet d'intervenir sur notre métropole. Nous avons un proverbe dans l'association qui est : « Tout seul on va plus loin, mais ensemble on va beaucoup plus loin ». Le troisième mot clé c'est la continuité de services. Notre objectif n'est pas de remplacer un service qui fonctionne bien dans la famille, mais de venir compléter pour assurer la continuité de services, pour que le proche aidé puisse conserver ses repères habituels. Nous resterons dans ce cas force de proposition sur toutes les solutions complémentaires pour qu'il y ait une continuité entre nous tous.

Nous sommes le second souffle des proches aidants mais pas que. Nous sommes aussi le second souffle pour les proches aidés parce que parfois ce sont eux qui nous contactent en disant qu'ils souhaiteraient que leur femme ou leur mari sorte, c'est culpabilisant pour eux que leur mari ou leur femme se dévoue corps et âme. Les enfants nous sollicitent également en nous disant qu'ils ne veulent plus voir leur mère s'épuiser auprès de leur père, ou leur père s'épuiser auprès de leur mère. Nous sommes le second souffle aussi pour les intervenants, nous avons une équipe de vingt professionnels, souvent des anciens professionnels du secteur, des infirmiers, des aides-soignants qui se sont orientés vers une autre activité et qui se sont éloignés de leur métier de base parce qu'ils ont besoin de retrouver du sens dans l'accompagnement auprès des familles. Ce sont des jeunes retraités ou des personnes qui ont choisi une seconde activité professionnelle ou qui embrayent une reconversion. Je vous remercie.

Joël JAOUEN

Je souhaitais dénoncer le fait que l'aide que l'on donne à la dépendance est fixée par une grille obsolète qui s'appelle la grille GIR. Concrètement, 60% de sa vie un malade atteint de la maladie d'Alzheimer va être GIR4, c'est la période où il est le plus fatiguant, le plus stressant, et c'est là que l'on donne un minimum d'aide. En GIR1, la personne est grabataire, elle est prise en charge par la Sécurité Sociale et l'on donne un maximum d'aide à l'aidant, chercher l'erreur.

ATELIER 2 | Aménagement du territoire : mobilités et parcours résidentiel des personnes âgées



Guillaume MOISSÉ, Chargé d'animation de territoires au Réseau Francophone Villes Amies des Aînés

Je dois excuser Catherine VOGELEISEN de l'Union Sociale de l'Habitat qui n'a pas pu nous rejoindre. Je vais passer la parole à Madame Françoise RIVOIRE, Adjointe au maire de Lyon et à Madame Françoise CHARLES, Directrice de l'Action Sociale à Saint-Sébastien-sur-Loire. En premier lieu, nous allons regarder une vidéo sur un projet autour des HLM à Lyon que Madame VOGELEISEN aurait dû nous présenter. (Projection vidéo). Si vous avez des questions vous pouvez écrire au Réseau Francophone qui vous communiquera les coordonnées des personnes qui pourront répondre à vos questions à l'USH et vous donner une présentation textuelle de ce que Madame VOGELEISEN devait présenter.

Françoise RIVOIRE, Adjointe au Maire de Lyon, déléguée aux Liens intergénérationnels et aux Personnes Âgées

Lyon Métropole Habitat est un bailleur social qui est impliqué sur le vieillissement depuis de nombreuses années. Ils ont travaillé avec la charte Rhône + qui était déjà de l'adaptation de l'habitat au vieillissement, et nous travaillons avec eux sur l'adaptation du logement au niveau de la métropole. L'objectif étant de repérer ces appartements et de les réaffecter aux personnes vieillissantes, parce qu'aujourd'hui ces appartements retombent dans le pot commun et peuvent être attribués à un jeune couple qui n'a pas l'utilité de l'adaptation. Lyon Métropole Habitat est un partenaire très actif sur cette charte qui va être votée à la métropole de Lyon d'ici la fin de l'année.

Françoise CHARLES, Directrice Action Sociale et Solidarité Saint-Sébastien-sur-Loire

A Saint-Sébastien-sur-Loire, petite ville de 27 000 habitants proche de Nantes, nous avons des programmes sur le logement pour les seniors, mais ce n'est pas qui m'amène aujourd'hui, et je vais faire une transition pour vous parler de mobilité. Nous sommes entrés dans la démarche Villes Amies des Aînés en 2016, nous avons fait tout ce qui est préconisé dans le guide, dont une restitution publique en mars 2017, et plus de 70 habitants ont participé à nos groupes focus. Cela nous a amenés à un plan d'action, à des

groupes de travail entre janvier et juin 2018, nous avons 39 participants sur 5 thèmes, l'aménagement de l'espace public, la perte d'autonomie, la prévention routière et les modes de transport qui nous amenaient à cette question de la mobilité. Sur cette thématique de la mobilité, une trentaine d'habitants continuent à participer à nos différents groupes de travail. Il a été suggéré par ces habitants de créer un point mobilité, c'est un dispositif d'évaluation de toutes les questions de mobilité auprès des seniors et arbitrairement nous avons décidé que ce sont les personnes de 60 ans et plus qui sont concernées par le point mobilité. Nous avons deux coordinatrices qui font des visites à domicile, qui font une évaluation des problèmes de mobilité que le senior évoque, ce qui nous permet de constater ce qui existe dans son entourage, et ce à quoi il aurait droit et qu'il n'a peut-être pas saisi. Je pense notamment à au dispositif « Chèque sortir plus » avec les caisses de retraites, au dispositif de transports en commun, nous sommes très bien desservis, nous leur expliquons comment cela fonctionne. Quand les dispositifs évoqués ne répondent pas aux problèmes de mobilité, nous proposons le transport solidaire. L'objectif est d'inciter les seniors en perte de mobilité à sortir de chez eux, à prévenir l'isolement, et à favoriser le maintien du lien social.

Le transport solidaire est l'un des outils de notre point mobilité. Le club de hand de la commune de Saint-Sébastien dispose de deux minibus et n'en met qu'un seul à notre disposition. Nous remboursons 60 centimes du kilomètre et nous avons un agent en reclassement à qui nous avons proposé de devenir chauffeur. Cela fonctionne surtout le mardi et le vendredi matin, ce sont les jours de marché sur la commune. Nous ne nous plaçons pas volontairement sur des rendez-vous médicaux, sauf exception, nous ne souhaitons pas faire concurrence aux taxis ou aux autres dispositifs et associations. Nous accompagnons pour des rendez de bien-être, chez le coiffeur par exemple, à l'EHPAD, pour aller voir le conjoint, au cimetière, sur les activités de loisir, pour aller jouer aux cartes chez l'ami qui habite à deux ou trois rues, nous nous plaçons là où les courses sont trop courtes et peu rentables pour les taxis. Nous avons un planning sur une semaine que nous prévoyons à l'avance, nous ne demandons pas les ressources des personnes, mais nous avons un tarif sur cette course et l'aller-retour est à 1 €. Les personnes achètent des cartes de plusieurs trajets qu'elles poinçonnent, nous sommes restés sur un prix modique, mais nous ne souhaitons pas que ce soit gratuit. En revanche, ce n'est pas un service accompagné, le chauffeur ne fait pas d'aide à la mobilité, il n'aide pas les personnes à déambuler sur le marché, ils ne les aident pas à porter leurs courses. La proposition que nous avons aujourd'hui n'est pas parfaite, mais elle répond déjà à un besoin. Nous avons 60 utilisateurs, je devrais dire utilisatrices, nous avons quelques couples, mais ce sont très majoritairement des femmes. Les dames sont ravies d'aller sur le marché, il y a une vraie dynamique, elles sont contentes de se retrouver le mardi et le vendredi, d'y aller ensemble, de s'échanger des recettes. Pour nous le pari est tenu de sortir de chez soi, de rompre l'isolement et d'avoir du lien social. Nous allons investir dans un véhicule pour être plus autonome et faire plus de tournées. Nous travaillons à la constitution d'un groupe de bénévoles pour faire chauffeur solidaire, l'accompagnement à pied, en bus, et du covoiturage et pour se déplacer hors commune. Comme nous sommes sur un minibus mutualisé avec une association nous restons pour l'instant uniquement sur la commune de Saint-Sébastien, il n'y a pas de déplacements hors commune. Des ballades de quartier sont organisées par nos habitants qui participent aux groupes pour repérer en déambulation ce qui peut être de l'ordre de l'aménagement de l'espace public.

Intervenante dans la salle

Vous avez dit que le minibus n'était pas le seul support pour la mobilité. Les autres supports sont-ils ceux que vous venez de décrire ou y a-t-il d'autres supports ?

Françoise CHARLES

Les autres supports c'est l'accompagnement à prendre le bus, nous indiquons les horaires, où passe le bus, comment le prendre, où acheter les tickets. On va prendre le bus avec la personne âgée pour la rassurer car cela fait peur de prendre le bus, il va vite, il freine brutalement, certaines personnes ne veulent pas laisser leur place. Il y a également le fait d'aller chercher des solutions telles que les « Chèques sortir plus » avec les caisses de retraite, savoir ce à quoi ils peuvent prétendre avec le CLIC, si un déambulateur ne serait pas mieux qu'une canne. Le transport solidaire est un outil du point mobilité parce que la mobilité s'envisage sous différentes formes.

Dans le groupe qui travaille avec nous les questions de mobilité nous avons des habitants mais également des professionnels, dont un ergothérapeute de l'équipe d'adaptation et de réadaptation Alzheimer. Sur le projet d'achat nous sommes en train de rédiger le cahier des charges avec l'ergothérapeute, avec le CLIC, avec plusieurs partenaires et nous sommes allés voir d'autres communes qui ont des véhicules pour le faire le mieux possible. Quand notre réseau de bénévoles sera constitué, nous engagerons des formations à la conduite, à l'éco-conduite, à la conduite avec des personnes âgées ou en situation de handicap. Nous avons un partenariat avec l'école de kiné de la commune, nous travaillons sur des ateliers de prévention des chutes, nous avons mis en place un parcours santé, ce sont les habitants qui ont choisi le site et les agrès.

La recherche de bénévoles va se faire pour accompagner avec leur véhicule propre, pour accompagner à pied, dans le bus, sur des activités, c'est une recherche que nous faisons en mutualisation avec les deux centres socioculturels de la commune. Plus généralement, nous cherchons des bénévoles pour le CCAS, mais également pour le centre socioculturel. Nous cherchons à faire un état des lieux des besoins en bénévolat et des personnes qui souhaiteraient donner du temps quel que soit le niveau d'engagement.

Guillaume MOISSE

Nous allons continuer sur la mobilité avec Françoise RIVOIRE.

Françoise RIVOIRE

Je retrouve des similitudes concernant la mobilité sur la ville de Lyon mais à une échelle différente, nous avons la même problématique, le manque de mobilité crée de l'isolement et un manque de lien social. Nous avons commencé à travailler dans nos résidences autonomie, la Ville de Lyon a la chance de gérer, via le CCAS, 15 résidences autonomie seniors. Nous avons souhaité que ces résidences soient ouvertes sur les quartiers et nous accueillons en plus de nos résidents les seniors du quartier. Nous avons la chance d'avoir dans ces résidences une psychomotricienne et un ergothérapeute qui font des ateliers de mobilité, de lutte contre les chutes et autres. Les psychomotriciennes ont constaté que même en résidence, en lieu collectif, la personne âgée a tendance à se refermer sur elle-même et nous avons de l'isolement même dans nos résidences. Les psychomotriciennes ont créé une dynamique qui s'appelle « A petits pas dans mon quartier » qui a été valorisée par le Réseau Francophone sur la mobilité. « A petits pas dans mon quartier » c'est déterminer avec la personne âgée le nombre de pas qu'elle fait de son appartement au restaurant par exemple, et de lui indiquer que de son appartement au coiffeur d'à côté c'est une fois et demi les pas qu'elle fait pour aller au restaurant. C'est faire comprendre à la personne âgée que rester dans son quartier ce n'est pas si problématique que cela, la distance est plutôt courte. Nous avons travaillé sur ce service de proximité et dans toutes nos résidences nous avons fait un plan pour déterminer le nombre de pas nécessaires pour aller à la boulangerie,

chez le coiffeur, chez le boucher, le médecin, le pharmacien, cela a permis de redynamiser les personnes âgées.

Nous avons également essayé d'apporter des choses nouvelles et nous avons organisé avec le CEREMH qui est une association qui s'occupe de la mobilité, des ateliers de mobilité en partenariat avec la CARSAT qui nous a aidé à les financer. Le CEREMH est venu dans nos résidences pour expliquer aux personnes âgées que l'on pouvait faire du vélo à tout âge, que l'on avait des moyens de transport qui étaient disponibles et qui pouvaient être sollicités pour les personnes âgées. La marche est le moyen de déplacement le plus important pour les aînés et j'ai travaillé avec mon collègue adjoint au sport et nous avons mis en place une application par téléphone qui s'appelle « En forme à Lyon », ce sont des parcours dans la ville de Lyon qui permettent de faire de l'activité physique et de découvrir la ville. Nous avons adapté ces ateliers pour proposer de l'activité physique notamment dans nos résidences et les coachs se sont adaptés à la personne âgée. Les aînés ont pu faire du hockey, du mini-golf, de la pétanque, des jeux d'orientation, de l'initiation à la marche nordique, cela a été un bonheur pour eux de faire des choses différentes.

Même si le réseau de transport en commun de la ville de Lyon est plus accessible que celui de Paris, puisque toutes nos stations sont accessibles via ascenseur ou escalier roulant, j'ai souhaité que la Ville de Lyon travaille sur la mobilité. Depuis 2015, j'organise chaque année à l'automne « La Semaine européenne de la mobilité » avec des ateliers que nous avons construits avec le SYTRAL qui est le Syndicat de transport lyonnais, et KEOLIS. Nous sommes allés à la rencontre des seniors pour leur demander quelle était leur perception des transports en commun dans la ville de Lyon et ce qui pourrait être fait pour améliorer les choses. Avec les psychomotriciennes nous avons établi un questionnaire, nous avons eu 230 réponses, KEOLIS et le SYTRAL sont venus expliquer aux aînés comment répondre à leurs problématiques. Nous avons également travaillé avec la ligue d'athlétisme Auvergne Rhône-Alpes, avec des partenaires tels que la CARSAT et AG2R la Mondiale. La CARSAT invite des seniors à venir découvrir des ateliers de mobilité et en a découlé « Les lundis de la forme », où une fois par mois des coachs de la ligue d'athlétisme reçoivent des personnes âgées qui se sont inscrites sur un petit déjeuner, avec une conférence d'une demi-heure, et de l'activité physique que l'on peut faire dans les différents parcs de la ville de Lyon. Nous avons la chance sur Lyon d'avoir un institut du vieillissement qui a fait un partenariat avec une startup. Cette dernière a développé des parcours de marche, un coach et un médecin reçoivent les seniors, déterminent ce qu'ils sont en capacité de faire, et leur donnent des pas à faire dans une semaine et au bout d'une semaine ils peuvent avoir un bonus. La Ville de Lyon est partenaire en offrant différentes entrées dans ses établissements culturels, ou des entrées à des conférences. Nous travaillons également sur la signalétique, pour bien se déplacer il faut que ce soit bien signalé. Nous développons, par l'intermédiaire de notre CCAS, nous organisons des séjours de 8 jours avec l'Agence Nationale des Chèques Vacances des séjours de 8 jours qui sont destinés aux aînés de la ville. Tous les étés nous organisons des sorties à la journée pour les aînés qui restent seuls en ville et qui souffrent d'isolement.

Intervenante dans la salle

Travaillez-vous l'espace public ?

Françoise RIVOIRE

Nous le travaillons, je suis adjointe dans mon arrondissement à la voirie, cela m'interpelle particulièrement. Je ne peux pas dire que toute la ville de Lyon est accessible, mais nous essayons de travailler sur le mobilier urbain. J'ai fait une expérimentation qui

est un échec, nous avons installé des assis-debout qui servent aujourd'hui à accrocher les vélos, je pense que le mobilier par lui-même n'était pas bien choisi. Dans le Réseau Francophone notre fil rouge c'est de travailler sur toutes les thématiques parce qu'elles se rejoignent toutes. C'est complexe car nous avons beaucoup de politiques qui sont en silos, et je me bats pour que mes collègues entendent que le vieillissement soit une thématique qui doit être prise en compte au moment de la construction de la ville, c'est parfois un peu compliqué.

Intervenante dans la salle

Il y a des besoins universels, il est important de rassembler les besoins des personnes en situation de handicap et les besoins des personnes âgées, pour autant à aucun moment on ne fait le croisement.

Françoise RIVOIRE

Je pense qu'une personne âgée n'a pas envie qu'on lui dise qu'elle est handicapée. La Commission communale d'accessibilité fonctionne bien sur la ville de Lyon, mais je pense qu'elle est encore trop orientée handicap et pas assez vieillissement, il faut trouver un juste équilibre.

Guillaume MOISSE

Merci Françoise RIVOIRE. Avez-vous des questions sur le projet de Saint-Sébastien-sur-Loire ?

Intervenante dans la salle

Concernant les professionnels du transport, il y a une charte, des règles. Avez-vous travaillé avec les professionnels du transport ?

Françoise CHARLES

Nous n'avons pas interrogé les professionnels du transport, nous ne les avons pas non plus recensés. Nous sommes partis avec le projet que nous avons en restant sur des courses courtes non rentables pour des taxis, nous ne sommes pas allés sur leur secteur, nous ne leur faisons pas de concurrence. Nous n'avons pas eu de réaction de leur part, mais nous sommes sur des choses qu'ils ne feraient pas de toute façon, mais la question va se poser quand nous allons sortir de la commune. Tout ce que nous faisons est réfléchi avec les habitants, et certains habitants vont être chargés de prendre contact avec des associations, la coordinatrice sera chargée de prendre contact avec le syndicat des transports, nous allons les faire venir et discuter, mais pour l'instant nous n'avons pas creusé cet aspect.

Intervenante dans la salle

J'ai l'impression que les habitants que vous accompagnez sont autonomes, vous n'allez pas les chercher à domicile, il n'y a pas d'accompagnement jusqu'à la voiture.

Françoise CHARLES

Le chauffeur va au pied de l'immeuble ou de la maison, il aide la personne à monter, à

descendre, à monter ses courses éventuellement dans le minibus, mais il n'aide pas à déambuler, ce n'est pas un service accompagné. C'est quelque chose que nous allons travailler dans un second temps avec un chauffeur qui sera formé, avec les techniques d'aide au levage, la mobilité, etc., et cela concerne un autre public. C'est ce que nous souhaitons travailler avec le réseau de bénévoles, nous ne sommes pas allés jusque là pour l'instant. Ce qui ne veut pas dire que nous ne l'avons pas à l'esprit, il y a des personnes qui ont un problème de mobilité « ++ » que nous n'accompagnons pas encore, l'offre n'est pas parfaite, c'est le démarrage de quelque chose. Mais chez nous, il y a les transporteurs, les Uber, les taxis, les aides à domicile, les autres associations plus ou moins lucratives, il faut que tout le monde puisse travailler, notre objectif n'est pas d'arriver à un équilibre budgétaire, c'est d'aller là où les autres ne vont pas.

Guillaume MOISSE

Monsieur HARDOUIN avez-vous quelque chose à ajouter en tant qu' élu ?

Monsieur HARDOUIN, Adjoint au Maire Saint-Sébastien-sur-Loire

C'est un travail qui a été réalisé en partenariat avec l'ensemble des personnels de mairie et des élus. Le problème de mobilité est un problème récurrent et il faut trouver des solutions, ce qui a été fait sur Saint-Sébastien a éveillé de l'intérêt et nous allons continuer dans cette voie.

Françoise CHARLES

La démarche Villes Amies des Aînés ce sont des services, l'ensemble des élus, et les habitants de la commune, y compris les partenaires qui ne sont pas habitants directs mais qui vont intervenir sur la commune, si le travail n'est pas fait en transversalité nous allons rater quelque chose à un moment donné. Si le CCAS porte seul la démarche Villes Amies des Aînés, cela ne sert à rien.

Guillaume MOISSET

Je vous remercie d'avoir apporté un éclairage particulier et je vous félicite pour la qualité de votre projet.

ATELIER 3 | Programme Villes Amies des Aînés, bilan et perspectives : vers un nouveau mandat



Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du RFVAA

Un nouvel atelier spécifique autour du programme Villes Amies des Aînés. L'idée est de regarder en quoi cela peut être un apport pour les territoires qui se sont déjà engagés dans la politique publique mise en œuvre, la perspective est de vous donner des éléments structurés. L'une des volontés du réseau est de ne pas démarcher les territoires, cela demande un engagement, de faire changer les regards vis-à-vis des autres interlocuteurs de la collectivité dans laquelle on est, de ce fait il faut prendre le temps de cheminer et en fonction des uns ou des autres le rythme n'est pas le même. Entre le premier contact avec une collectivité et l'adhésion réelle, deux ans se passent. Durant ces deux ans il y a une prise de conscience de la culture qu'il faut faire changer, et il faut étayer le regard que l'on a personnellement, car souvent le premier contact vient soit d'un élu, soit d'un professionnel, soit d'un habitant éclairé.

On ne tombe pas dans un territoire vierge quand on devient Villes Amies des Aînés et de ce fait on recentre la capitalisation de tout ce qui a pu exister, il n'y a pas un avant et un après, il y a un chemin et des temps pour chacune des étapes. Je ne rentrerais pas dans la méthodologie Villes Amies des Aînés, nous avons des ouvrages et des formations pour cela. Le processus c'est un engagement de territoire, une délibération, un diagnostic et une analyse sur les huit thèmes de l'environnement social et de l'environnement bâti pour regarder ce qui existe, ce qui fonctionne et ce qui serait à faire progresser. C'est une démarche participative avec les habitants pour croiser les regards et les compréhensions du territoire et ensuite c'est la mise en œuvre d'un plan d'action. Nos trois intervenants sont Véra BRIAND, Adjointe au maire de Rennes, trésorière du réseau, qui est très engagée pour sa ville et le réseau. Carlyne BERTHOT, Chargée de mission à la ville de Grenoble, et doctorante sur cette question de Villes Amies des Aînés. Audrey LE PRIOL, Responsable du service de personnes âgées de Saint-Herblain. Je pose la question suivante à nos trois intervenantes : qu'est-ce qui a changé suite à votre investissement pour vous et votre territoire ?

Véra BRIAND, Adjointe au Maire de Rennes, déléguée aux personnes âgées et au handicap

Cela m'a permis de ne pas être une élue travaillant toute seule, mais travaillant en

transversalité avec ses collègues et en esprit d'équipe avec les collaborateurs. Venant du monde associatif, il était important pour moi que ce soit un travail d'équipe, collaboratif, un travail qui a du sens. Cela a permis de porter une politique au plus proche des aînés, d'être connecté au territoire. « Agir local et penser global » permet un engagement à deux niveaux, un engagement fort dans la municipalité, auprès des équipes techniques, auprès des habitants, et un engagement fort au niveau du réseau. Cela se joue à deux niveaux et l'un ne peut pas se faire sans l'autre. Nous nous sommes engagés en 2011 à faire un diagnostic de territoire, cela permet d'avoir une vision globale du territoire dans lequel on se trouve, et cela a donné du sens à l'action politique que j'ai pu porter dans le cadre de ma délégation. Dès le départ j'ai donné le mot d'ordre de rester humble dans nos actions et nos ambitions, parce qu'il ne s'agit pas de faire pour faire, il s'agit de faire des actions concrètes qui sont entendables et visibles auprès des habitants et qui leur parlent.

Audrey LE PRIOL, Responsable du service de personnes âgées de Saint-Herblain

L'engagement de la ville de Saint-Herblain dans le Réseau Francophone vient confirmer l'engagement de la ville sur une politique seniors qui jusque-là s'adressait aux seniors les plus fragiles, les plus âgés. Le fait de s'engager permet d'aller au-delà d'une dimension médico-sociale, de s'ouvrir sur les seniors de tous âges, et de développer un travail en transversalité. C'est une vraie nouveauté de partager ces enjeux du vieillissement avec les autres directions de la ville qui portent d'autres politiques publiques. Le premier travail avec les autres directions a été de partager les enjeux qui nous attendent et auxquels nous devons déjà nous confronter aujourd'hui puisque 25 % de notre population sur Saint-Herblain est âgée de 60 ans et plus. Nous avons travaillé en 2017 à l'élaboration d'un schéma directeur sur la commune, et l'un des axes était de savoir comment au niveau local nous pouvions participer à l'adaptation de notre société au vieillissement de la population, et la démarche Villes Amies des Aînés s'inscrit pleinement dans cette dimension et cet objectif. Dès 2017 nous avons évoqué notre inscription dans cette démarche. Notre adhésion a été effective en juin 2018. Avant cette adhésion nous avons fait venir Monsieur LEFEBVRE pour présenter cette démarche auprès de l'ensemble des directeurs des politiques publiques de notre commune.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

En amont de l'adhésion il est essentiel de donner envie et de partager le projet.

Carlyne BERTHOT, Chargée de mission « Villes Amies des Aînés » Grenoble, Doctorante en sociologie - Laboratoire PACTE (UMR 5194) Université Grenoble Alpes

Au niveau du contexte qui a précédé l'émergence et l'installation de la démarche à Grenoble, il faut préciser que cela va de pair avec l'installation d'une nouvelle majorité municipale en 2014. Tout a commencé au second semestre 2015 avec l'élaboration d'un plan stratégique au niveau du centre communal d'action sociale de manière participative, sous forme d'ateliers, avec cette idée d'associer habitants, élus, professionnels sur différentes thématiques parmi lesquelles l'avancée en âge et le vieillissement. C'est en parlant avec les habitants, les acteurs professionnels et des collègues élus que cette idée de la démarche Villes Amies des Aînés a émergé. L'idée n'était pas de l'imposer, mais de donner une idée globale, concertée et partagée pour que l'ont ait un terreau fertile et propice au déploiement de la démarche localement. C'est en 2015 qu'il y a eu une prise de contact avec le Réseau Francophone pour voir comment la démarche pouvait s'installer, être travaillée à Grenoble. Assez rapidement nous avons eu une forme

d'opérationnalisation de la démarche puisqu'une délibération a acté l'engagement de la Ville de Grenoble dans la démarche Villes Amies des Aînés en février 2016 et nous nous orientons vers la quatrième année de mise en œuvre de la démarche à Grenoble. Au début, il y avait les groupes de concertation organisés dans le cadre du centre communal d'action sociale mais avec la volonté de savoir comment profiter de cette démarche pour prendre un peu de hauteur, se décaler de ce prisme purement action sociale qui peut être enfermante, pour la porter au niveau de la ville, nous avons fait le choix de proposer une démarche qui soit la plus ouverte et la plus accessible possible aux habitants. L'objectif était de mieux articuler les politiques municipales qui étaient menées avec les besoins des aînés. La transversalité est l'objectif ultime et ce qui nous anime, mais au début l'idée était d'enrichir la politique municipale en direction des personnes âgées. C'est en saisissant l'opportunité offerte par ce travail sur les différentes thématiques que nous avons vu la nécessité de ne pas rester centrés sur tout ce qui est personnes âgées ou relations intergénérationnelles selon les villes et les noms que peuvent prendre les délégations ou les services, ce besoin de transversalité a émergé de lui-même. Pour la collectivité, les habitants, cela a permis de redonner du sens et de réaffirmer l'importance du rôle que les citoyens âgés ont à jouer dans l'environnement de vie, cela ne se résume pas un rôle de bénévole ou de membre actif dans une association, cela va plus loin.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Vous avancez sur la question de la participation et de l'engagement des habitants dans le processus. Pouvez-vous nous dire si cela a été facile ou pas ? Comment avez-vous travaillé pour que la parole prenne sa place et comment avez-vous capitalisé les choses ?

Carlyne BERTHOT

A Grenoble, nous avons eu la chance de profiter d'un terrain fertile et propice aux démarches participatives auxquelles participaient les aînés mais pas uniquement. Cela n'a donc pas présenté de contraintes tant du point de vue des élus que du point de vue technique puisque c'était quelque chose qui était ancré depuis deux ans, notamment depuis les dernières élections. Par ailleurs, pour recueillir la parole des habitants cela n'allait pas de soi, il a fallu réaffirmer le rôle qu'ils avaient à jouer et montrer que ce n'était pas uniquement de la figuration et que derrière la démarche il y avait du concret. Certaines rencontres étaient l'occasion de se servir des focus groupes organisés dans le cadre de Villes Amies des Aînés pour transformer cela en réunion publique pour interpellier les élus. Puis, nous avons reposé le cadre de la démarche en disant que c'était se servir de l'expérience individuelle pour élever cela à un niveau collectif et que cela profitait aux aînés Grenoblois, puis pour certains aménagements et certaines actions à l'ensemble de la population.

Nous avons essayé plein de choses, le format classique de focus groupes organisés dans des équipements municipaux types Maisons des habitants, centres sociaux où nous lançons des supports de communication classiques, flyers, affiches, nous faisons de l'affichage papier dans les différents lieux susceptibles d'être fréquentés par la population. Mais nous ne pouvions pas nous contenter de cela, et dans le cadre de Villes Amies des Aînés nous avons défini un axe transversal autour de ce que nous avons appelé les « populations vulnérables et invisibles », ces citoyens que nous n'avons pas l'habitude d'entendre ou qui ne viennent pas d'eux-mêmes aux lieux de concertation ouverts. Nous avons essayé de faire des temps de concertation décalés en s'adaptant aux lieux où se trouvaient les personnes, sans attendre qu'elles viennent à nous. Ces principes nous ont animés les deux premières années de la démarche mais à certains moments il est encore utile de le réaffirmer.

Audrey LE PRIOL

Sur Saint-Herblain, il y a également une habitude d'aller vers les habitants. Nous nous appuyons sur l'expertise de la mission Dialogues et Territoires, même si le pilotage est resté au niveau de la Direction de la Solidarité. Nous avons également associé à la démarche des collègues du Service communication de la Ville ainsi que l'Observatoire, puisque nous avons la chance d'avoir un observatoire au sein des services de la ville de Saint-Herblain, Observatoire qui nous a accompagné sur l'élaboration du diagnostic socio-démographique. Nous avons fait des focus groupes comme la méthode Villes Amies des Aînés le préconise. A Saint-Herblain nous avons quatre grands quartiers, nous avons donc organisé une rencontre par quartier, l'objectif était de faire ressortir les points forts et les points faibles de chaque territoire et d'aborder des pistes de réflexion sur les différentes thématiques. Certaines thématiques ont été plus plébiscitées que d'autres. Pour toucher les personnes qui n'ont pu se mobiliser sur ces temps de concertation nous avons fait le choix de diffuser en parallèle un questionnaire à destination des habitants dans lequel nous avons abordé les huit thématiques. Notre réseau de partenaires, des associations... ont diffusé ce questionnaire auprès des habitants et nous avons eu 360 questionnaires en retour. Nous étions satisfaits du taux de retours et de réponses, même si cela reste une part infime des habitants de la ville de Saint-Herblain. Nous avons fait le choix d'ouvrir ces temps de concertation à tout habitant intéressé par le sujet, quelque-soit leur âge, en cohérence également avec la démarche ville amie des aînés, qui se veut être une démarche et un enjeu partagés par tous.

Véra BRIAND

Nous sommes rentrés dans la démarche « Bien vieillir, vivre ensemble » qui s'inspirait du protocole de VANCOUVER en 2009, mais nous n'étions pas sur la participation citoyenne comme nous l'entendons aujourd'hui. Nous avons mis en place la démarche et les focus groupes avec une sociologue qui les a animés. Pour aller vers les aînés nous nous sommes basés sur des organisations territoriales qui existaient avec des commissions seniors. Nous avons demandé à des personnes volontaires de s'inscrire et nous avons mis en place un panel qui nous a semblé très vite insuffisant, mais cela nous a permis de définir des axes de travail. Nous avons un observatoire de la dépendance, nous savions donc que le lien social ou l'habitat étaient des sujets importants, et cela était ressorti des focus groupes. Nous avons organisé des rencontres qui correspondaient plus à de l'échange, des cafés citoyens, nous nous sommes greffés sur des événements, et cela a permis de créer de la réflexion et de donner des axes de travail. Tout au long du processus je disais aux personnes : « Rêvez, laissez-vous porter, dites-nous ce que sont vos rêves et nous verrons ce qui est réalisable, ne vous interdisez pas de rêver ». Je pense que l'action politique doit avoir cette dimension car sinon nous ne sommes que dans de la gestion technique, il faut savoir rêver, oser, anticiper, et notre projet s'appelle « ReVAA » Rennes Ville Amie des Aînés. La difficulté c'est que nous sentions une certaine réticence, et nous avons l'obligation quand nous sommes dans la démarche de rendre des comptes de ce que nous faisons de la parole des aînés qui s'investissent, qui nous accompagnent, et depuis 2009 nous sommes dans cet aller-retour, ils nous nourrissent, nous rendons des comptes et nous avançons sur de nouveaux axes. Nous étions partis sur trois axes, nous en avons ouvert un quatrième, et il y a de nouveaux outils pour communiquer, de nouvelles façons de construire. Nous venons d'ouvrir la Maison des aînés et des aidants, elle a été construite pendant 18 mois avec les habitants et les partenaires en aller-retour. Une collectivité qui s'engage dans la démarche se doit d'être rigoureuse et dans le respect des habitants qui s'engagent.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Vous avez construit des outils pour faire vivre cette dimension Villes Amies des Aînés, des comités de pilotage, de suivi, et des personnes se sont engagées, qui sont partenaires et coresponsables de votre dynamique. Pouvez-vous nous dire en quoi cela aide à construire cette dimension de réseau local ?

Véra BRIAND

C'est parfois difficile, l'intention de construire les outils nous l'avons, faire vivre les outils et faire en sorte que ce soit des outils participatifs c'est autre chose, cela peut se transformer en des réunions où l' élu et les services sont dans de l'information descendante, où nous ne sommes pas dans de la co-construction. Nous avons un comité de suivi « Rennes Ville Amie des Aînés », mais il est en sommeil parce que c'était devenu une chambre d'enregistrement, ce n'était pas satisfaisant. Nous avons réussi à engager les personnes qui étaient investies sur du projet concret, nous sommes sur des petits comités de pilotage par rapport à des projets précis tels que l'habitat, des actions contre l'isolement, des actions comme « Viens je t'emmène ». C'est une opération qui est sous l'égide du journal Notre Temps, l'objectif est de proposer des animations simples ne demandant pas d'engagement, ni d'adhésion, permettant aux personnes qui n'osent plus sortir de chez elle de participer à des événements de la vie quotidienne, ne serait-ce qu'aller au marché ou prendre un café. Nous avons un comité de pilotage pour « Viens je t'emmène », des réunions de travail plus appropriées pour l'habitat, et l'axe que nous venons d'ouvrir sur les mobilités, pour la Maison des aînés et des aidants nous avons associé des élus, mais faire vivre ce comité de suivi est devenu difficile.

En revanche, nous allons faire des comités de suivi, dans le cadre de la démarche Villes Amies des Aînés nous avons un partenaire qui souhaite travailler avec nous, c'est la CARSAT, nous avons des réunions stratégiques avec elle pour approfondir certains axes, par exemple sur les mobilités ils envisagent d'organiser un colloque au mois de mai et nous sommes partenaire. Nous avons tenté différentes choses, certaines avaient des limites, mais celles que nous avons adoptées nous conviennent mieux.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Nous avons la chance de pouvoir proposer des outils, des méthodes, et des échanges retour d'expérience, et sur la mise en œuvre pratique de s'épauler, d'avoir le droit d'essayer, et dans le droit d'essayer il y a le droit de se tromper et de ne pas toujours réussir.

Audrey LE PRIOL

Au niveau de Saint-Herblain la phase de diagnostic se termine tout juste. Nous avons fait le choix de faire un travail de restitution auprès des habitants. Cette phase de restitution n'est pas terminée puisque notre prochaine étape consiste en un temps de restitution et de partage avec les professionnels du secteur gérontologique et les acteurs du territoire, plus largement, associés dans cette phase de diagnostic. Pour faire vivre la démarche au sein de la collectivité, nous nous appuyons sur des instances qui existent déjà, les comités de direction et les séminaires des élus, lors desquels nous partageons sur l'état d'avancement des différentes étapes de la démarche Villes Amies des Aînés. Un groupe projet plus restreint a été constitué pour assurer le suivi de la démarche. Nous ne sommes pas encore entrés dans l'étape suivante relative à l'élaboration du plan d'actions, étape prévue en 2020. La méthode de cette nouvelle étape n'est pas

encore finalisée, mais nous allons organiser des groupes de travail thématiques à partir des orientations qui auront été décidées par nos élus.

Carlyne BERTHOT

Du côté de Grenoble nous reprenons des éléments qui ont été évoqués par Rennes ou Saint-Herblain avec une évolution selon les phases et où nous en sommes de la démarche. Grenoble s'est engagée dans la démarche en février 2016, au moment du lancement de la démarche il y a eu la création de deux instances, un comité technique, un comité de pilotage. Dans le comité de pilotage qui a vocation à être sur l'arbitrage, sur la définition des axes et orientations stratégiques, nous avons un certain nombre de partenaires. Nous avons identifié en tant que partenaires et financeurs potentiels d'action l'Agence Régionale de Santé, la CARSAT, un certain nombre d'acteurs du monde associatif, et l'ensemble des élus thématiques et des élus de secteur.

Nous avons fonctionné en aller-retour et chaque instance se réunissait trois fois par an, nous avons procédé avec cette organisation de 2016 jusqu'à la fin 2018 où nous avons achevé la première phase de diagnostic participatif. Ensuite, nous avons les temps de concertation autour des focus groupes quand il s'agissait de recueillir la parole des habitants et habitantes. Dans la même logique nous avons proposé des temps de restitution, et l'importance de maintenir le lien tout au long de l'année avec les habitants, les partenaires impliqués, pour permettre à la démarche de se pérenniser et qu'il n'y ait pas d'essoufflement.

Une fois que nous avons achevé la phase de diagnostic nous sommes passés en mode projet sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions constitutives du ou des plans d'action, cela dépend des villes et de l'étape de la démarche. Depuis deux ans que nous sommes engagés dans la démarche, une dynamique s'est créée et nous nous sommes posés la question de savoir comment faire pour qu'elle ne s'essouffle pas et pour poursuivre la démarche dans ses étapes logiques.

Pour ce faire, en janvier 2019 un Conseil des aînés a vu le jour et a pris le relais des focus pendant cette phase dédiée au suivi des actions à mettre en œuvre. Le Conseil des aînés a été construit avec les habitants comme une instance participative dédiée aux Grenobloises et aux Grenoblois à partir de 55 ans, il est chargé de nous accompagner, à la fois les élus et les techniciens, sur le suivi, l'accompagnement et l'évaluation de la démarche VADA. Cela nous enjoint à une obligation de résultat, de rendre des comptes puisque nous avons un noyau de 36 habitants que nous sollicitons tout au long de l'année. Nous avons décidé d'organiser en amont de chaque réunion du Conseil des aînés un groupe de travail thématique sur l'ensemble des secteurs de la ville. Nous avons six secteurs, nous faisons un groupe par secteur et cette matière sert à préparer les réunions du Conseil des aînés et permet de garder la dynamique participative la plus large possible.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Ce sont des méthodes qui progressent avec le temps. Deux vigilances, celle de continuer à faire vivre le projet dans la dimension politique et partenariale et dans la dimension de la participation. Il ne faut pas simplement appuyer la participation au moment du lancement du projet, mais créer des outils ou des instances qui permettent d'être dans l'échange que ce soit à travers des Conseils des aînés ou des observatoires de l'âge, ou à travers la présence des habitants âgés dans le côté opérationnel de chacun des projets. Nous passons aux questions, aux remarques.

Jacques BARDIOT, Adjoint au Maire de Meaulne-Vitray

Vous avez abordé la dynamique Villes Amies des Aînés sur des grandes villes, mais nous sommes sur des villages de moins de 1 000 habitants. Quand nous avons commencé, les autres communes nous disaient qu'elles voulaient une maison de retraite, un EHPAD ou un foyer logement, et nous avons été à contre-courant en parlant de la démarche Villes Amies des Aînés. Nous avons commencé par un questionnaire, puis nous avons fait un focus groupe par trimestre. Les aînés étaient sensibilisés, et nous avons eu en retour 60 à 70 questionnaires, ce qui est correct pour 900 habitants, il y avait 30 à 40 participants à chaque focus. Nous avons présenté cela au CCAS qui l'a transmis au Conseil municipal qui l'a validé et nous sommes à l'étape de réalisation, mais la réalisation n'est pas évidente et cela ne se fait pas en une mandature.

Avec cette démarche nous avons su ce qu'était un diagnostic de territoire, et l'analyse des besoins sociaux. La démarche nous a permis de mettre le doigt dessus puisque ce que nous faisons c'était l'analyse des besoins sociaux adaptée aux aînés, et actuellement nous adaptons cette démarche à l'enfance, ce qui nous a permis de progresser de façon démocratique sur des problèmes de collectivité.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Vous démontrez qu'il y a une volonté de mettre en place des choses et que cela permet de progresser et d'avancer sur le débat démocratique pour que le territoire garde sa dynamique.

Véra BRIAND

Je vous rejoins tout à fait, c'est un formidable outil l'analyse des besoins sociaux, rentrer dans la démarche nous apprend beaucoup de choses. Je souhaitais réagir sur la notion de temps, effectivement il faut du temps, c'est une démarche longue, participative à double niveau, avec les aînés, interservices, inter élus, c'est une démarche qui a beaucoup de sens. J'ai une double casquette à la Ville, personnes âgées et personnes handicapées, et j'ai rencontré le Président du Collectif Handicap 35 qui m'a dit qu'il souhaitait pour le prochain mandat la même méthodologie pour le handicap, et que l'on regarde la ville sous le prisme du handicap à travers les items de la démarche Villes Amies des Aînés. Il trouvait pertinent que l'on regarde la ville à travers ces huit items et que l'on se réinterroge sur la place des personnes handicapées et qu'on les associe. Cela rejoint ce que vous dites, mais vous le transposez sur l'enfance.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Quelle expérience retirez-vous de vos deux casquettes ? Qu'est-ce qui est commun et qu'est-ce qui doit être dissocié pour être bien entendu ?

Véra BRIAND

On peut avoir des approches communes globales, mais il faut rester dans les particularités et les singularités. Quand on est une personne âgée, on n'est pas handicapée, et deux personnes handicapées ne se ressemblent pas et n'ont pas les mêmes besoins, on ne peut pas avoir un dénominateur commun universel. En revanche, il y a des dénominateurs communs que l'on peut mettre en place, par exemple les mobilités.

Il existe à Rennes métropole un groupe de travail accessibilité qui ne fonctionne qu'avec les personnes en situation de handicap et qui fait la radiographie des nouvelles livrai-

sons municipales pour voir si au niveau accessibilité cela convient. Nous avons réussi à élargir ce groupe de travail en permettant à des personnes âgées de l'intégrer pour avoir ce regard personnes âgées qui n'est pas forcément le même regard que le regard de la personne handicapée. Il y a des dénominateurs communs mais on ne peut pas fondre ces deux politiques sous le même regard, il y a des spécificités et il faut en tenir compte.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Entre autres, dans la communication vis-à-vis des publics.

Véra BRIAND

Absolument, il faut être vigilant, il faut permettre des passerelles. Un autre exemple, dans le projet de mandature 2014 il y avait la Maison des seniors, j'ai entendu pendant la campagne municipale que les personnes en situation de handicap étaient intéressées, et nous avons mis le projet personnes handicapées et personnes âgées, et les personnes en situation de handicap ne se sont pas saisies du projet parce qu'elles n'en ont pas senti le besoin. Cette maison a été inaugurée le 12 novembre, et nous avons des personnes en situation de handicap qui tapent à la porte en disant qu'elles veulent leur maison des personnes handicapées. Je ne suis pas sûre qu'il faille faire la Maison des personnes âgées, la Maison des personnes handicapées, la Maison de la jeunesse, ce n'est pas l'objectif, ce n'est donc pas toujours facile.

Sandra RIGONI, Ville de Rezé

Nous avons entamé la démarche en 2018, nous avons commencé la mise en œuvre de notre plan d'action il y a un an, nous avons un plan d'action sur six ans, sur deux cycles de trois ans, c'est une démarche qui a apporté un grand élan avec sa dynamique participative, avec son caractère transversale, avec le fait de s'appuyer sur un diagnostic partagé. Mais je me pose la question de savoir comment maintenir la dynamique sur la durée, comment au bout de trois, quatre, six ans, maintenir la mobilisation de manière transversale au sein des services d'une collectivité et avec les habitants. Avez-vous des retours d'expérience d'outils qui ont été mis en place pour relancer la machine dans la durée ?

Carlyne BERTHOT

Pour nous, Ville de Grenoble, nous avons eu cet entre-deux où nous achevons la phase de diagnostic, nous souhaitons aller le plus possible en profondeur de chacune des thématiques et nous avons fait le choix de scinder le travail de diagnostic participatif en deux, voire en trois. En 2016, nous avons travaillé les trois premières thématiques autour de l'habitat, du lien social, de la citoyenneté, l'année suivante les thématiques autour des transports, de la santé, de la culture. En 2018, nous avons fait un diagnostic complémentaire sur trois axes transversaux que nous avons définis comme nos priorités pour la démarche autour de l'inter-génération, de l'accessibilité et des populations vulnérables et invisibles. Ce travail de diagnostic s'est achevé en décembre 2018 et en juin nous avons adopté notre premier plan d'action qui portait sur les préconisations qui avaient été formulées par les habitants et les différents partenaires en 2016. Nous avons toujours cet entre-deux entre le diagnostic et le moment où l'on se positionne sur la mise en œuvre d'action qui est d'à peu près deux ans. C'est à ce moment là que nous nous sommes posés les questions de savoir comment pérenniser la démarche, comment

faire en sorte que cela ne s'essouffle pas alors que nous sollicitons les habitants et les partenaires sur d'autres enjeux. Ce n'est pas la même chose de se mobiliser sur des temps de rencontre, de concertation, de réunion, d'échange, que de se positionner sur le suivi très concret d'une action ou sur la définition de critères ou d'indicateurs communs pour les évaluer, ce ne sont pas les mêmes enjeux.

C'est dans cette optique que nous avons positionné le Conseil des aînés comme une sorte de troisième instance « encadrante », en plus de notre comité technique, en plus de notre comité de pilotage. Ces deux instances souffraient de la participation habitante que nous avons des difficultés à capter. Il était important également de maintenir des temps plus ou moins réguliers mais tout au long de l'année, cela peut être les rencontres avec le Conseil des aînés, des journées locales, nous le faisons une fois ou deux par an. Nous définissons le programme avec les habitants, les agents, les partenaires sur une thématique de leur choix et nous élaborons le programme en commun, cela permet de parler de la démarche, les services sont impliqués. Même en l'absence de suivi plus classique de la démarche, nous continuons à faire des réunions avec le comité technique et le comité de pilotage, l'idée étant de faire un point d'étape. Cela fait une petite année que nous avons mis cette routine en place, pour le moment cela fonctionne bien, mais le temps nous dira s'il faut adapter, tester d'autres choses, faire évoluer certaines manières de faire.

Véra BRIAND

Nous n'avons pas fixé de durée pour le plan d'action, et nous sommes partis sur trois actions. Nous avons organisé des temps forts, des événements, des rencontres soit à l'échelle de l'Ouest, de la Bretagne ou de la métropole Rennaise, c'était l'occasion de mobiliser les personnes du territoire. Il est important de mettre des indicateurs d'évaluation, de faire l'évaluation de l'action, de regarder dans le passé et de bien l'acter. Nous avons fait le bilan, où nous en sommes, les avancées, etc. Cela permet de remobiliser les personnes et de rendre compte à la population. Je pense qu'il faut trouver des temps appropriés, des dimensions appropriées pour que ce soit une démarche qui vive. Certaines personnes qui étaient là au début, en 2009, cheminent encore avec nous, elles sont contentes d'être associées et d'apporter leur contribution, d'avoir cette utilité sociale.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Nous proposons aux territoires de choisir trois sujets sur les huit pour aborder le premier plan d'action et d'avoir des sujets mineurs et majeurs. Les sujets mineurs c'est être attentif et veiller sur le territoire. Les sujets majeurs se sont ceux sur lesquels vous allez mobiliser l'ensemble des acteurs et développer votre plan d'action. Cette dimension de temps doit être prise avec prudence, un plan d'action de six ans c'est très long, il faut donner des rendez-vous aux gens pour qu'ils aient la perception qu'il se passe quelque chose, le temps professionnel des territoires n'est pas le temps de l'habitant, il faut savoir jongler entre ces deux temps. Il faut être lisible, expliquer ce qui se passe et trouver des sujets sur lesquels on est capable d'être agile et répondre rapidement pour laisser le temps aux sujets plus lourds. C'est un travail de stratégie et c'est le rôle du réseau que de vous conseiller sur ces points avant de tomber dans des écueils qui peuvent vous bloquer. Je vous remercie pour votre participation.

ATELIER 4 | Vivre dans une Villes Amies des Aînés



Débat participatif réservé aux habitants de la métropole de Nantes dans le cadre de la construction du label Villes Amies des Aînés.

L'enjeu de cet atelier a été de faire émerger la parole d'aînés qui ont tenté d'esquisser ensemble une définition de la ville amie des aînés «idéale», à travers les huit thèmes du programme. Ce temps de réflexion a été animé par le RFVAA, et contribuera à abonder le cahier des charges du label Villes Amies des Aînés qui devrait voir le jour en 2021.

PRESENTATION | Etude européenne : « ACPA - Adapter les villes européennes au vieillissement de la population : défis politiques et meilleures pratiques » Programme ESPON



Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du RFVAA

Nous allons passer à une dimension plus importante à travers la présentation d'une étude européenne qui s'appelle « Adapter les villes européennes au vieillissement de la population ». Sachant que la ville de Nantes fait partie des villes européennes qui a travaillé autour de ce projet international. Je donne la parole à Agnese MACALUSO qui vient des Pays-Bas.

Agnese MACALUSO, Consultante Cabinet ECORYS (Pays-Bas)

Je suis italienne mais je suis basée aux Pays-Bas et je travaille comme consultante chercheuse chez ECORYS où nous finalisons une étude avec ESPON qui est un programme de collaboration territoriale qui fait des études au niveau urbain et régional. C'est une étude sur comment adapter les villes européennes au changement démographique et au vieillissement de la population. Nous allons publier nos résultats début 2020 et c'est l'occasion pour moi de parler du projet et de vous faire part des résultats que nous avons observés. Nous avons fait une analyse démographique, nous savons que la population d'un certain âge va augmenter mais ce qui est important c'est de voir où elle va augmenter. Nous avons réalisé des entretiens avec des institutions, des associations et nous avons parlé avec les aînés. Nous avons souhaité mettre dans l'étude les perspectives des personnes qui habitent dans la ville, qui utilisent les services qui sont dans leur ville. Nous avons organisé dans chaque ville des focus groupes, j'ai eu le plaisir d'en faire deux à Nantes et de participer à deux rencontres de quartier en préparation du grand débat sur la longévité et l'habitat. Nous avons identifié, analysé les politiques dans ces domaines, les stratégies, les priorités. Nous avons examiné les huit domaines de l'Organisation Mondiale de la Santé, espaces extérieurs, environnement bâti, le logement et les transports, mais également le domaine de la communication sur lequel il faut investir de plus en plus.

Nous nous sommes concentrés sur huit études de cas, la seule ville française dans l'étude était Nantes, mais il y avait d'autres villes européennes. Cela nous a permis de comparer et d'avoir les différentes tendances et les politiques qui ont été faites dans

les villes. Dans toutes les villes on trouve les mêmes problèmes, il y a des priorités très similaires comme sur le domaine de la santé, de l'habitat, garantir des services bon marché dans l'avenir pour les personnes âgées. Il y a des différences, il y a des villes qui sont plus en avance sur la digitalisation par exemple. Ce qui est important ce n'est pas de savoir combien de gens âgés il y aura dans notre ville, c'est de savoir où ils sont localisés.

Sur cette carte de France, vous avez en rouge le pourcentage des gens âgés qui a augmenté depuis 20 ans, il y a des différences très fortes au niveau du pays. Si vous prenez la ville de Nantes vous constatez la distribution inégalitaire des plus de 65 ans dans les différentes parties de la ville, cela a des conséquences et des répercussions économiques importantes. Que pouvons-nous apprendre de la ville de Nantes ? Beaucoup, et je voudrais souligner trois aspects. Le premier c'est l'expérience, comparé à d'autres villes il y a eu des politiques d'intégration sociale très fortes depuis longtemps. Plusieurs initiatives et projets ont été soutenus dans le domaine des loisirs, de l'intégration sociale et de la culture qui est un moyen de promotion de l'intégration sociale, mais également au niveau des logements. Il y a un vaste choix pour les différentes caractéristiques, différentes nécessités, mais aussi les différentes préférences des aînés, parce que les aînés sont un groupe très hétérogène et cela est pris en compte. Vous avez ici quelques images des bonnes pratiques de la ville de Nantes, la Maison des aidants, la Carte blanche, les logements bleus. L'un des objectifs de notre étude était de compiler une analyse des bonnes pratiques dans différentes villes, et les types de solutions qui ont été apportés et transférés, car nous savons quels sont les problèmes, maintenant il faut trouver des solutions. Nous avons identifié 35 solutions dans les différents domaines. Au-delà de l'expérience, la variété d'initiatives, c'est aussi la collaboration interne au niveau de la ville, c'est travailler au-delà de son propre département, parce qu'il faut avoir une approche holistique. Il y a des initiatives importantes mais après les personnes ne savent pas comment y arriver parce qu'il n'y a pas de transport. Cette collaboration entre les départements est très importante à Nantes comme dans les autres villes, mais aussi avec la société civile, et pourquoi pas avec des initiatives privées. C'est un point fort que nous avons constaté à Nantes et dans plusieurs villes. Quelques recommandations. Pour vieillir bien il faut bien grandir, il faut investir dans l'éducation, il faut regarder les autres générations. C'est quelque chose qui doit être fait pour changer au niveau stratégique l'approche que nous avons dans ce domaine. Les domaines du transport et du numérique sont cruciaux pour toutes les villes. En Espagne, il y a beaucoup de choses à améliorer au niveau du quartier, l'un des problèmes que les gens âgés soulignent c'est le fait qu'ils ne peuvent pas aller à l'arrêt du bus. C'est l'un des problèmes que nous constatons dans plusieurs villes. Il y a des solutions, à Gotembourg il y a un programme pour cela. Quand on parle de transport on ne pense pas aux aspects sociaux, il serait important de changer l'attitude des chauffeurs pour qu'ils soient plus sensibilisés aux exigences des aînés. Le numérique est un thème important, il y a des bonnes pratiques qui ont été prises dans des villes. A Saragosse, ils ont inventé un site réservé aux aînés qui permet de se connecter avec la famille, les amis, l'utilisation est très simple. Ils ont ajouté deux fonctions, l'une pour se connecter avec la ville, pour voir quels sont les services, les possibilités, et une autre pour entrer en relation avec d'autres personnes âgées qui ont les mêmes intérêts. Il y a donc des solutions qui peuvent donner de l'inspiration.

L'inclusion et la participation des minorités est un point important. A Amsterdam beaucoup d'interventions ont été faites dans ce domaine pour connaître les besoins, mais aussi ce que les minorités attendent de la ville. Il est important de mobiliser ces minorités dans l'avenir parce qu'elles vont augmenter. Le point fort de Nantes est le fait que le citoyen est au centre, cela a été souligné lors du grand débat sur la longévité, avec le

débat citoyen et les initiatives qui sont mises en place pour que les citoyens partagent leurs opinions et participent activement à la politique des villes.

Concernant la communication, il y a des initiatives intéressantes, gratuites, des efforts ont été faits dans différentes villes, mais il y a toujours des personnes qui ne sont pas informées. C'est un domaine sur lequel il faut investir davantage, et la ville ne peut pas le faire seule, la ville doit travailler avec les petites associations locales au niveau des quartiers pour présenter cette offre. Le digital peut être une problématique, cela se vérifie en Hollande où tout est digitalisé, si l'on n'a pas de compétences digitales il y a un plus grand risque d'exclusion. Il faut choisir le meilleur moyen de communication pour le public à qui on l'adresse et il est important de travailler sur du long terme. Parfois, on passe d'un projet à un autre projet et l'on n'a pas de continuité. C'est pour cela qu'il faut investir dans l'éducation, et promouvoir ce type de débats dans les différentes générations et construire des compétences au niveau local, au-delà de la ville, dans la société civile, pour assurer cette continuité.

Les aînés ne sont pas un groupe hétérogène, il est nécessaire de comprendre à qui on parle, qui sont leurs interlocuteurs, quels sont leurs besoins. Il est important d'avoir une approche holistique basée sur la collaboration interne et externe, tous les domaines sont connectés entre eux, et les initiatives qui ont eu le plus de succès ont été pensées de cette façon. Il faut améliorer l'échange des connaissances dans les différentes villes européennes et dans ce cadre le réseau est très important, mais nous pourrions faire plus. Nous avons des villes très différentes qui ont les mêmes problèmes, et parfois nous avons les mêmes solutions. Il y a des initiatives très similaires que nous considérons innovatrices, mais en fait elles ne le sont pas. Il est important d'investir dans ces échanges.

Les bonnes pratiques sont au cœur de notre étude, je ne vais pas énumérer les 35 bonnes pratiques, mais je vais parler des succès. Quand nous avons posé la question de savoir quelles étaient les conditions pour qu'une initiative soit répliquée, la réponse était presque toujours le soutien politique. Concernant la collaboration avec différents acteurs, il y a la Maison des aidants, les associations, des psychologues, des médecins, une constellation d'acteurs et c'est l'un des facteurs de succès que nous avons identifiés et aussi la participation active des aînés aux initiatives. Les engager c'est la meilleure stratégie pour être sûr que les solutions soient effectives. Il est important d'évaluer l'initiative pour savoir ce que l'on doit corriger. Au début de l'année prochaine nous allons publier nos résultats dans un rapport final, et un rapport pour chaque ville, et un manuel pratique avec des recommandations. Je vous remercie.

CONCLUSION |



Pierre-Olivier LEFEBVRE

Je vais demander à notre grand témoin Gilles BERRUT de faire ce temps de conclusion, de remarques et de commentaires. Nous regarderons ensuite un spectacle de danse contemporaine avec des retraités Nantais et la compagnie NGC 25, et Catherine PIAU clôturera officiellement ces rencontres au nom de la Ville de Nantes.

Gilles BERRUT, Grand témoin

Je vais articuler en trois temps cette conclusion. Concernant la longévité, deux idées ont traversé les échanges, c'est le temps personnel, et Marie-Françoise FUCHS a introduit quelque chose d'important, c'est la lenteur qui permet de voir la beauté. Les réflexions que nous avons montrent à quel point l'accélération du temps est une question qui vient impacter la question de la longévité et du vieillissement. On pressent l'importance, notamment sur le travail senior, mais aussi sur les mobilités dans la ville, sur le rythme de la ville. Des travaux ont été réalisés par une Canadienne sur les excursions dans la ville, le temps personnel avec cette lenteur relative, puisqu'ils ne sont pas forcément lents mais ils sont dans un monde qui a une rapidité parfois désordonnée.

Cette longévité est aussi politique, c'est le temps long. J'ai retenu une phrase : « C'est peut-être une manière de faire de la politique d'intégrer le temps long ». Cette longévité c'est une manière de parler du temps et de la vie sans frontières. La longévité est une continuité, et la longévité n'a pas véritablement de frontières dans le champ des savoirs. Il peut y avoir des différences dans le champ de l'action et du financement, puisqu'on distingue le sanitaire et le social, mais si on résume la nature de la question aux usages on risque de passer à côté de la nature même de cet événement. Le territoire est défini par sa limite, dès que l'on parle de territoire on est à l'inverse de la longévité dans un espace qui est délimité. Ce territoire peut être défini par une zone de pouvoir, une zone d'action, de services, et délimiter un espace c'est rendre efficaces l'action, le pouvoir et le service. Le territoire résonne avec proximité, ce qui permet d'avoir un regard multiple. Nous avons dit que les personnes en situation de handicap sont très différentes, les personnes qui vivent longtemps sont très différentes, et le fait de délimiter un espace nous permet de faire un travail différent au plus proche des personnes. Je reprends cette phrase citée par Fabrice GZIL à propos du livre de Michel de CERTEAU : « Les usages de la ville hors de leur planification », c'est cette manière d'utiliser la ville telle que ceux qui l'ont conçue ne l'avaient pas prévue. C'est à l'intérieur

de ces usages non planifiés qu'il y a la différence des pratiques et donc une certaine existence de la citoyenneté qui n'est pas délimitée par le droit, le juridique, mais par l'usage, qui est une forte appétence des citoyens eux-mêmes. Le fait que ce soit délimité permet l'entrecroisement des compétences. Nous avons rappelé le triangle élus/professionnels/habitants qui irrigue tous les échanges, qui structure cette démarche Villes Amies des Aînés, si riche par ces échanges.

Le troisième élément c'est, quelles sont les réflexions que nous pourrions échanger en essayant de se projeter ? Nous pourrions dire que gouverner c'est prévoir. L'acte de gouverner contient la notion du temps, et même du temps long parce que prévoir c'est être sur un temps qui n'est pas un temps immédiat ou prévisible, c'est être sur le temps de l'imprévisible. Si je me mettais à rêver je proposerais un amendement à la constitution de notre pays en donnant de nouveaux devoirs à l'État. J'imposerais dans la constitution que dans ce pouvoir régalien il y ait celui qui devrait s'appliquer aux grandes mutations sur du temps long. On a connu un commissariat général au plan autrefois, il faudrait créer une instance de réflexion du temps long autour des trois grandes mutations qui vont nous occuper jusqu'à la fin du siècle. La transition de l'environnement, qui au niveau des territoires impacte directement la mobilité et le fait d'habiter qui ne se résume pas à l'habitat, la transition du numérique, avec une prévision de la progressivité des connexions. Nous constatons l'échec total du Plan d'équipement des fibres qui n'a pas été suivi parce que des économies de bout de chandelle ont été faites au mauvais moment sans prévoir le temps long, histoire de rester dans un 3 % fictif dont nous connaissons l'irréalité.

Je pense que s'il y avait une obligation du temps long on n'aurait pas le droit de couper un projet d'équipement de l'ensemble du territoire, il n'y a pas de citoyenneté sans numérique. Cette mutation est la mutation des équipements sur les plateformes partagées, dans le champ de la santé et de l'action sociale nous sommes sur les équipements de ces plateformes et leur interopérabilité, mais il n'y a pas de projet général. Ce sont tous les développements de la relation du droit, de la citoyenneté, du numérique, quelles que soit ses modalités, nous avons effleuré le sujet aujourd'hui. La troisième grande mutation c'est la démographie, et sur la démographie il y a plusieurs enjeux, il y a le vieillissement, et l'évolution sociale, il faut une veille sociale plus effective au niveau national, des structures pourraient s'en saisir. La quatrième transition démographique importante ce sont les migrations, nous allons accueillir entre 5 à 10 millions de personnes dans les dix ans qui viennent et ce sujet est traité d'une manière anecdotique. Pour conclure, je dirais que le territoire c'est le lieu qui a le pouvoir de changer la vie avec les acteurs et en premier les citoyens. Je vous remercie pour votre attention.

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Merci d'avoir joué le jeu de ce rôle de grand témoin. Place aux danseurs.

(Spectacle de danse contemporaine)



Pierre-Olivier LEFEBVRE

Je vous propose de terminer tous ensemble sur le « Petit bal perdu » de Bourvil et au moment du refrain de dire : « Non, je ne me souviens plus du nom du bal perdu ».

(Musique : Petit bal perdu)

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Je vais donner la parole à Catherine PIAU. Je remercie le Ministère des Solidarités et de la Santé qui a contribué financièrement à soutenir le montage de ce colloque. Un remerciement très chaleureux à la ville de Nantes pour nous avoir sollicités pour accueillir ces rencontres et avoir mis toutes les conditions de réussite pour que nos échanges puissent se faire dans une écoute qui fait que nous repartons plus riches et plus forts.

CLOTURE |



Catherine PIAU, Adjointe au Maire de Nantes en charge des seniors, des personnes âgées et de la solidarité intergénérationnelle

Cher Pierre-Olivier LEFEBVRE ! Merci de ce cadeau... de devoir faire un discours de conclusion après l'émotion intense que nous venons de vivre avec la représentation de la troupe nantaise de danse et les résidents du PASA de l'EHPAD de la Madeleine. vous remercie de ce cadeau. Monsieur le grand témoin, merci d'avoir passé toutes ces journées avec nous. Mesdames et Messieurs les élus, mes chers collègues administrateurs, et Mesdames, Messieurs, chacun, chacune vous avez pesé dans cette belle journée. Un grand merci d'avoir choisi Nantes pour organiser ces 7èmes rencontres nationales au niveau du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés. Nous avons besoin de réseaux, de rencontres, cela est fondamental pour avoir ces synergies que nous avons ressenties aujourd'hui qui sont indispensables aux projets des territoires. Il est très important de croiser les regards, mais également de se confronter sur ce sujet emblématique et cet enjeu de société qu'est la longévité. Depuis longtemps la ville de Nantes a développé des actions en faveur des personnes âgées. Je salue l'Association des Seniors Nantais, la Maison des aidants, et l'ensemble des établissements que nous gérons, que ce soit les EHPAD, les résidences autonomie, les restaurants intergénérationnels, etc. La démarche du Réseau Francophone nous oblige à aller plus loin, au-delà, ensemble nous allons plus loin. L'engagement dans la démarche offre cette opportunité de redonner un élan pour aller plus loin dans cet objectif d'un territoire qui soit bienveillant en direction des seniors et des aînés, donc pour tous. Il faut remettre de l'égalité sur les territoires, nous y tenons, mais aussi en termes de longévité.

Aller plus loin cela signifie associer le plus en amont les citoyens pour qu'ils puissent choisir le style de vie auquel ils aspirent. Il faut avoir ces temps partagés, comme nous le faisons à Nantes dans les rencontres de quartier sur des sujets divers et variés, pour mobiliser les politiques publiques qui participent à la fabrique de la ville dans toutes ses dimensions, urbaines, habitat, aménagement, transport, services, en allant plus en transversalité. Cette transversalité est indispensable, nous voulons relever ce défi de la longévité avec cette transversalité.

Comme l'a dit Johanna ROLLAND ce matin, le grand débat de la longévité qui a été mené par Nantes métropole ouvre une nouvelle perspective qui doit être à 360 ° et dont un projet global. Nous avons beaucoup à apprendre et à partager. Parler de longévité

nous met face à une révolution, c'est un changement complet de perspective de penser les 20, 30 dernières années après 60 ans, mais c'est aussi une manière de l'apprendre en prenant le temps. Nous parlions du numérique, tout va vite. Il faut réapprendre à prendre le temps au rythme de cette lenteur qui ouvre les portes du monde comme le disait Madame FUCHS, mais aussi comme les Jeunes Pousses Vieilles Branches que l'on peut faire pousser sur un nouveau quartier d'une ville.

J'ai entendu dire ce matin que la démographie ce n'est pas de l'écologie, mais j'ai envie d'affirmer que la démographie c'est de l'écologie car les deux associés donnent du sens. Ce sont des nouvelles manières de revoir les usages de proximité ou pas. Quand on parle du banc public, ce vecteur de bien-être, de prévention, de contemplation, de mobilité, c'est aussi un volet d'économie, d'espace pour les politiques publiques dont nous avons besoin, ce rôle transversal à jouer comme les logements alternatifs, les colocations. Démographie peut rimer avec écologie, il faut y veiller, cela est important. La table ronde sur l'attractivité a permis de dessiner de nouvelles opportunités et pour autant les réalités sont toujours plus nuancées et en l'occurrence de nombreux défis sont devant nous face à toutes ces inégalités que le professeur BERRUT rappelait, et la manière de les traiter. C'est face à la réalité des aidants, de la gouvernance, du participatif, sur tous ces sujets où il va falloir encore croiser, continuer, contrer nos regards pour avancer, échanger et arriver ensemble. La route est longue, la pente est rude et la meilleure manière d'y arriver c'est de le faire ensemble dans un réseau. C'est une véritable ressource de permettre à nos territoires d'évoluer vers des territoires favorables et bienveillants pour les aînés qui innovent et apportent des solutions pour chacune et pour chacun. La ville vous remercie d'avoir apporté cette participation. Je remercie l'équipe du RFVAA et l'équipe du CCAS de la Ville de Nantes et de Nantes métropole. Pour conclure je dirais : « Bien vieillir c'est agir », alors agissons. Merci à toutes et à tous.

(Fin des débats).

ANNEXES



Cité des Congrès

TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

SUIVEZ-NOUS !

#RENCONTRESRFVAA



@RFVAA



@vada.reseaufrancophone

*Colloque organisé par le
Réseau Francophone des
Villes Amies des Aînés*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

OUVERTURE



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Johanna ROLLAND

Maire de Nantes
Présidente de Nantes Métropole





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Pierre-Olivier LEFEBVRE

Délégué Général
Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

TABLE-RONDE

"Vers une France amie des aînés"

Animation : Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du RFVAA





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Audrey DUFÉU SCHUBERT

Députée en charge de la mission
"L'image des aînés dans la société"
Assemblée Nationale





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Stella DELOUIS

Présidente
Commission d'Action Sanitaire et Sociale
CNAV





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Un engagement de l'Assurance Retraite qui se renforce et accompagne la singularité des trajectoires

☑ Une offre de services centrée usager et prévention

- des réponses graduées : www.pourbienvieillir.fr mais aussi 332 000 bénéficiaires d'une aide individuelle
- à forts impacts (291 000 participants à une action collective de prévention & enquête flash ODAS 2019)



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

- ☑ Qui s'ancre dans des dynamiques de parcours et de territoires
 - une logique de continuum qui s'impose progressivement (jeunes retraités, Centres de prévention AGIRC ARRCO, etc.)
 - un « réflexe » inter régimes : équité de traitement, cohérence territoriale
 - un pas de plus vers « la bonne réponse, au bon endroit, au bon moment » : la modélisation de contrat de territoire – ECLAT



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

- ☑ Un partenariat avec le RFVAA qui participe de cet engagement :
- Le soutien à l'essaimage de la démarche via les formations en région
 - Une mise en lumière des initiatives locales - soutien au concours Villes Amies des Aînés
 - Un accompagnement à la stratégie pluri annuelle du Réseau pour la période 2018-2022



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

L' Assurance Retraite prépare et encourage les solutions de demain et d'après demain

☑ Un soutien actif à la Silver Autonomie

- un dispositif national & partenarial VIVA Lab
- réceptacle des innovations locales



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

- ☑ Une dimension prospective qui s'appuie sur une connaissance affinée de nos populations
 - ☑ les Observatoires des fragilités & le data mining élargissent leurs spectres
 - ☑ des investigations spécifiques : vers une offre nationale à destination des aidants



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Benoît CALMELS

Délégué Général
UNCCAS





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

TABLE-RONDE

"Vers une France amie des aînés"

Animation : Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du RFVAA





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

TABLE-RONDE

"La longévité : une nouvelle approche du parcours de vie dans l'avancée en âge"

*Animation : Angélique GIACOMINI, Déléguée Générale Adjointe en charge de
la formation et de la recherche au RFVAA
Docteur en sociologie Chercheur associé
Centre Georges Chevrier UMR 7366 CNRS-uB*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA



"La vieillesse concerne la personnalité psychique et non l'individualité organique. Elle est d'abord le décalage entre capacités requises en l'état du monde humain et capacités disponibles d'un individu. [...] Or, on impute la vieillesse à l'individu comme l'échec scolaire au manque supposé de « dons ». C'est poser le problème à l'envers : dans l'échec scolaire, c'est largement l'école qui échoue... dans la vieillesse, c'est en grande partie le monde social qui périclète."



Michel Maso, « Rajeunir les idées sur la vieillesse. Introduction à la pensée de Lucien Sève », Silomag, n° 9, juin 2019



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Marie-Françoise FUCHS

Retraitée, Co-présidente du comité scientifique
et Présidente d'honneur OLD'UP



Annie de VIVIE

Gérontologue, Fondatrice d'Agevillage.com
et directrice des Formations Humanitude



Claudine CHEVALLEREAU

Vice-président-e de Nantes Métropole, déléguée aux
Transports scolaires et à la sécurité routière, aux
solidarités et aux parcours de vie





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA



OLD'UP

"Plus si jeune mais pas si vieux"

"Donner du sens, du bonheur et de l'utilité
à l'allongement de la vie"

*Association loi de 1901, Apolitique et Aconfessionnelle
À vocation Européenne*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

DÉCOUVRIR

PARTICIPER

CRÉER
INNOVER



OLD'UP 

Plus si jeune, mais pas si vieux



TRANSMETTRE

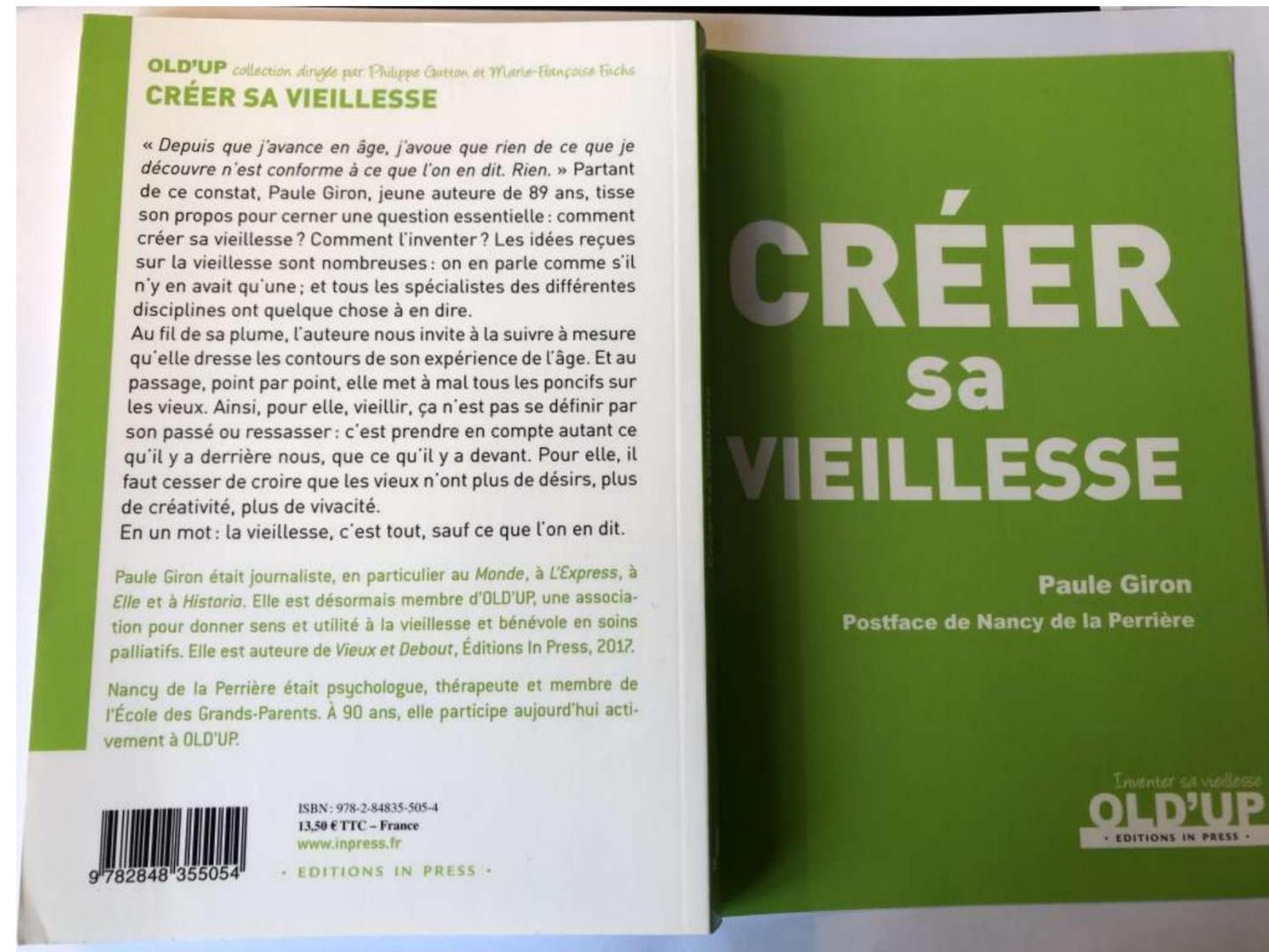
ENSEMBLE



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

CRÉER SA VIEILLESSE





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Marie-Françoise FUCHS

Retraitée, Co-présidente du comité scientifique
et Présidente d'honneur OLD'UP



Annie de VIVIE

Gérontologue, Fondatrice d'Agevillage.com
et directrice des Formations Humanitude



Claudine CHEVALLEREAU

Vice-président-e de Nantes Métropole, déléguée aux
Transports scolaires et à la sécurité routière, aux
solidarités et aux parcours de vie



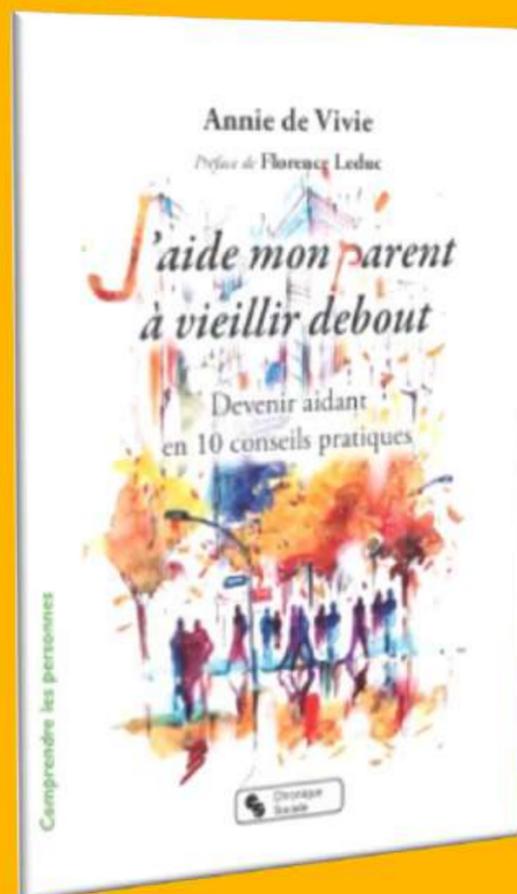
TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA



“

Vieillir debout ?



*Debout dans sa tête,
Debout dans son corps,
Debout dans la cité,
Debout avec les autres,
Debout jusqu'au bout !*



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Marie-Françoise FUCHS

Retraitée, Co-présidente du comité scientifique
et Présidente d'honneur OLD'UP



Annie de VIVIE

Gérontologue, Fondatrice d'Agevillage.com
et directrice des Formations Humanitude



Claudine CHEVALLEREAU

Vice-président-e de Nantes Métropole, déléguée aux
Transports scolaires et à la sécurité routière, aux
solidarités et aux parcours de vie





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA



***LA LONGEVITE : UNE NOUVELLE APPROCHE DU
PARCOURS DE VIE DANS L'AVANCEE EN AGE***





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Un Grand Débat en 4 questions



EN SOI

La longévité comme un projet de vie :
quel choix pour chacune et chacun ?



CHEZ SOI ET PRÈS DE CHEZ SOI

Comment inventer un "chez soi"
qui avance avec soi ?



AVEC LES AUTRES

Une longévité inclusive, égalitaire et citoyenne :
à quelles conditions ?



AUTOUR DE L'IMAGINAIRE

Nouvel imaginaire de longévité :
ouvrir de nouveaux possibles ?

**UN DÉBAT AVEC 3 AXES TRANSVERSAUX :
CITOYENNETÉ, ÉGALITÉ, INNOVATION**



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Les 10 chiffres à retenir

- L'offre de participation a **rencontré son public** et soutenu la dynamique démocratique
- **Toutes les communes se sont engagées** sous différents formats
- Les **contributions individuelles et collectives sont au rendez-vous**





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Marie-Françoise FUCHS

Retraitée, Co-présidente du comité scientifique
et Présidente d'honneur OLD'UP



Annie de VIVIE

Gérontologue, Fondatrice d'Agevillage.com
et directrice des Formations Humanitude



Claudine CHEVALLEREAU

Vice-président-e de Nantes Métropole, déléguée aux
Transports scolaires et à la sécurité routière, aux
solidarités et aux parcours de vie





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA



Vieillir debout informé



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA



20 000 dossiers pratiques
Flux d'actu nationales et locales

Pour les seniors, les aidants



Les recommandations et bonnes pratiques

Pour les professionnels de la gérontologie, les élus chargés du vieillissement



30 000 services d'info., aides, soins à domicile, résidences, habitats alternatifs,

Ehpad
Avis clients
Labels Humanitude



4





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Vieillir malade

Maladies neuro-évolutives
Polypathologies (Sept à huit)
Troubles du comportement : agitations,
apathie, dépression – Isolement
Fin de Vie
Mais avec **toujours des capacités**

>> Des enjeux professionnels

Avec des formations initiales à renforcer

De risques autour de la non qualité : accidents du travail, arrêts, hospitalisations et médicaments évitables ...





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

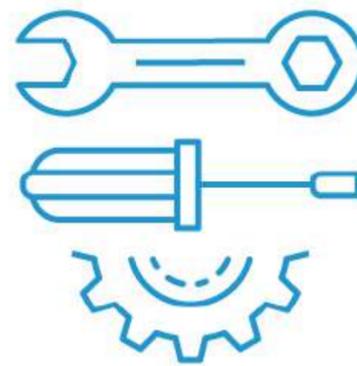
7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

L'HUMANITUDE ?

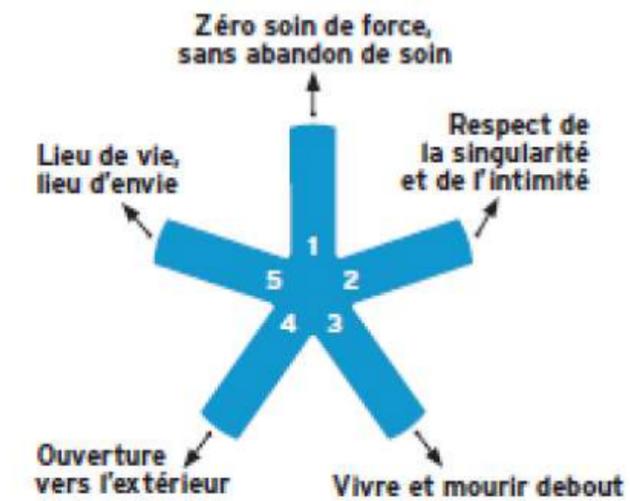
Une philosophie de soin
qui interroge chaque
relation soignant-soigné



150 techniques et outils
concrets d'application



Au service d'une vision :





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Professionaliser les piliers de l'Humanitude, de la relation



Le regard



La parole



Le toucher



Et plus tard,
la verticalité





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Marie-Françoise FUCHS

Retraitée, Co-présidente du comité scientifique
et Présidente d'honneur OLD'UP



Annie de VIVIE

Gérontologue, Fondatrice d'Agevillage.com
et directrice des Formations Humanitude



Claudine CHEVALLEREAU

Vice-président-e de Nantes Métropole, déléguée aux
Transports scolaires et à la sécurité routière, aux
solidarités et aux parcours de vie





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

LE
GRAND
DÉBAT

LONGÉVITÉ,
OUVRONS
LES POSSIBLES

Je donne mes idées sur

metropole.nantes.fr/grand-debat

Informations/contact
contactgrand-debat@nantesmetropole.fr





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Marie-Françoise FUCHS

Retraitée, Co-présidente du comité scientifique
et Présidente d'honneur OLD'UP



Annie de VIVIE

Gérontologue, Fondatrice d'Agevillage.com
et directrice des Formations Humanitude



Claudine CHEVALLEREAU

Vice-président-e de Nantes Métropole, déléguée aux
Transports scolaires et à la sécurité routière, aux
solidarités et aux parcours de vie





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

TABLE-RONDE

"La longévité : une nouvelle approche du parcours de vie dans l'avancée en âge"

*Animation : Angélique GIACOMINI, Déléguée Générale Adjointe en charge de
la formation et de la recherche au RFVAA
Docteur en sociologie Chercheur associé
Centre Georges Chevrier UMR 7366 CNRS-uB*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

CONFÉRENCE

Territoires et longévité : réflexion éthique



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Fabrice GZIL

Philosophe
Espace éthique Ile-de-France

ESPACE ÉTHIQUE
RÉGION ILE-DE-FRANCE





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

TABLE-RONDE

"Attractivité et nouveaux modèles sociétaux : place et atout des seniors"

*Animation : Angélique GIACOMINI, Déléguée Générale Adjointe en charge de
la formation et de la recherche au RFVAA
Docteur en sociologie Chercheur associé
Centre Georges Chevrier UMR 7366 CNRS-uB*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Élodie LLOBET
Directrice Generacio



Florence HERMAN BOULANGER
Doctorante en Sociologie, Laboratoire
CeRIES, Université de Lille



Benjamin ZIMMER
Directeur de Silver Alliance





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

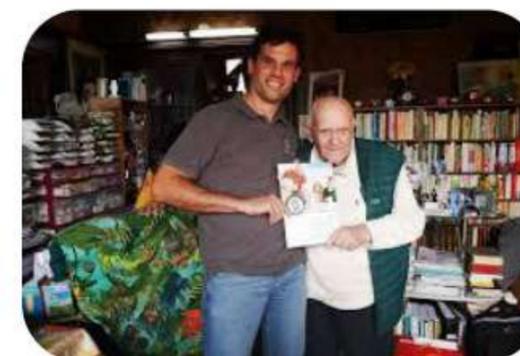
7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Rêves de Seniors : Changeons notre regard porté sur le vieillissement !

« C'est bien connu, il n'y a pas d'âge pour rêver et ce n'est pas parce qu'on a déjà parcouru une bonne partie de sa vie que l'on doit s'interdire d'avoir encore des rêves, au contraire ! (...) C'est pourquoi nous avons eu l'idée de lancer l'opération « rêves de seniors ».

Pour en savoir plus : revesdeseniors@silveralliance.fr

Les rêves à venir : un saut en parachute, une rencontre inédite avec M. Drucker, la traversée de l'atlantique en aviron,...



 SILVER ALLIANCE



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Élodie LLOBET
Directrice Generacio



Florence HERMAN BOULANGER
Doctorante en Sociologie, Laboratoire
CeRIES, Université de Lille



Benjamin ZIMMER
Directeur de Silver Alliance





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

TABLE-RONDE

"Attractivité et nouveaux modèles sociétaux : place et atout des seniors"

*Animation : Angélique GIACOMINI, Déléguée Générale Adjointe en charge de
la formation et de la recherche au RFVAA
Docteur en sociologie Chercheur associé
Centre Georges Chevrier UMR 7366 CNRS-uB*



Cité des Congrès

TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

SUIVEZ-NOUS !

#RENCONTRESRFVAA



@RFVAA



@vada.reseaufrancophone

*Colloque organisé par le
Réseau Francophone des
Villes Amies des Aînés*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

SUIVEZ-NOUS !

#RENCONTRESRFVAA



@RFVAA



@vada.reseaufrancophone

*Colloque organisé par le
Réseau Francophone des
Villes Amies des Aînés*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

ATELIER

"Aménagement du territoire : mobilités et parcours résidentiel des personnes âgées"

Animation : Guillaume MOISSÉ, Chargé d'animation de territoires au RFVAA



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Catherine VOGELEISEN

Conseillère Quali'Hlm & vieillissement
Union Sociale pour l'Habitat





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Françoise RIVOIRE

Adjointe au Maire de Lyon, déléguée aux Liens
Intergénérationnels et aux Personnes Âgées
Secrétaire du RFVAA





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Françoise CHARLES

Directrice Action Sociale et Solidarité
Saint-Sébastien-sur-Loire





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA



POINT MOBILITE

VAA 3 DECEMBRE 2019





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

EVALUER LE PROBLEME DE MOBILITE

- ✓ difficultés à se déplacer
- ✓ moyens déjà en place
(famille, CLIC...)
- ✓ besoins en terme de
déplacement





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

SE DEPLACER EN MINIBUS





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

ATELIER

"Aménagement du territoire : mobilités et parcours résidentiel des personnes âgées"

Animation : Guillaume MOISSÉ, Chargé d'animation de territoires au RFVAA



Cité des Congrès

TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

SUIVEZ-NOUS !

#RENCONTRESRFVAA



@RFVAA



@vada.reseaufrancophone

*Colloque organisé par le
Réseau Francophone des
Villes Amies des Aînés*



Les aidants

AU BORD DU BURN-OUT

Par devoir, et surtout par amour, en France, plus de dix millions de personnes s'occupent d'un proche malade ou handicapé. Un dévouement méconnu... Au quotidien, ces « aidants » assurent le bien-être et la dignité d'un être cher, souvent au prix de leur propre santé. Notre sondage leur rend justice.

JEAN-CHRISTOPHE MARTINEAU, FLORENCE MONTEIL ET MARIE AUFFRET ILLUSTRATIONS EMMANUEL ROMEUF

SONDAGE IPSOS

Réalisé par Ipsos pour *Notre Temps* du 10 au 16 juillet 2019, sur un échantillon de 500 aidants âgés de 18 ans et plus. Ont été considérées comme aidants les personnes qui ont dans leur entourage un proche en perte d'autonomie ayant besoin d'une aide quotidienne ou quasi quotidienne, s'en occupant seul ou avec l'aide d'une ou plusieurs personnes de leur entourage (familial ou amical), ou en intervenant (toujours régulièrement) de manière plus secondaire, en appui à une ou plusieurs autres personnes.

Une personne sur neuf en France souffre moralement de son engagement auprès d'un proche, révèle notre sondage Ipsos. En effet, tous les aspects de la vie sont bouleversés : la relation avec la personne aidée, l'équilibre psychologique, la vie de famille, la santé, le sommeil, les projets d'avenir, la vie amoureuse... L'aide pour « les gestes intimes » (aller aux toilettes, se laver...) est particulièrement pénible pour 68 % d'entre eux. « C'est très douloureux, voire traumatisant, quand le corps d'un proche perd sa sensualité, son mystère, pour devenir presque un objet. D'autant que ce n'est pas facile à exprimer », précise Serge Guérin, sociologue spécialiste des seniors. La culpabilité contribue également à l'épuisement moral des aidants : 71 % l'éprouvent à l'idée de « devoir placer leur proche dans un établissement spécialisé ».

Voilà de quoi nous alerter sur la lassitude de ces dix millions de personnes, amis, voisins ou collègues qui, sans forcément en parler, se mobilisent pour faciliter la vie d'un être cher. Les indices à surveiller sont les mêmes que pour un burn-out professionnel : fatigue, tension, troubles alimentaires souvent assortis d'une incapacité à s'arrêter ou à se faire aider. La méconnaissance des dispositifs existants

pour accompagner les aidants n'est à ce titre guère rassurante (lire pages 24-25). Quant à trouver quelqu'un pour se faire remplacer en cas d'empêchement, c'est impossible, ou seulement pour quelques heures, selon la moitié des aidants sondés.

L'ÉQUIVALENT DE 198 MILLIARDS

Faire les courses, accompagner les déplacements, payer les factures, surveiller l'alimentation, vérifier la prise de médicaments, aider à la toilette... Des tâches courantes aux gestes les plus intimes, les aidants assument une présence active « de l'ordre de vingt heures par semaine en moyenne », estime Serge Guérin, qui évalue cette aide à un coût global de près de 198 milliards d'euros s'il fallait rémunérer un professionnel à un tarif horaire de 19 €... soit l'équivalent de toutes les dépenses de santé des Français!

« Les aidants ne vivent évidemment pas leur engagement sous cet angle, poursuit-il. Aider un enfant ou un parent, c'est normal pour l'immense majorité, mais il ne faut pas sous-estimer ce qui est accompli ! » Tous ces actes du quotidien sont d'une importance vitale. Ils permettent d'améliorer la qualité de vie et de prolonger le maintien à domicile de ceux qui comptent le plus pour nous. ...

61 %

n'ont pas le moral.

42 %

prennent soin de leur parent, 14 % de leur conjoint, 27 % d'un autre membre de la famille.

34 %

apportent une aide majeure à un proche en grande difficulté dans les tâches du quotidien.

50 %

ne peuvent pas se faire remplacer en cas d'empêchement, ou seulement pour quelques heures.

30 %

vivent au même domicile que l'aidé et 52 % à proximité.

66 %

sont le principal soutien de la personne aidée, 44 % d'entre eux assument ce rôle seul.

71 %

culpabilisent à l'idée de placer leur proche dans un établissement spécialisé.

85 %

se reconnaissent dans le terme « aidant ».

Pierre-Olivier Lefebvre, délégué général du réseau francophone des Villes amies des aînés

« Leur rôle tend à devenir chronique

Dans 42 % des cas, ce sont les parents âgés qui bénéficient de l'attention de leurs enfants parfois encore actifs, mais le plus souvent retraités. 27 % de ces aidants s'occupent d'un autre membre de la famille et 14 % de leur conjoint. Ces derniers sont en réalité bien plus de 14 %, car ils ne se considèrent pas comme des aidants, juste comme un conjoint qui veille sur sa moitié ! Ces chiffres interpellent sur leur parcours : leur rôle tend à devenir chronique auprès de parents dont la durée de vie s'allonge. L'aidant doit s'organiser : il peut réussir à bien s'occuper d'un proche à un rythme intensif pendant un ou deux ans, mais pas vingt ans. La technologie facilitera peut-être les choses (internet, voitures autonomes...), mais est-ce souhaitable ? Il faudrait déjà simplifier l'accès aux aides existantes. C'est la démarche des Villes amies des aînés avec l'ouverture de la première Maison des seniors et des aidants, à Rennes, le 12 novembre prochain. »



Un engagement DE TOUS LES INSTANTS

Prendre soin d'un proche implique pour les aidants un engagement souvent lourd de conséquences sur leur vie personnelle. Entre fatigue et culpabilité, il est difficile parfois de se préserver.

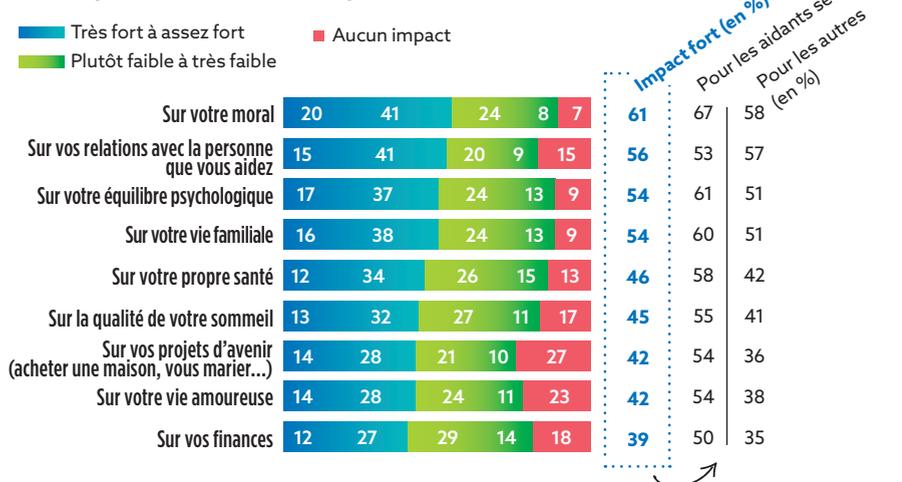


TOUS LES ASPECTS DE LA VIE SONT BOULEVERSÉS

Veiller sur une personne en perte d'autonomie a de fortes répercussions sur la vie des proches aidants. Sans surprise, les conséquences sur leur moral arrivent en tête de leurs préoccupations. Cet impact est fort pour 61% d'entre eux et même très fort pour un aidant sur cinq. Le fait d'être l'unique aidant renforce ce sentiment négatif. L'engagement

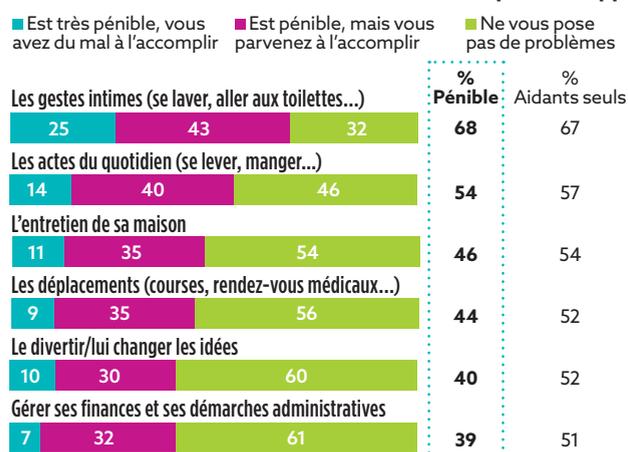
pour eux systématiquement plus lourde. Elle a notamment un fort impact sur leur propre santé (58% contre 42% pour les aidants accompagnés).

Question : « Selon vous, quel est l'impact des aides que vous apportez à votre proche sur chacun des aspects suivant de votre vie ? » En %



auprès d'un parent fragilisé a une incidence certaine sur l'équilibre psychologique et la vie de famille de plus d'un aidant sur deux, et encore plus chez ceux qui sont isolés (60%). Cette différence de ressenti entre les aidants qui sont accompagnés et ceux qui ne le sont pas est notable dans tous les domaines. La charge de l'aide est

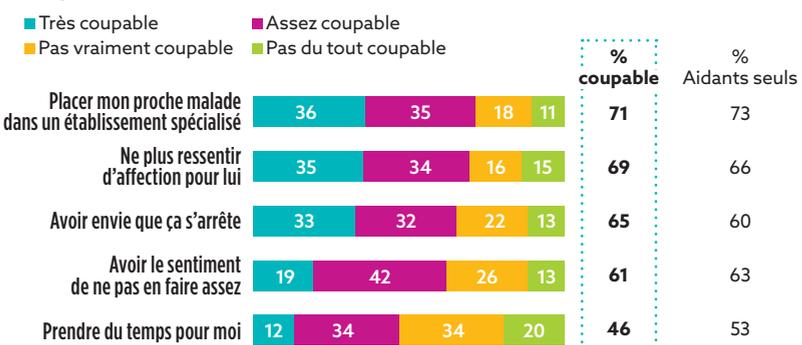
Question : « Pour chacune des aides suivantes que vous apportez à votre proche, diriez-vous que cette tâche... » En %



UNE AIDE PARFOIS JUGÉE PÉNIBLE

L'aide est d'autant plus mal vécue qu'elle implique d'épauler la personne pour réaliser des gestes intimes comme la toilette ou l'accompagnement aux W.-C. 68% des sondés trouvent ces tâches pénibles et 25% ont du mal à les accomplir. « L'un des motifs d'admission en Ehpad est lié à ces gestes-là, quand le malade ne peut plus faire lui-même sa toilette intime », pointe Olivier de Ladoucette, psychogériatre. Le soutien quotidien apporté pour l'habillement, les repas, le lever est aussi jugé difficile pour 54% des aidants. Et ceux qui sont seuls ressentent encore plus durement la réalisation des autres tâches, comme l'entretien du domicile, les déplacements, la gestion du budget de l'aidé et son soutien moral.

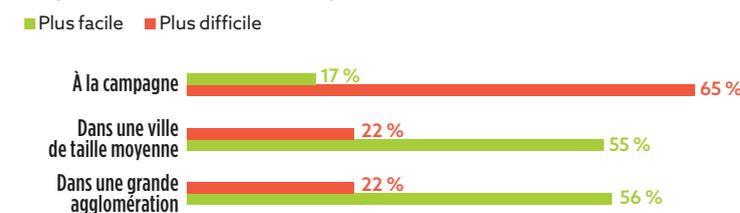
Question : « Aujourd'hui, vous sentez-vous ou vous sentiriez-vous coupable de faire chacune des choses suivantes ? » En %



LA CULPABILITÉ EN EMBUSCADE

Soutenir un proche malade ou âgé, qui nécessite de l'aide au quotidien, est une situation propice à l'émergence de la culpabilité. C'est particulièrement flagrant lorsque l'état de la personne aidée n'est plus compatible avec un séjour à domicile. Plus de sept aidants sur dix culpabilisent alors de devoir placer leur proche dans une structure spécialisée. Et en même temps, ils s'en veulent de voir leur affection s'éroder, voire disparaître, sous les effets du poids de la prise en charge, de ne pas en faire assez ou de penser parfois qu'il serait préférable que tout s'arrête... « Il est normal d'avoir des sentiments négatifs, d'en avoir ras-le-bol, rappelle Olivier de Ladoucette. Il ne faut pas garder cela pour soi mais verbaliser son ressenti, éventuellement avec un professionnel. »

Question : « D'après votre expérience, diriez-vous qu'il est plus facile ou plus difficile d'être aidant quand on habite... »



UN SOUTIEN PLUS COMPLIQUÉ À LA CAMPAGNE

Le verdict des aidants est sans appel ! Prendre en charge une personne en perte d'autonomie ou lourdement malade est plus compliqué à la campagne qu'en ville : 65% des sondés jugent la situation difficile, voire nettement plus ardue (34%) dans le monde rural que dans les villes moyennes ou grandes (22%). On pourrait penser que la vie d'aidant à la campagne serait facilitée par une certaine solidarité de proximité. Il semble que non. La dispersion de l'habitat qui oblige à prendre sa voiture, l'éloignement des structures de soins et d'aides, complexifient le quotidien des aidants ruraux. Une réalité que les pouvoirs publics devraient prendre en compte alors que les réflexions sur la future loi « grand âge » sont engagées.

L'analyse d'Olivier de Ladoucette, psychogériatre, président de la Fondation pour la recherche sur la maladie d'Alzheimer



Les aidants doivent connaître leurs limites et savoir dire stop !

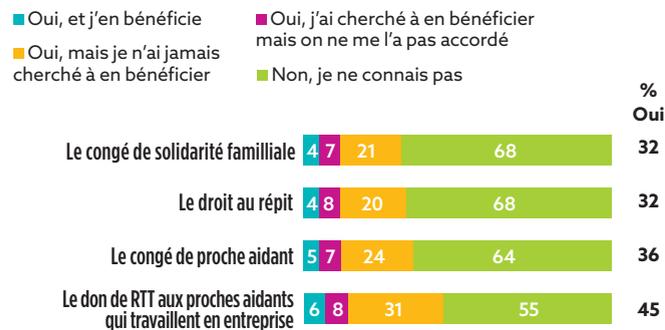
Ce sondage confirme que l'accompagnement d'un proche dépendant impacte la santé de l'aidant et sa santé psychologique, en particulier quand l'aidé souffre d'une maladie neurodégénérative. La culpabilité est l'une des motivations qui poussent les gens à s'occuper de leurs parents âgés, et c'est rarement dit de manière aussi claire que dans ce sondage. Elle est très présente par rapport au placement en institution. Cela traduit la défiance de l'opinion vis-à-vis de ces établissements. Mais il faut raison garder, tous les établissements ne sont pas néfastes... Ce n'est pas forcément un échec de placer son parent, c'est une étape parfois indispensable. Le séjour en Ehpad est souvent préférable à un maintien à domicile calamiteux ! Cette culpabilité est normale, personne n'est parfait ! Il faut faire de votre mieux, mais vous n'êtes pas infailible. Il faut surtout connaître ses limites, savoir dire : « Stop ! Là, je n'en peux plus. Je dois me reposer et confier mon père, ma mère, ma femme, à quelqu'un d'autre pendant quelque temps. » Beaucoup d'excès d'aidants qui tombent malades ou deviennent maltraitants trouvent leur origine dans ces situations où les personnes, du fait de leur culpabilité, n'ont pas pu poser de limites... **Je constate une évolution qui s'est opérée depuis une trentaine d'années. Le rapport de l'aidant à l'aidé était basé autrefois sur le devoir. Maintenant, il l'est davantage sur la réciprocité.** En d'autres termes, l'intensité de la relation d'aide va beaucoup dépendre du passé et de l'histoire que l'aidant aura nouée avec l'aidé. Si celui-ci a été à un moment donné particulièrement présent dans sa vie, s'il lui a rendu service, l'aidant sera d'autant plus actif. »



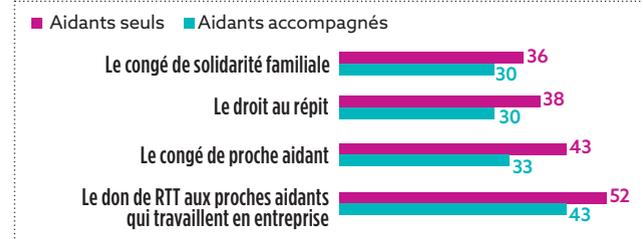
Dans l'embrouillamini DES AIDES SOCIALES

Des dispositifs existent pour épauler les aidants et leur permettre de souffler ou de s'absenter de leur travail pour s'occuper de leurs proches, mais ils restent insuffisamment connus.

Question : « Connaissez-vous l'existence des services suivants, qui peuvent être proposés aux aidants de personnes dépendantes ? » En %



→ Parmi les réponses positives



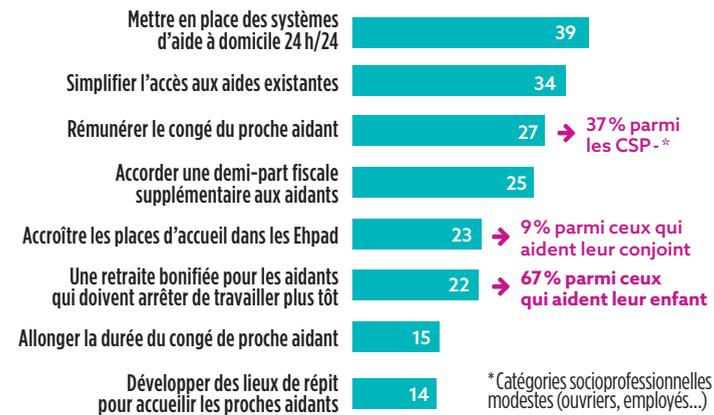
UN MANQUE D'INFORMATION PRÉOCCUPANT

Les dispositifs prévus par la loi pour épauler les aidants, qu'ils soient en activité professionnelle ou à la retraite, restent particulièrement méconnus de la majorité des personnes concernées. Chez les actifs, le don de jours de RTT, dans les entreprises qui se sont organisées en conséquence, est connu d'un aidant sur deux, mais un tiers n'a jamais cherché à en bénéficier... Les congés de solidarité familiale et de proche aidant, dont les conditions sont assez restrictives (trois mois renouvelables mais non rémunérés), sont ignorés par les deux tiers des sondés. Le droit au répit (aide au financement d'un accueil de jour ou d'un séjour temporaire en Ehpad), destiné spécifiquement aux proches de personnes âgées,



n'est connu que d'un tiers des aidants interrogés. Seuls 4% déclarent en bénéficier! Les aidants isolés, ceux qui supportent le plus la charge de l'aide et qui ont du mal à se faire remplacer, connaissent à peine mieux que les autres les dispositifs conçus pour les épauler. Un vrai défi à relever pour les caisses de retraite, les conseils départementaux gestionnaires de l'allocation personnalisée d'autonomie, les centres sociaux et les médias.

Question : « Parmi les mesures suivantes, quelles seraient celles qui amélioreraient le plus votre situation en tant qu'aidant ? » En %



PRIORITÉ AUX AIDES PONCTUELLES

Les aidants ont besoin de souffler! 39% souhaiteraient pouvoir accéder à des systèmes ponctuels d'aide à domicile 24h/24. Ces dispositifs, inspirés du « baluchonnage » québécois, sont expérimentés actuellement, notamment par la Mutualité sociale agricole (« Bulle d'air »). Mais ils restent coûteux et, sans subventions, sont financièrement hors de portée des familles. Le déploiement de places d'accueil de jour ou temporaire en Ehpad recueille l'assentiment d'à peine un quart des sondés. Une solution qui n'est vraiment pas souhaitée par ceux qui s'occupent de leur conjoint (9% d'opinions favorables!). La mauvaise image des maisons de retraite dans l'opinion n'y est sans doute pas pour rien... De même, le développement des structures de répit pour les aidants n'intéresse que 14% d'entre eux. Est-ce une conséquence de l'intensité de leur implication? Dans ce contexte, nombre d'aidants ne pensent pas à eux, mais avant tout à leur parent fragilisé. Un tiers réclame un accès plus facile aux aides existantes (les démarches administratives sont compliquées et chronophages) et 27% (mais 37% des aidants aux revenus modestes) souhaitent que le congé du proche aidant soit rémunéré. La ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, a d'ailleurs annoncé au printemps dernier la création d'un congé indemnisé dès 2020. ...



Édouard Hennezel,

président-fondateur du Cercle vulnérabilités et société

« Il faut se concentrer sur les aidants familiaux très isolés. Les politiques publiques ont tendance à considérer les aidants comme un public très homogène. Or, la singularité de la relation entre l'aidant et l'aidé, leur histoire de vie ou leur environnement amènent à des perceptions et des vécus différents. Par exemple, s'occuper d'un proche en perte d'autonomie peut parfois procurer un sentiment d'utilité sociale, asseoir une identité... Il faut se tourner en priorité vers les aidants familiaux isolés, qui sont en grande fragilité. »

L'analyse de Laurent Turrieu, responsable du département « Pilotage, études et développement » à la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav)



« L'accès aux solutions de répit, c'est l'enjeu du soutien aux aidants ! »

Ce qui est frappant, à la lecture du sondage, c'est la méconnaissance importante des dispositifs d'aides existants par les aidants, y compris ceux qui sont les plus impliqués. Cela montre bien qu'aujourd'hui leur soutien est insuffisamment pris en compte en France. Et ceci, malgré les progrès apportés par la loi d'adaptation de la société au vieillissement, qui a instauré le droit au répit et reconnaît ainsi le rôle des aidants. Leur priorité est de pouvoir bénéficier de manière simple et réactive de solutions de répit, avec des systèmes d'aide 24 h/24. Cette solution n'est pas simple à mettre en place pour l'instant en raison du droit du travail et du coût, mais il existe d'autres options intéressantes, comme les séjours de vacances aidants-aidés. Mais je ne suis pas sûr que même ces dispositifs soient bien connus et qu'ils soient faciles d'accès en termes de démarches administratives. Tout l'enjeu du soutien aux aidants est là! D'ailleurs, ils l'expriment clairement en réclamant la simplification de l'accès aux aides. Cette question est déjà prise en compte par la Cnav, au travers des actions que mènent les Carsat (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail), et par nos caisses régionales (groupes de paroles, séjours de vacances...). Pour autant, dans le cadre de notre convention 2018-2022 conclue avec l'État, la Cnav s'est engagée à définir des dispositifs innovants à destination des aidants. Pour atteindre cette ambition, nous sommes en train de mener, en partenariat avec le Credoc*, une étude auprès de nos retraités aidants pour mieux connaître leur profil, leurs attentes et leurs besoins. Cette ambition s'inscrit bien dans notre politique de prévention de la perte d'autonomie. Une partie de nos bénéficiaires sont des aidants et cette situation, si la charge est trop lourde, peut être une cause de bascule vers la dépendance. »

*Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.



03.12.19
Nantes (44)

Cité des Congrès

TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

SUIVEZ-NOUS !

#RENCONTRESRFVAA



@RFVAA



@vada.reseaufrancophone

*Colloque organisé par le
Réseau Francophone des
Villes Amies des Aînés*





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Agnese MACALUSO

Consultante
Cabinet ECORYS (Pays Bas)



ACPA - Adapter les villes européennes au vieillissement de la population : défis politiques et bonnes pratiques

Territoires et Longevité – 7^{èmes} Rencontres du RFVAA

3 Décembre 2019



Quelque détail sur ACPA

Objectifs

Déterminer les tendances démographiques

En savoir plus sur les perspectives des aînés

Identifier et analyser les politiques dans ce domaine

Identifier et analyser de meilleures pratiques

Recherche

Analyse démographique

Recherche/littérature /documentation politique

8 études de cas

Domaines

Espaces extérieures et environnement bâti

Transports et mobilité

Logement

Participation sociale

Respect et inclusion

Participation civique et emploi

Communication et information

Communauté et santé

Études de cas

Amsterdam

Barcelona

Gothenburg

Greater Manchester

Hengelo

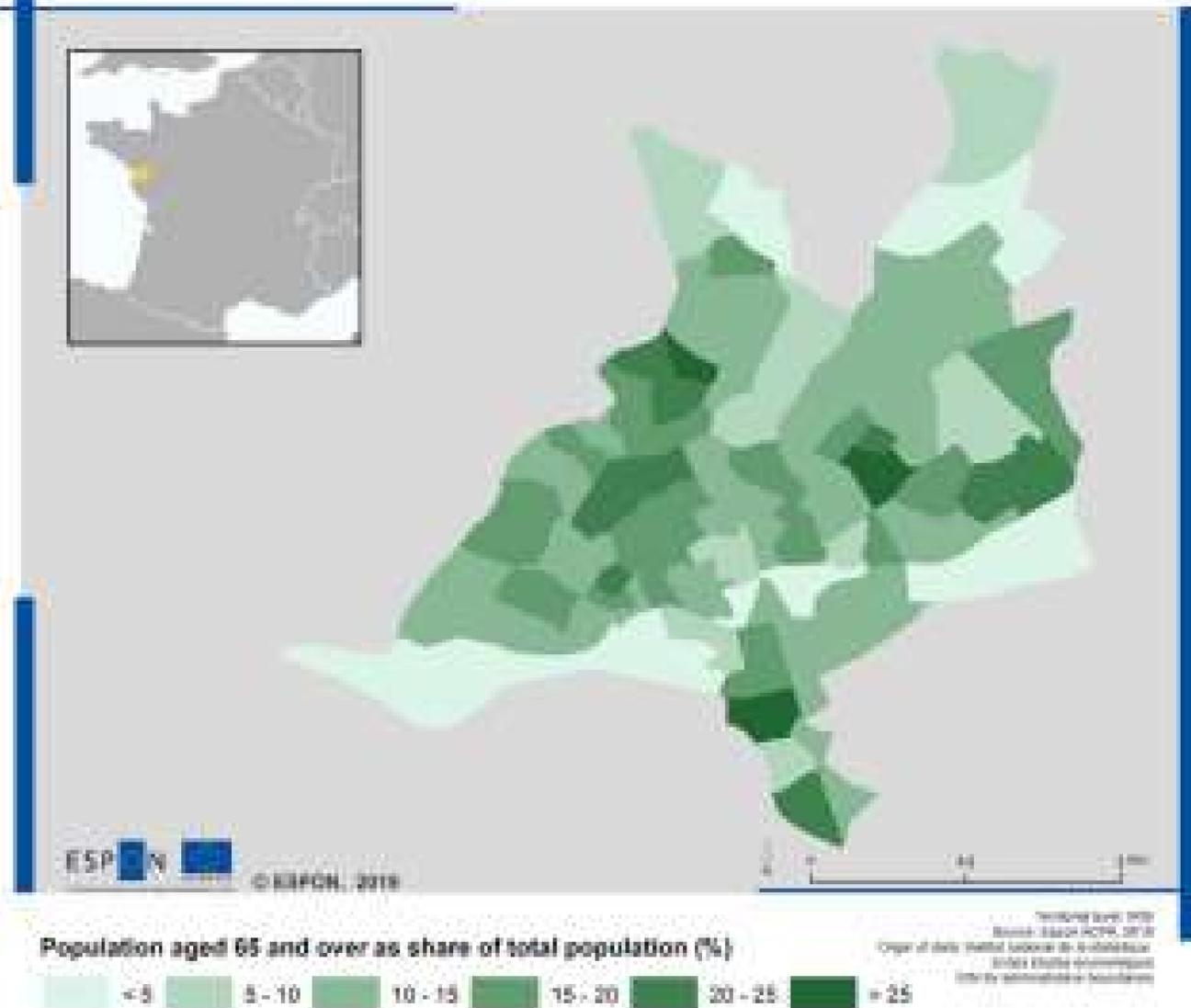
Nantes

Oslo

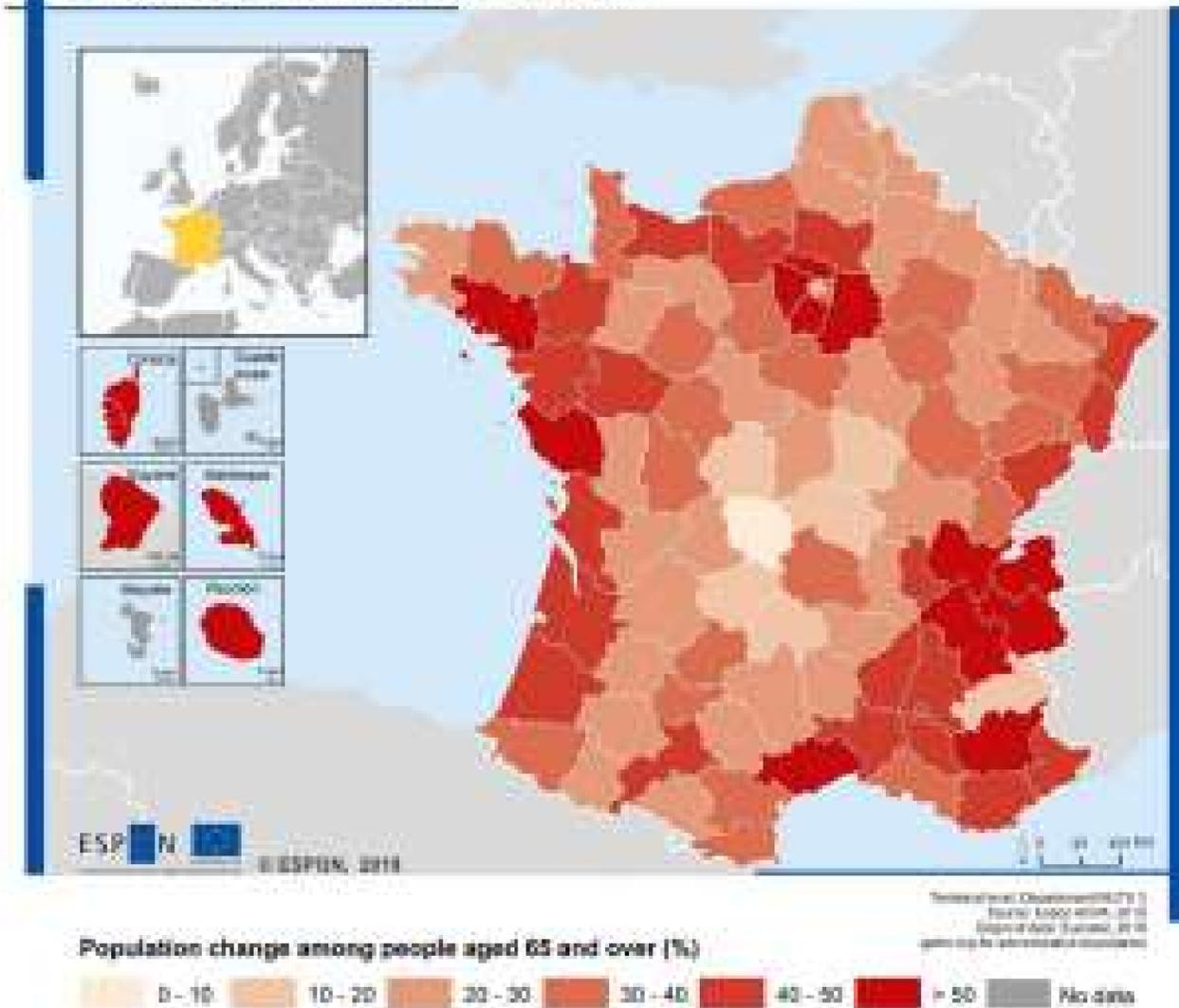
Zaragoza

Développements démographiques

Nantes: Share of older people 2015



France: Change in older population 2000-2018



Et Nantes?

- Qu'est ce que l'on peut apprendre de Nantes ?
 - Expérience
 - Collaboration
 - Le citoyen au centre

- Quelques recommandations
 - Bien grandir pour bien vieillir
 - Transports et numérique
 - Inclusion et participation des minorités



Quelques recommandations générales

- Investir sur la communication - et le numérique ?
- Travailler sur un horizon à long terme : quelle stratégie pour les défis qui nous attendent ?
- Les aînés ne sont pas un groupe hétérogène et leur besoins sont en évolution
- Importance d'avoir une vision et une approche holistique, basée sur la collaboration (interne/externe)
- Il faut améliorer l'échange de connaissances et de bonnes pratiques au niveau européen
- Importance du Réseau des Villes Amies des Aînés pour structurer et proposer une réponse politique plus intégrée

Les bonnes pratiques, un facteur de réussite

- Soutiens politiques et financiers
- Collaboration entre divers acteurs
- Participation active des aînés à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et d'actions
- Importance de l'évaluation des résultats et des retours d'expériences, y compris des erreurs
- Prise en compte, le plus possible, des besoins des bénéficiaires



*Gauche: Centros de Convivencia (Zaragoza)
Centre: Rosa Busser (Oslo)
Droite: O'Menu (Nantes)*

Pour en savoir plus sur ACPA

Plus d'info sur <https://www.espon.eu/ACPA>

Premier trimestre 2020:

- Rapport final
- Rapport pour chaque ville
- Manuel pratique (recommandations, 35 meilleures pratiques)





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

CONCLUSION



TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Gilles BERRUT

Grand témoin de la journée
Ambassadeur du Grand Débat Longévité de Nantes Métropole

Chef du Pôle Hospitalo Universitaire de Gériatrie
Clinique du CHU de Nantes
Président du Gériatopôle Autonomie et Longévité des
Pays de la Loire

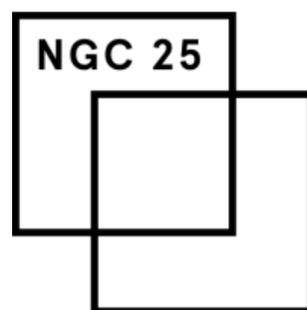




TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

Spectacle de danse contemporaine Retraités nantais de tous âges avec la Compagnie NGC 25





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

CLÔTURE

Catherine PIAU

Adjointe au Maire de Nantes en charge des
seniors, des personnes âgées
et de la solidarité intergénérationnelle





TERRITOIRES ET LONGÉVITÉ

7^{ÈMES} RENCONTRES DU RFVAA

SUIVEZ-NOUS !

#RENCONTRESRFVAA



@RFVAA



@vada.reseaufrancophone

*Colloque organisé par le
Réseau Francophone des
Villes Amies des Aînés*

